

Christian Favre

La Suisse
avant et pendant
la Seconde
Guerre mondiale

ISBN 978-2-8399-1509-0

La Suisse avant et pendant la Seconde Guerre Mondiale
Christian Favre

© octobre 2014

SOMMAIRE

Avant propos.....	4
1. Particularité helvétique et neutralité.....	6
2. L'entre deux guerres.....	12
3. Chronologie du début de la guerre.....	21
4. En Suisse pendant ce temps.....	34
5. Le Général Guisan et le Conseiller fédéral Pilet-Golaz...	43
6. Les diverses relations germano-suissees.....	63
7. Relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne....	75
8. Les relations avec les Alliés.....	83
9. Les relations avec la France.....	92
10. Les services de renseignements, l'espionnage en Suisse.	97
11. Les contacts avec le général SS Walter Schellenberg.....	106
12. Allen Dulles, chef de l'OSS (ancienne CIA) en Europe...	117
13. Reddition de l'armée allemande en Italie.....	120
14. Réfugiés et internés.....	129
15. Actions humanitaires.....	139
16. Carl Lutz à Budapest.....	144
17. L'information.....	147
18. Le mélange des rôles, mythe et patriotisme.....	149
19. Pourquoi la Suisse n'a-t-elle pas été attaquée ?.....	154
20. La Suisse coupable ?.....	162
21. L'après guerre.....	169
Références.....	178

Avant-propos

C'est en voulant en savoir plus sur la réalité et la vérité de notre histoire pendant la guerre que je me suis mis à lire tout ce qui me tombait sous la main: biographies, rapports commandés, témoignages, interviews etc. dont vous trouverez la liste à la fin du livre.

Pendant toute la durée de la polémique autour des fonds juifs, la parole a été donnée essentiellement aux historiens et politiciens révisionnistes qui ont pu largement évoquer les aspects négatifs de cette période. Mon texte tente de montrer qu'il existe d'autres témoignages et qu'aujourd'hui, en 2008, des historiens suisses et étrangers élargissent le champ de vision en nous dévoilant la complexité d'une pareille histoire, sans toutefois aller jusqu'à nier les faits négatifs. L'historiographie prend le dessus sur la subjectivité et l'interprétation, encore faut-il que l'on s'y intéresse. Or cette histoire est mille fois plus intéressante que ce qui en a été dit.

C'est en fouillant dans un dépôt de ventes d'occasions que je suis tombé sur le livre de Werner Rings *La Suisse et la guerre 1933 – 1945*. J'ai eu de la chance car ce livre, bien que non réédité, est encore le plus complet à l'exception de *l'Histoire de la neutralité* de Edgar Bonjour. J'ai voulu en savoir plus et c'est ainsi qu'à chaque passage dans un de ces dépôts j'en ressortais avec un autre livre introuvable en librairie. Puis j'ai visité plusieurs bibliothèques, acheté quelques livres récents pour compléter mes connaissances. Sur Internet j'ai également pu lire ou consulter quelques rapports et thèses. Un jour, saturé d'Histoire, je fouille un rayon de livres de poches pour y trouver un roman et je tombe sur...Allen Dulles "*Les secrets d'une reddition*" ! Il est clair que ces lectures ont largement influencé mon opinion, il ne peut en être autrement. Si mon texte peut encourager les lecteurs à lire quelques uns des livres de références,

j'estime alors que mon but est atteint et ce but est uniquement que la vraie histoire de la Suisse pendant la dernière guerre soit enfin connue. Les refoulements et le commerce avec l'Allemagne font partie de cette histoire tout comme la volonté de résistance, l'aide discrète de l'armée aux Alliés et aux mouvements de résistance, le travail de la Suisse en tant que puissance protectrice auprès de 43 pays, l'aide humanitaire et le travail du CICR et encore l'espionnage. Le resserrement politique au centre et le rejet des extrêmes mérite aussi d'être connu.

Le contexte est important, c'est pourquoi je suis parti de la fondation de la Confédération, en passant par la Première Guerre mondiale ainsi que par le déroulement des premières attaques et annexions allemandes, soviétiques et italiennes. Tout ceci évidemment très succinctement, il ne pourrait en être autrement, tout comme mon texte n'est pas l'histoire de la Suisse pendant la dernière guerre mais seulement quelques lignes et remarques qui pourront inciter le lecteur à lire un ou plusieurs livres en référence.

L'Histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale a été utilisée à des fins idéologiques, en alléguant que les autorités politiques et militaires étaient pro nazies, la minorité politique d'extrême gauche a démontré sa force et la faiblesse de la majorité politique. Voici une intervention dans un blog qui en dit long sur ce qu'a été ce combat :

*« On reconnaît qu'un camp a perdu **la guerre des idées** quand tous ses efforts ne sont que pour rejouer indéfiniment ses vieilles batailles perdues [...] ».*

La révision était donc une *guerre des idées* et non l'Histoire de la Suisse pendant la SGM, puisse ceci être entendu...

1. PARTICULARITE HELVETIQUE ET NEUTRALITE

Rappelons en quelques lignes comment s'est construite la Confédération suisse. Le tout début a été un pacte entre les habitants des vallées entourant le lac des Quatre Cantons, soit Uri, Schwyz et Unterwald, cela s'est passé en août 1291, aussitôt après la mort de l'empereur Rodolphe de Habsbourg le 15 juillet. Ces vallées étaient alors soumises à l'autorité des Habsbourg. Après plusieurs batailles, les Waldstätten, c'est ainsi que l'on désignait les habitants de cette région, réussirent à se libérer seuls de la tutelle habsbourgeoise et à devenir ainsi entièrement libres. Il faut ajouter qu'auparavant l'Empereur leur avait accordé une franchise, laquelle en général concernait plutôt une seigneurie qu'une communauté paysanne, mais l'intérêt de l'empereur était surtout de s'allier une population gardienne de l'axe du Gothard. Ce fait n'est pas un mythe mais bel et bien la réalité d'une guerre de libération qui n'a rien à voir avec les nombreuses franchises accordées à des villes par l'empereur, une liberté acquise militairement ne peut être reprise comme une liberté accordée. Ces gens étaient avant tout des paysans et des bergers. Par la suite des cités également en vinrent à se libérer, soit de seigneurs, soit aussi des Habsbourg autrichiens, cela se fit aussi avec l'aide des Waldstätten, souvent dans la douleur. Des événements assez complexes amenèrent plus tard les premiers Suisses à combattre le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire et à le vaincre. Cela eut pour conséquences à la fois l'extension vers la Suisse romande et la paix avec l'Autriche. Mais aussi, après le fabuleux trésor récolté, une source de querelles entre eux. Les conséquences des guerres de Bourgogne furent bien mauvaises pour la jeunesse qui abandonna les travaux des champs pour s'engager dans les armées de tous les princes de l'Europe. Batailler était son plaisir, piller trop souvent sa

récompense. En plus du partage du trésor de Charles le Téméraire s'ajouta la demande de Fribourg à entrer dans la Confédération. Il n'était pas évident pour les Waldstätten d'accepter un élément francophone dans leur Confédération, on peut le comprendre, ce d'autant plus que Fribourg allait renforcer le clan des villes contre celui des campagnes. On frisa la guerre civile. Le miracle eut lieu en la personne d'un ermite totalement ascète, Nicolas de Flüe, qui réussit à mettre tout le monde d'accord en un temps record. Vu le contexte et la somme extraordinaire d'éléments de dissensions on peut effectivement parler de miracle.

Une telle capacité guerrière ne pouvait laisser indifférentes les autres puissances européennes, c'est ainsi que ces dernières engagèrent de nombreux Suisses en tant que mercenaires. Cette activité, somme toute malsaine, devint une véritable industrie, des officiers possédaient un régiment de mercenaires comme un patron d'entreprise des ouvriers. Ces hommes qui partaient de leur village, délaissaient les indispensables travaux et quand ils revenaient, s'ils revenaient, n'avaient plus aucun goût au travail. On dit que le mercenariat et l'argent qu'il rapportait a été à la base des banques suisses. Peut-être. La bataille de Marignan en 1515, avec la victoire de François 1^{er}, mit un terme aux interventions guerrières des Suisses¹. La neutralité fut proclamée pour la première fois lors de la conquête de la Franche-Comté par la France en 1674. Jusqu'à la Révolution française la Confédération n'était pas formée de cantons ou de régions égales en droit, en effet les cantons suisses possédaient des "colonies": Vaud et Argovie appartenaient à Berne, le Bas-Valais au Haut-Valais, (cependant le Valais ne faisait pas encore partie de la Confédération), le Tessin à plusieurs cantons de Suisse centrale. De plus le pouvoir au sein de la Confédération était en mains de familles patriciennes. La Révolution française attisa la révolte en Suisse. La Suisse doit à Napoléon d'avoir compris l'esprit fédératif

¹ Le but des expéditions suisses en Italie avait pour objectif le duché de Milan

du pays, malgré les combats héroïques des Nidwaldiens, hommes et femmes, contre l'armée française. L'Acte de médiation imposé par Napoléon construisait les bases de la nouvelle Confédération. Pour autant la Suisse avait perdu sa liberté et payait un lourd tribut en argent et en hommes (16'000) à la France. Sa liberté, la Suisse la doit à l'arrivée des coalisés, Autriche, Prusse et Russie, aussitôt après la chute de Napoléon. Ils chassèrent les Français et empêchèrent les cantons colonisateurs de reconquérir leurs anciens sujets. Vaud et Argovie doivent au tsar Alexandre 1^{er} le maintien de leur indépendance vis-à-vis de Berne. Genève et le Valais qui avaient été purement rattaché à la France, devinrent cantons suisses. Le 30 mai 1814, les coalisés concluaient à Paris un premier traité avec la France. L'article 5 du traité disait que "*La Suisse, indépendante, continuera de se gouverner elle-même*", mais un article secret ajoutait qu'elle serait "*neutralisée et placée sous la sauvegarde et la garantie des puissances*". Les Suisses se réunirent à Zurich où ils élaborèrent un nouveau pacte fédéral qu'ils allèrent présenter au Congrès de Vienne où se réunissaient les grandes puissances. Ce congrès reconnu la neutralité de la Suisse et sa nouvelle constitution, qui fut désignée sous le nom de Pacte fédéral de 1815. Après la défaite de Napoléon les coalisés restaurèrent le plus possible les Etats, les gouvernements et les institutions tels qu'ils existaient avant la Révolution. De là le nom de « Restauration » donné à cette époque. Il est clair que cette période de restauration fût tout que démocratique, les anciennes familles patriciennes revinrent à la charge, la torture, abolie par la Révolution, refit son apparition, le régime conservateur triomphait. Il faut donc rendre hommage à certains hommes politiques de l'époque d'avoir amené petit à petit le pays à la démocratie moderne et en particulier aux radicaux.

Un événement plus important qu'il n'y paraît eut lieu en 1974, en effet cette année fut proclamée l'indépendance de la partie nord du Jura bernois, le nouveau canton prit le nom de *canton du Jura*. Bien

que la lutte fût rude, c'est une liberté acquise non par les armes et dans le sang mais par un vote démocratique de toute la Suisse, fait assez rare dans notre monde et qui méritait d'être souligné.

La première Constitution suisse date de 1848 et a été actualisée en 1874 et 1999. Ce 19^e siècle c'est aussi la création de la Croix Rouge par Henri Dunant. Cette institution donne une touche romande à ce que l'on peut appeler *les valeurs suisses* (tout pays possède ses propres valeurs). C'est aussi l'interdiction du mercenariat en 1859, les Suisses se débarrassaient définitivement de l'acte de tuer en dehors de la défense du pays et l'on imagine bien que la Croix Rouge développa à l'intérieur du pays un sentiment de compassion envers les victimes des guerres. A partir de là s'est développé dans l'esprit des Suisses un rejet à participer à une action extra-territoriale pouvant entraîner des morts civils ou militaires. Mais en même temps s'est développée une extraordinaire capacité morale de défense du pays dans laquelle la culpabilité de l'action de tuer le militaire ennemi disparaît entièrement. Voilà enfin une attitude en concordance avec la pensée du théologien Erasme², pacifiste déclaré, admettant l'existence d'une armée uniquement pour se défendre. On remarquera d'ailleurs que les Suisses, lorsqu'ils étaient la première puissance militaire d'Europe, du temps des batailles de Grandson et de Morat, n'ont à aucun moment eut une envie quelconque d'étendre leurs territoires, à quelques exceptions près, comme Berne sur le Pays de Vaud. C'est donc une attitude bien spécifique, bien particulière, qu'on appelle *neutralité suisse*, pouvant bien sûr être interprétée autant négativement que positivement.

Au XIX^e siècle des révolutionnaires vinrent en Suisse soit pour se réfugier soit pour préparer la révolution dans leur pays, ce fut le cas pour de nombreux Russes dont le plus célèbre était Lénine. La fin de la guerre franco allemande de 1870 s'est terminée par l'épi-

² Né à Rotterdam en 1466-7, européen convaincu, pacifiste, religieux mais critique et polémiste, vécu à Londres, à Paris et à Bâle où il y mourut

sode sanglant de la Commune à Paris qui a provoqué un exode de Communards en Suisse. Des mouvements anarchistes, issus de l'Internationale, virent le jour surtout dans les Montagnes neuchâtoises. Cet accueil d'un genre particulier n'était pas pour plaire aux autorités des pays d'origine de ces futurs révolutionnaires. Ils manifestèrent plus d'une fois leur agacement vis-à-vis de la Suisse, qualifiée de *cloaque de l'Europe*. Lire à ce sujet: Pierre Kropotkine *Au tour d'une vie*.

Cela pour comprendre qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, la Suisse rencontra fort peu de compréhension auprès de ses voisins pour négocier son approvisionnement. En plus la Suisse n'y était pas préparée.

Aussitôt la guerre déclenchée en 1914, la Suisse fut sévèrement soumise à toutes sortes de contrôles par les belligérants qui veillaient à ce que leurs fournitures ne servent à l'ennemi. Des contrôleurs étrangers vérifiaient tout ce qu'ils pouvaient à l'intérieur du pays, limitant en cela fortement notre liberté. Durant cette période ce sont les Etats-Unis qui livrèrent la plus grande part de charbon. Ces difficultés de livraisons entraînèrent des pénuries dans tous les secteurs, aggravant la situation des ouvriers. En même temps, comme cela arrive partout et toujours en période de guerre, des personnes profitaient et s'enrichissaient malgré l'augmentation de l'impôt de guerre. Cette situation atteint son paroxysme à la fin de la guerre, en octobre 1918, par le déclenchement d'une grève nationale. La révolution ayant déjà eu lieu en Russie une année auparavant, c'était l'occasion de marquer l'anniversaire. La mobilisation de l'armée fut importante et mit fin au conflit. Dans les années qui suivirent, cet événement marqua fortement les esprits, tant à gauche qu'à droite, par exemple à droite avec le Fribourgeois et futur Conseiller fédéral Jean-Marie Musy, fer de lance de l'anticommunisme dont le caractère et l'action de sauvetage de 1200 Juifs sortis d'un

camp de la mort en janvier 1945, divisent les jugements le concernant.

Nous observons donc pendant la Première Guerre mondiale, un antagonisme prononcé entre la gauche et la droite. Un autre antagonisme vint s'ajouter, en effet la Suisse était gravement divisée entre pro Allemands et pro Français. Cette division s'aggrava lors de l'attaque de la Belgique, fort peu déplorée par les Alémaniques. Malgré tout, cette situation pouvait très bien s'expliquer puisque les causes du conflit ne concernaient pas la Suisse et qu'il n'y avait pas, comme plus tard avec le nazisme, une idéologie totalitaire à rejeter. Il n'y avait pas atteinte à la culture française et allemande. La neutralité était mal acceptée par les Britanniques, Churchill en tête, qui ne pouvait concevoir cette attitude, malgré les nombreux services que la Suisse pouvait rendre, à commencer par la Croix-Rouge internationale. L'exemple de la Première Guerre mondiale montre de façon particulièrement claire qu'un engagement militaire d'un côté comme de l'autre aurait aussitôt entraîné la guerre civile en Suisse, nous n'avions pas d'autre choix que la neutralité.

2. L'ENTRE DEUX GUERRES

A la fin de la Première Guerre mondiale voici ce que pensait le socialiste français Aristide Briand :

"Comme tous les Français, j'avais participé à la liesse populaire, tout au long de cette journée inoubliable du 11 novembre 1918. Toutefois, en même temps, je n'avais pas non plus cessé d'être le siège d'un sourd malaise. Pourquoi donc ce cœur gros ? Je ne me complais pas, de façon générale, en délectations moroses. Mais en regardant levés vers moi, au Palais-Bourbon, ces visages hilares, excités, enthousiastes, je pensais étrangement : " S'ils savaient... "

S'ils savaient quoi ? C'était encore confus dans ma pensée. Savaient que rien n'était fini. Que l'arrêt des combats n'était encore qu'une trêve, qu'un entracte. Que c'était loin encore d'être la paix. Que celle-ci dépendrait, pour s'établir et se consolider, de la façon dont on allait s'y prendre maintenant avec l'Allemagne. Or ce que je voyais poindre, en cette journée de fièvre ce n'était pas une politique de paix. Ce que je voyais éclater, dans cette foule en délire, c'était l'ivresse sans doute de la délivrance, mais plus encore une ivresse de vengeance. Vae victis ! On va leur faire voir, aux Boches ! Sous la pression de cet appel, le vaincu serait mis à terre, sous le talon. Outre ses armes on lui arracherait ses biens, ses territoires, sa propre peau. Or quelle nation – à moins d'être réduite en cendres - supporterait ce traitement à la longue ? Laquelle ne finirait par se jeter dans la révolte ?"

Vercors - *Moi Aristide Briand*

Briand, comme Churchill mais contrairement à Clemenceau, pensait qu'il était loin d'être sage de vouloir saigner à blanc l'Alle-

magne déjà complètement ruinée. Le moins qu'on puisse dire est que l'avenir ne leur donnera pas tort. Mussolini avait la même vision. Les Américains, venus en renfort, avaient bien l'intention eux aussi de faire payer leur déplacement. Le Traité de Versailles imposait à l'Allemagne de verser un montant de 123 milliards de DM-or et à donner annuellement le 26% de ses exportations. De telles exigences ne pouvaient que ruiner encore plus le pays, ce qui arriva. Mais au lieu d'adapter le montant au potentiel de l'Allemagne, en permettant petit à petit à l'industrie de fonctionner, c'est une toute autre solution qui allait voir le jour. En effet **des banquiers internationaux** créèrent en Suisse, à Bâle, la "*Banque pour les règlements internationaux*". Ce plan mis en place sous le nom de *plan Young* succéda au *plan Dawes*. Ce système établi en 1923 permit à l'Allemagne nazie de financer son réarmement, plus d'une centaine d'industries américaines participèrent ainsi en cachette au réarmement de l'Allemagne et ceci aussi durant la guerre. L'attitude des Américains lors du Traité de Versailles est très révélatrice, voici ce qu'en a rapporté le comte Robert Capelle. Les Belges désiraient obtenir rapidement une réparation de guerre, voici la réponse américaine:

[...] "Pourquoi ne nous soutenez-vous pas dans la mesure où vous nous avez témoigné de la sympathie pendant la guerre ? – Les Américains, me répond-il avec franchise ou naïveté, sont des idéalistes et des marchands: par idéalisme, nous nous refusons à prolonger tout espèce de ressentiment né de la guerre; par mercantilisme, nous entendons être remboursés au plus tôt des milliards que nous avons déboursés, en prêts et dépenses de guerre. Ce but ne peut être atteint que par le plein travail de nos débiteurs, les Européens, et en premier lieu les Allemands. Nous repoussons donc "à priori" tout ce qui pourrait handicaper l'industrie allemande: indemnité de guerre exagérées, privation de matières premières, maintien de listes noires, invasion du marché allemand par les produits alliés. **Certains de mes compatriotes vont plus loin**

encore: ils voudraient que les vingt-cinq premiers milliards d'indemnité payés par l'Allemagne fussent affectés au paiement de matières premières destinées à l'industrie allemande."

Histoire de notre temps 1968

Comte Robert Capelle; Versailles 1919

Ce qu'Aristide Briand et Churchill, ainsi que d'autres, auraient voulu, c'était une attitude responsable vis-à-vis de l'Allemagne, permettant à ce pays de se relever économiquement mais pas militairement. Finalement c'est l'attitude américaine qui a prévalu à savoir une aide massive.

Revenons à la fin de la Première Guerre. Du côté allemand la signature de l'armistice est désignée comme "*coup de poignard dans le dos*". La faute en sera donnée aux Juifs et aux bolchéviques. Dans cette Allemagne en ruine nombreux étaient les groupuscules nationalistes et revanchards; facile dès lors pour un tribun de se servir dans le tas. Ce tribun ce sera Adolf Hitler. Nous n'allons pas faire ici la biographie d'Hitler, seulement s'interroger qu'un homme sorti d'un milieu modeste acquière un pareil pouvoir. Relevons tout de même qu'Hitler, dans sa jeunesse a lu, beaucoup lu. Alors blessé au gaz moutarde lors de la Première Guerre mondiale, il perdit la vue, plusieurs de ses camarades sont tués. On le dirigea dans une clinique psychiatrique dans laquelle le docteur Forster, éminent psychiatre, était chargé de redonner aux blessés le courage de retourner au front. Forster utilisa manifestement l'hypnose, toujours est-il que non seulement Hitler retrouva la vue, mais acquiesça en plus la persuasion d'être le sauveur de l'Allemagne. Par la suite sous la pression de la Gestapo, Forster se suicida, mais ses notes concernant le passage d'Hitler furent sauvées. Entre 1919 et 1923 Hitler chercha le contact des milieux d'extrême droite, rencontrant des gens fréquentant diverses sociétés secrètes, tel Goering et la société de Thulé. Il disait croire en Dieu, oui mais son dieu c'était Wotan, ce dieu de la

mythologie germanique. De fait déjà au cours de la Première Guerre mondiale et jusqu'à la fin il bénéficia d'une chance inouïe qui l'écarta un nombre incroyable de fois des bombes et attentats ; réussite inouïe aussi au début de la Seconde Guerre mondiale, surpassant tactiquement ses généraux. Parmi ses lectures:

Houston Stewart Chamberlain, Anglais naturalisé allemand, a jeté les bases de l'idéologie nazie. Son livre Fondations du XIX^e siècle développe sa grande théorie: la race "aryenne", conduite par les peuples germaniques, sauvera la civilisation européenne et chrétienne de l'ennemi, le judaïsme. H-S Chamberlain a épousé Eva, la fille de Wagner

Annick Le Floc'hmoan - *Ces extravagantes sœurs Mitford*

En 1886, Edouard Drumont écrit La France juive, une somme sur l'antisémitisme qui sera un best-seller de la fin du siècle : "Les principaux signes auxquels on peut reconnaître un Juif restent donc : ce fameux nez recourbé, les yeux clignotants, les dents serrées, les oreilles saillantes, les ongles carrés, le torse trop long, le pied plat, les genoux ronds, la cheville extraordinairement en dehors, la main moelleuse et fondante de l'hypocrite et du traître." A cette description s'ajoutent des références à l'antijudaïsme chrétien (voir le déicide*) et à l'antisémitisme économique (voir l'argent* et les Juifs). L'Affaire Dreyfus* le conforte dans ses opinions que le Juif n'est qu'un traître

En 1899, c'est Houston Stewart Chamberlain, Anglais naturalisé allemand et gendre de Richard Wagner, qui fait paraître La Genèse du XIX^e siècle, dans lequel il rêve de restaurer une race supérieure. Il considère les Juifs comme la race la plus corrompue et la plus dégénérée, tandis que les Allemands appartiennent à une élite physiquement et moralement supérieure.

Source: <http://www.cicad.ch>

Le passage dans la clinique du docteur Forster transforme le caporal-peintre Hitler en Führer du III^e Reich avec le projet de rendre l'Allemagne et les Allemands maîtres du monde pour mille ans. On se passera du capitalisme comme du communisme pour mettre en place un système somme tout vieux comme le monde avec d'un côté des seigneurs et de l'autre des esclaves. Le critère différenciant l'un de l'autre étant purement racial. Il fallait encore un bouc émissaire sur qui passer sa rage et ce fût une fois de plus les Juifs. En attendant le caporal-peintre reconverti avait trouvé, comme on l'a vu, des arrangements avec la haute finance internationale. Normal, il fallait bien s'arranger avec les capitalistes tant qu'ils étaient encore au pouvoir. Je simplifie, Hitler n'était pas lui-même directement impliqué dans ce système. Mais l'argent seul ne suffisait pas à la construction du Reich, il fallait aussi des matières premières et une possibilité de mettre sur pied la plus puissante armée. On en parle peu, mais bien avant le pacte de non-agression germano-soviétique de 1939, l'Allemagne et l'URSS avaient signé en 1922, un accord économique à Rapallo en Italie. Cet accord avait désagréablement surpris les Anglo-Saxons qui lorgnaient du côté des marchés de l'Est. Le Traité de Versailles imposait à l'Allemagne vaincue une armée ne dépassant pas 100'000 hommes, ce qui, on en conviendra est un contingent un peu faible en vue de devenir l'armée la plus puissante du monde. Pour contourner cette règle les Allemands envoyèrent des centaines de milliers d'hommes en URSS afin d'acquérir une formation militaire dont profitèrent également les Soviétiques. Mais les échanges ne s'arrêtaient pas là, plus de la moitié des matières premières soviétiques furent exportées en Allemagne. La Société pour l'exploitation d'entreprises industrielles dont un siège était à Berlin et l'autre à Moscou, traitait directement avec le gouvernement soviétique pour la fourniture d'armements. C'est le général von Seeckt, chef de la Reichswehr après la guerre 14-18 qui a été l'initiateur de la collaboration germano-soviétique. Pour Seeckt,

faire de la politique active, ce n'était rien d'autre que de préparer la lutte. La lutte contre la France et la Pologne pour la destruction du traité de Versailles, avec l'aide de la Russie dont l'armée rouge lui était un allié désiré, et qu'il s'efforçait avec zèle de renforcer. Il a développé secrètement une industrie d'armement très moderne, qui, dans son esprit, devait être utile aux deux armées, l'allemande et la russe. La pensée que la Russie y aiderait d'une manière ou d'une autre était déjà si enracinée que le ministre de la guerre de 1937, le général von Blomberg, continua pendant les années qui suivirent la prise de pouvoir par Hitler, à entretenir des relations amicales avec l'Armée rouge, en dépit de toutes les proclamations antibolchéviques de la propagande nationale-socialiste.³

Jusqu'à la rupture du pacte, en 1941, l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne collaborèrent étroitement. Hitler et Staline avaient également des raisons de s'entendre, étant tous deux partisans de l'élimination physique de leurs adversaires respectifs. Du côté de Staline on notera effectivement l'élimination des cadres qui le gênaient, la déportation massive dans les goulags, ainsi qu'une famine en Ukraine avec plusieurs millions de victimes. Hitler de son côté avait également éliminé ses opposants dans "*La nuit des longs couteaux*", il avait commencé à persécuter les Juifs après "*La nuit de cristal*" et les camps de concentration se remplissaient d'opposants. Fin février 33, une vague d'arrestations submerge l'Allemagne, frappant les communistes, les libéraux, les sociaux-démocrates, les nationaux-allemands. Élimination physique également des handicapés. Aucun de ces deux tyrans n'allait donc émettre un quelconque reproche sur ces questions, bien au contraire.

Et puis il y eut le fascisme.

Fascisme ! Fasciste ! Que cache au fond cet anathème ? Tout d'abord phonétiquement on est tenté de faire le rapprochement avec fâché et tout de suite nous apparaît l'image d'un monstre sanguin

³ Gerhard Ritter "*Echec au dictateur*" Histoire de la Résistance allemande

hurlant des ordres. Fascination également. Mais le fascisme que recouvre-t-il ? D'abord une notion de rassemblement d'où provient le nom même de fascisme, un faisceau, dans l'Antiquité romaine ensemble de verges liées autour d'une hache par une bande de cuir rouge symbolisant le pouvoir du roi puis des hauts magistrats romains. Ensuite un homme doté d'un charisme exceptionnel: Mussolini. Anarchiste de gauche, il fréquenta les milieux révolutionnaires russes en Suisse d'où il fût expulsé pour avoir incité des ouvriers à se mettre en grève, ce qui ne l'empêcha pas de revenir. Mussolini était enseignant et avait le goût du théâtre et de la déclamation, il aimait les citations classiques. Avant la première guerre mondiale Mussolini était anti: militariste, religieux, bourgeois, capitaliste et royaliste, j'ai bien dit anti tout cela. Pour compliquer il faut aussi dire, et c'est important, qu'il était antibolchévique, la révolution devait être italienne et non importée. C'était un opportuniste qui n'avait aucune honte à changer radicalement d'idée, c'est ainsi, qu'engagé militairement lors de la première guerre, il prit tant goût à l'armée qu'il devint militariste. C'est ainsi qu'après cette guerre, alors que le mouvement fasciste prenait de l'ampleur, il n'hésita pas à réprimer une grève, lui l'ex fomenteur de grève en Suisse ! Il finit aussi par étouffer ses sentiments antireligieux, surtout pour ne pas s'aliéner un peuple très catholique. "*Je suis obsédé par un désir farouche de pouvoir*" avoua-t-il. Sachons tout de même que toute la machine économique italienne s'était remise en marche avec le fascisme et que cela provoqua une admiration sans borne dans le monde entier et pas seulement en Suisse. Churchill déclara que s'il était en Italie il porterait une chemise noire, c'est dire ! Pareil aux Etats-Unis. Tous ces admirateurs retenaient avant tout deux choses: ses succès économiques et son antibolchevisme. Pour encore compliquer il était également antisocialiste, il accusait ces derniers d'être trop bourgeois. La complication n'en finit pas si l'on ajoute qu'il a été antinazi ou plutôt anti hitlérien jusqu'en 1936, beaucoup plus

que certains autres chefs d'Etats qui ne l'étaient pas tant que ça. C'est lui qui a dit: "*Si la théorie hitlérienne de supériorité raciale des nordiques était vraie, les Lapons devraient être considérés comme le type d'humanité le plus élevé*"! Le Duce déclara que Hitler était le véritable assassin de Dolfuss (Chancelier autrichien) et le seul responsable de tout ce qui était arrivé, et en outre: "*une horrible créature*"... "*un dégénéré sexuel.*"... "*un fou dangereux*". La suite on la connaît. Par opportunisme et par jalousie il finit par tomber sous l'emprise d'Hitler avec qui il s'allia pour aller combattre en Espagne du côté de Franco. Avant cela il y eut l'invasion de l'Abysinie. Et pour finir la Seconde guerre mondiale et son engagement du côté de l'Allemagne nazie et la catastrophe finale.

La montée en puissance des idéologies fascistes et nazies n'est pas le fruit du hasard, il s'agit bel et bien d'une réaction violente à une idéologie tout aussi violente à savoir le communisme appliqué en Russie par Lénine et Staline que l'on a appelé le *bolchevisme*. De nombreux Suisses avaient fait leur vie en Russie, à la Révolution ils perdirent tous leurs biens et rentrèrent dans leur pays d'origine totalement démunis. A l'exemple de l'artiste fribourgeois François Birbaum, qui fut le premier Maître du joaillier Fabergé à St Petersburg. A son retour en Suisse Birbaum ne possédait strictement plus rien sauf son talent de peintre qui lui permit de subvenir au minimum. Dans le livre qui lui est consacré on peut également lire qu'en 1920 7000 *Israélites* (sic) russes vinrent se réfugier à Zurich ! Il y a donc lieu de comprendre que les exactions commises par les bolcheviques tentèrent forcément des politiciens à adopter une contre idéologie. Birbaum exérait toutes les trois idéologies *communiste, fasciste et nazie*.

La répression des communistes en Allemagne par les nazis allait créer une diaspora des intellectuels allemands, journalistes, cinéastes, comédiens, luttant au moyen de la propagande écrite et visuelle contre la même propagande nazie. Mais ces intellectuels

durent se soumettre aux dictats impitoyables de Staline qui payait et commandait. En Allemagne les communistes n'eurent probablement pas l'occasion en étant pourchassés par les nazis, de se rendre compte de ce qu'était réellement le communisme en Union soviétique. Lorsque plus tard, ils l'apprirent, c'était trop tard, on n'échappe pas à Staline. Ainsi fut le destin de l'espion communiste Otto Katz, victime à la fois du nazisme et du communisme.

Réf. Jonathan Miles - *Otto Katz, Vies et mort d'un espion*

3. CHRONOLOGIE DU DEBUT DE LA GUERRE EN EUROPE

30 janvier 1933, le chef du parti national-socialiste, Adolf Hitler, devint chancelier du Reich. Vu de Suisse cette nouvelle ne suscita que peu d'intérêt, surtout que le nouveau gouvernement ne comportait que deux nationaux-socialistes. Les conservateurs allemands ne s'inquiétèrent pas plus, ils pensaient avoir des alliés pour combattre la gauche. Pourtant le même jour le cabinet d'Hitler décida de dissoudre le parlement et d'organiser de nouvelles élections. On s'y attendait également. Dès le soir 25'000 hommes des sections d'assaut, les SA, défilèrent en uniforme avec leur étendard à croix gammée. Puis ce fut le licenciement de centaines de fonctionnaires aussitôt remplacés par des nazis, l'interdiction de certains journaux dont plusieurs suisses qui avaient vu leur vente considérablement augmenter, des assemblées électorales interrompues et 51 assassinats en quelques jours.

27 février le palais du Reichstag était en feu

13 janvier 1935, la Sarre, ce territoire allemand riche en charbon qui avait été accordé à la France mais sous autorité de la Sté de Nations, vote massivement son retour à l'Allemagne. Le vote a été organisé par la SDN.

18 juin 1935 la Grande-Bretagne conclut un accord naval avec l'Allemagne⁴, ce qui démontre la totale passivité de la communauté internationale face au nazisme. Selon Hitler, cet accord naval signifiait premièrement que la Grande-Bretagne, en contradiction avec le traité de Versailles, reconnaissait officiellement le réarmement al-

⁴ Gerhard Ritter *Echec au dictateur* Histoire de la Résistance Allemande P.67
Henrik Eberle *Le dossier Hitler* p44

lemand et que, deuxièmement, les questions concernant un désarmement et un système collectif perdaient de leur importance

Automne 1935 l'Italie attaque l'Ethiopie (anciennement Abyssinie). Mussolini voulait avoir également sa part de colonies comme les autres grands pays européens. Utilisation des gaz moutarde sur la population. Récit dans le livre du Dr Marcel Junod *Le troisième combattant*.

Condamnation quasi générale à l'exception de l'Allemagne et bien sûr de l'Espagne. Cet acte entraîna des sanctions économiques à l'encontre de l'Italie et à ce propos voici une remarque de Mussolini lors des Accords de Munich :

*« Les imbéciles ! S'ils avaient simplement étendu leurs sanctions au pétrole, en huit jours ils me rendaient impossible la conquête de l'Abyssinie ! »*⁵

7 mars 1936 Hitler occupe la région démilitarisée de la Rhénanie, violant ainsi le Traité de Versailles qu'il avait dénoncé le 16 mars 1935. Protestation de la France et de l'Angleterre mais sans intervention. Anecdote : les soldats allemands n'avaient pas de munitions ! C'est par le Traité de Locarno en 1925, que cette zone démilitarisée fut décidée

14 novembre 1937 visite de lord Halifax à Hitler sur l'Obersaltzberg. Halifax déclara que la Grande-Bretagne ne gênerait pas l'Allemagne dans sa politique vis-à-vis de l'Autriche. Déclaration d'Hitler: " *J'ai toujours dit que les Anglais seraient de mon côté, car leur politique est guidée par le même principe que le mien: la priorité, c'est la destruction du bolchevisme*". Entente cordiale entre les deux hommes !

⁵ Henri Noguères *Munich ou la drôle de paix* p. 289

12 mars 1938 Hitler pénétra en Autriche, son pays natal. L'Autriche devenait partie intégrante du Reich suite aux pressions et menaces exercées à l'encontre du Chancelier autrichien Schuschnigg qui s'était alors déplacé à Berchtesgaden, le nid d'Aigle d'Hitler en Bavière. Auparavant Schuschnigg avait misé sur une politique d'apaisement avec les nazis en les nommant à des postes importants ainsi qu'en en libérant d'autres des prisons. Aussitôt l'Anschluss accompli toute la population juive fut menacée et persécutée. Un référendum populaire approuva le rattachement de l'Autriche au Reich allemand. Une publication allemande claironnait : *" L'Autriche a fait l'expérience de ce que l'on pourrait nommer une Verschweizern, une suissisation, c'est-à-dire le drame funeste d'un peuple à qui l'on fait accroire qu'il constitue une nation alors qu'il n'est, en réalité, qu'un élément seulement d'une communauté parlant la même langue "*. En Suisse l'éparpillement des pouvoirs n'aurait pas autorisé un seul homme à signer le rattachement du pays à un autre. Au parlement, à Berne, une déclaration allant dans le sens de la volonté de résister sans reddition contre tout agresseur fut approuvée à l'unanimité à l'exception de deux communistes et du seul nazi.

Les Allemands vivant en Tchécoslovaquie, pays constitué au lendemain de la Première Guerre mondiale, étaient au nombre de 3,1 millions sur 13,6. Depuis 1933 les tensions s'étaient accrues entre cette minorité allemande, les Sudètes et l'Etat tchécoslovaque. En plus il y avait aussi des minorités polonaises, hongroises, et ukrainiennes, toutes soutenues par leurs pays d'origine, ajoutez à cela la mésentente entre Tchèques et Slovaques⁶ et vous comprendrez pourquoi ce pays n'a pas pu utiliser pleinement sa puissance militaire en réaction aux prétentions germano-sudètes. Fort de cet

⁶ Dans l'empire austro-hongrois les Tchèques dépendaient des Autrichiens et les Slovaques des Hongrois

argument les Allemands revendiquèrent l'annexion de cette partie de la Tchécoslovaquie. Le premier ministre britannique Neville Chamberlain le 15 septembre 1938 promit à Hitler de le soutenir dans cette revendication. La France adopta la même position.

30 septembre à Munich, Chamberlain et Daladier confirmèrent leur accord. Dès lors Hitler s'enhardit, le 1^{er} novembre les troupes allemandes commencèrent l'occupation des Sudètes et la crise mondiale se précisa. Les EU annoncèrent qu'ils resteraient neutres. Hitler exigea alors du président tchécoslovaque Benès la rétrocession de 85'000 km². Benès accepta et un gouvernement pro allemand fut mit en place dans tout le pays. Les Accords de Munich sont considérés comme une terrible trahison du monde occidental vis-à-vis de la Tchécoslovaquie, pourtant le monde entier célébrait les accords de Munich avec ses promesses de paix. Daladier fut acclamé non seulement à Paris mais également à Munich. Il me semble cependant que l'on devrait aussi parler du fait qu'il n'existait pas d'union sacrée en Tchécoslovaquie.

Du côté français c'est le ministre Georges Mandel et du côté britannique Churchill qui manifestèrent leur désapprobation.

Remarque de Hewel, un responsable nazi de l'entourage d'Hitler:

- Le Führer et Ribbentrop savent comment il faut traiter les Anglais. Ils montent la barre de plus en plus haut, et Chamberlain est obligé de mettre la main toujours plus profond dans sa poche. Mais la morale, ça n'intéresse pas la City, il n'y a qu'une chose qui intéresse la City, ce sont les affaires. Ces nobles gentlemen sont les premiers à savoir parfaitement qu'ils sont des requins.

Sitôt après les accords de Munich le président Benès démissionna, Hacha le remplaça.

Fort de ce premier succès, Hitler ne voulait pas en rester là, le 11 octobre le général Keitel télégraphia à Hitler que la conquête pou-

vait être parachevée vu les signes manifestes de faiblesse de la résistance tchèque. C'est ce qui devait s'accomplir quelques mois plus tard. Plutôt que de se solidariser avec la Bohême et la Moravie, la Slovaquie, devenue autonome, se dressa contre Prague faisant ainsi le jeu d'Hitler. Il en fut de même avec la Pologne et la Hongrie. Relevons toutefois la détermination de résistance des Tchèques qui lorsqu'on leur disait qu'il serait suicidaire de s'opposer à l'Allemagne, crièrent : "*Au suicide, au suicide*"

Notons tout de même que la Tchécoslovaquie disposait d'une armée impressionnante, certainement la plus puissante en Europe après l'Allemagne, mais c'est l'union nationale qui lui manqua. Dans toute cette affaire on doit parler de l'attitude soviétique. Staline avait cherché à former un bloc avec la France et l'Angleterre pour s'opposer aux prétentions allemandes sur la Tchécoslovaquie, mais ni la France ni l'Angleterre ne répondirent à cet appel, ce que déplora Churchill. Pourtant il est facile de comprendre le dilemme, s'allier avec Staline c'était s'allier avec un dictateur peu enclin à comprendre les états d'âme des démocraties occidentales, qu'il détestait. A ce moment l'URSS avait concentré 45 divisions sur ses frontières occidentales. N'oublions pas non plus que, plus ou moins officiellement, les Occidentaux, en tout cas le monde économique financier, avaient financé le réarmement allemand par l'intermédiaire de la BRI à Bâle et qu'ils n'allaient donc pas si facilement changer de clan et jouer Staline contre Hitler.

7 novembre 1938 à Paris un jeune Juif, pour venger ses parents déportés, tua le conseiller de l'ambassade allemande (antinazi "malheureusement"), ce qui déclencha aussitôt en Allemagne le pogrom de la "*Nuit de cristal*" pendant laquelle des synagogues et des magasins juifs furent incendiés, des dizaines de Juifs tués et 30'000 déportés dans des camps de concentrations.

14 mars 1939 Hitler convoqua le président Hacha à Berlin et l'obligea, sous la contrainte, à signer le document en vue de l'envahissement de la Tchécoslovaquie. Hacha ordonna à l'armée de déposer les armes.

15 mars Prague fut occupée sans mobilisation préalable: trente-huit divisions armées de matériel moderne et sept cents avions tombèrent aux mains de la Wehrmacht.

En réaction le Conseiller fédéral Obrecht déclara que jamais un homme d'Etat suisse n'irait en pèlerinage en Allemagne comme l'Autrichien Schuschnigg et le Tchèque Hacha. La Pologne participa au démantèlement de la Tchécoslovaquie en annexant une grande partie de l'ancienne Lituanie, et de l'ancienne Prusse.

Il est frappant de constater à quel point, autant du côté des Anglais et des Français, que du côté des Allemands, à l'exception d'Hitler et un ou deux généraux, personne ne désirait la guerre. Tous les généraux allemands y étaient opposés. Du côté des Alliés on notera tout de même une meilleure clairvoyance du côté français que du côté britannique, à l'exception de Churchill. Daladier avait beaucoup mieux compris les risques de guerre.

23 août 1939 sur l'initiative de Staline, signature du pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne.

Le parti communiste suisse ainsi que les partis socialistes vaudois et genevois approuvèrent le pacte⁷, ce qui revenait à cautionner la dictature nazie.

A ce propos Léon Blum, chef du parti socialiste français, stigmatisa l'attitude du gouvernement soviétique, qui n'hésita pas à s'associer avec l'agresseur de la Pologne, à envahir son territoire pour toucher sans risque le prix de la trahison la plus vile que l'Histoire ait enregistrée. Il dénonça ensuite l'attitude des dirigeants du parti

⁷ Drago Arsenijevic « Genève appelle Moscou » p.182

communiste français qui ne voulurent pas se dégager d'une ignoble complicité

28 août 1939 le Conseil fédéral ordonna la mobilisation des troupes frontières : plus de 80'000 hommes.

29 août l'Assemblée fédérale nomma Henri Guisan comme général. Le Conseil fédéral reçut des pouvoirs extraordinaires. La mobilisation générale s'en suivit le 1er septembre

1^{er} septembre Hitler déclencha la Seconde Guerre mondiale en envahissant la Pologne. Comme en Tchécoslovaquie, la Pologne comptait une forte minorité allemande qui elle aussi avait des griefs contre la majorité. Des questions territoriales furent également en cause, particulièrement celle du couloir reliant l'Allemagne à la Prusse-Orientale, partie intégrante du Reich, ce couloir ayant été attribué à la Pologne lors du Traité de Versailles. Enfin le port et la grande ville de Dantzig, presque purement allemand formaient une " *Ville libre* " sous le contrôle de la Société des Nations (SDN). Les Polonais se battirent avec courage mais l'armée était mal préparée, pour la première fois le monde fût témoin de la tactique de la *Blitzkrieg*, la guerre éclair. Le 2 octobre les troupes allemandes pénétrèrent dans Varsovie, la Pologne capitule. Les Polonais attendaient l'entrée en guerre à leur côté, de la France et de la Grande-Bretagne.

Dès le début, les Polonais furent écrasés par les armées ennemies précédées par les divisions blindées et appuyées par une aviation maîtresse du ciel. Malgré des efforts héroïques et des tentatives désespérées, tout rétablissement durable fut impossible et après deux jours de bataille, les Allemands poussaient vers Varsovie pour en-

cercler leur adversaire. Le 14 septembre, les deux groupes d'armées faisaient leur jonction à l'est de la capitale.

3 septembre l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne mais sans l'attaquer.

5 septembre les EU proclamèrent officiellement leur neutralité

17 septembre, invasion de la Pologne par l'Union soviétique, fin septembre, partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Le prétexte avancé par l'URSS était de protéger des minorités ukrainiennes et blanc-russiennes vivant en Pologne orientale, ainsi que de sauvegarder ses propres intérêts.

La Pologne subit l'occupation de deux Etats cruels et totalitaires. L'URSS s'était emparée du 50% du territoire polonais. Elle incorpora ces territoires aux républiques d'Ukraine et de Biélorussie, imposant la citoyenneté soviétique à la population. Les occupants assassinèrent les dirigeants polonais ou les exterminèrent en prison, ils arrêtaient des centaines de milliers de personnes et les envoyèrent dans des camps. Plus de 1'500'000 personnes furent déportées dont une grande partie mourut d'épuisement et de faim. En 1940 les Soviétiques assassinèrent 15'000 personnalités et officiers polonais. Pour Staline il s'agissait de liquider l'élite polonaise.

Quant aux Allemands ils considérèrent les Polonais comme des esclaves et les envoyèrent ainsi dans des camps de travail. Cette main-d'œuvre fut exploitée de façon inhumaine. Des centaines de milliers de personnes y furent assassinées, périrent de faim ou d'épuisement. Toute l'économie était pillée par les Allemands. Trois millions de Juifs polonais furent exterminés.

Finalement, c'est au total 6'500'000 Polonais qui périrent au cours de la guerre, victimes à la fois des deux idéologies d'extrême gauche et d'extrême droite qui se ressemblent dans la répression et la terreur comme deux gouttes d'eau.

30 novembre 1939 l'Union soviétique déclara la guerre à la Finlande sous prétexte d'améliorer la sécurité de Leningrad soit disant menacée par des troupes finlandaises qui se tenaient à la frontière. Le 26 octobre les Soviétiques provoquèrent un incident à la frontière, comme le firent également les Allemands avec la Pologne. L'armée finlandaise possédait 100 avions et 60 vieux blindés. Elle résista à l'assaut russe durant trois mois et demi, tint en échec dix divisions lourdes, en défit deux et constitua 2000 prisonniers. Le combat mené par la Finlande pour sa liberté enthousiasma le peuple suisse, lui inspira des manifestations spontanées de sympathie ainsi que l'organisation d'une collecte qui rapporta plus de 4 millions de francs. L'efficacité du tir de précision par les soldats finlandais démontrait la réelle dimension de cette pratique. Le 13 mars 1940 la paix fut signée, la Finlande dut céder des territoires à l'URSS.

Jusqu'en avril 1940, malgré la déclaration de guerre, les armées occidentales restaient *en attente*, cette période a été appelée *la drôle de guerre*. En fait Hitler avait ordonné une attaque à l'ouest pour novembre déjà mais après bien des crises de rage, ses généraux parvinrent à lui faire comprendre que d'abord l'armée n'était pas prête et qu'ensuite ils étaient sûrs de s'enliser dans la boue et de se perdre dans le brouillard quelque part dans les Flandres. Cette période d'attente profita pleinement à l'armée allemande qui sut rapidement se renforcer à l'ouest et préparer le terrain, par exemple en Hollande où la *cinquième colonne* était particulièrement active. Les Allemands observaient également l'armée française qui, elle, était particulièrement inactive dans les forteresses de la ligne Maginot.

9 avril 1940 l'Allemagne attaqua la Norvège et le Danemark. La Norvège occupa une situation importante pour l'approvisionnement de l'Allemagne en fer suédois. Pour l'Allemagne, il était capital que la Norvège ne tombât pas en main alliée. Les Alliés, France et An-

gleterre, se portèrent au secours des Norvégiens mais les Allemands allaient sortir vainqueurs. Ils occupèrent rapidement le pays avec le concours du gouvernement de collaboration de Quisling. Le roi Haakon et le gouvernement se réfugièrent à Londres. Le Danemark fut très rapidement occupé, son armée peu conséquente et mal équipée ne résista pas.

10 mai 1940 : début de l'offensive allemande à l'ouest. Violation de la neutralité de la Belgique et de la Hollande en raison, selon Hitler, de l'opinion défavorable de ces Etats à l'encontre de l'Allemagne. Engagement de troupes britanniques et françaises. Le 14 mai la Hollande capitula.

16 mai le général Gamelin ordonna le retrait des troupes françaises de Belgique. Le même jour, la 7^e division de Rommel fit une percée de 80 km en France ; dans la soirée les divisions blindées de Guderian étaient à 90 km à l'est de Sedan mais au lieu de continuer sur Paris elles partirent vers le nord-ouest. Contre-offensive de la 4^e division blindée du colonel de Gaulle, considérée comme un succès, mais qui n'arrêta pas Guderian. De Gaulle fut nommé général.

Après avoir atteint la mer, les Allemands encerclèrent 45 divisions alliées dans les Flandres.

16 mai le front français s'effondre. Au cours d'une réunion extraordinaire à Paris entre Churchill, Reynaud, Daladier et Gamelin, le Premier Ministre britannique demande au général *"Où sont les réserves stratégiques ? Où est la masse de manœuvre ?"*. Réponse : *"Il n'y en a aucune"*. Et Gamelin d'ajouter qu'il considère la bataille comme perdue.

18 mai le général Giraud et ses troupes furent faits prisonniers.

25 mai les Alliés se replièrent sur Dunkerque. Le commandant belge informa ses alliés que la situation était critique, on demanda

au roi Léopold III de quitter le pays comme l'avait fait la reine de Hollande, mais le roi refusa. Le 28 mai la Belgique capitula.

Les armées françaises reculèrent sur tous les fronts. A Dunkerque 350000 soldats attendirent sur les plages le salut qui viendrait de la mer. Au final 338'000 soldats alliés réussirent à embarquer pour l'Angleterre, mais ce pays allait y laisser le plus gros de tout son armement.

Le processus d'évacuation fut favorisé par un ordre d'Hitler donné le 24 mai 1940, avisant les divisions blindées allemandes qui se trouvaient à 18 km de Dunkerque d'interrompre leur avance. A ce moment Hitler éprouvait une certaine admiration pour les Britanniques qu'il aurait aimé avoir comme alliés.

17 juin le maréchal Pétain, nouveau président du conseil français s'adressa à la nation

18 juin le général de Gaulle, de Londres, lança son fameux appel

22 juin signature de l'armistice

17 juin les blindés de Guderian se trouvèrent à Pontarlier afin d'encercler, avec la 7^e armée, le 45^e corps d'armée du général Daille. Le général Daille demanda l'internement de ses troupes en Suisse. Le gros des troupes passa la frontière dans la nuit du 19 au 20 juin. Il comprenait 16'000 Français, 12000 Polonais, 5'800 chevaux, 1'600 véhicules. Avec 12'000 militaires déjà internés, le nombre désormais allait s'élever à 42'772 le 1^{er} août

Il faut savoir que ces succès foudroyants de l'armée allemande mirent à mal, en Allemagne même, l'espoir de l'opposition de déclencher un coup d'état. Cette opposition comptait de nombreux hauts responsables dans l'armée.

20 novembre le gouvernement suisse décide d'interdire le MNS soit le national-socialisme. On nettoya les nids de frontistes et ferma les locaux du MNS après les avoir perquisitionnés. Le matériel saisi révéla que l'association comptait, au moment de sa dissolution, 2000 à 3000 membres répartis entre 162 localités.

26 novembre on procéda de même avec le parti communisme. Ces deux entités avaient le même but tendant à détruire la démocratie.

En décembre 1940 la Grande-Bretagne déclara la guerre à la Hongrie qui s'était rangée du côté de l'Axe

22 juin 1941 sur ordre d'Hitler, l'armée allemande et les forces roumaines passèrent à l'attaque de l'Union soviétique. Fort curieusement toutes les défenses soviétiques avaient été enlevées comme pour une attaque contraire, c'est-à-dire l'URSS contre l'Allemagne. C'est un sujet de controverses encore mal élucidé. Un livre a été écrit à ce sujet par Viktor Suvorov "*Le Brise glace*" (c'est-à-dire Hitler). Dans ses mémoires le général Grigorenko dit ne pas comprendre pourquoi le système de défense avait été supprimé, il était lui-même spécialiste en fortifications. Les deux monstres devaient se dévorer !

25 juin la Finlande et la Hongrie se joignirent à l'Allemagne contre l'URSS.

Nous arrêtons là cette chronologie. Nous comprenons dès lors toute la peur que cela a pu incontestablement provoquer. Nous étions le seul pays d'Europe centrale encore épargné. Nous pouvons aussi nous demander comment a pu être possible le fait que les Alliés de 14-18, ceux-là même qui avaient signé le Traité de Versailles, aient pu laisser agir Hitler, lequel a violé plusieurs fois non seulement ce Traité, par exemple en réoccupant la Rhénanie, mais

aussi et surtout en violant continuellement les Droits de l'Homme. Malgré toutes ces exactions, les occupations de cinq pays, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Norvège et le Danemark, c'est encore l'Allemagne qui a, en premier, attaqué les Alliés de 14-18. Il faut y voir surtout les séquelles du traumatisme de la grande guerre, on connaît le slogan "*plus jamais ça !*", vingt ans c'est court et l'Europe ne voulait pas subir une nouvelle guerre. L'option pacifiste prise dès la fin de la Première Guerre mondiale avait lamentablement échoué.

4. EN SUISSE PENDANT CE TEMPS

En Suisse, nous avions aussi un visionnaire en la personne d'un brillant historien : Karl Meyer.

La menace des nazis et le pangermanisme que ceux-ci professent ont été vite reconnus et redoutés par les intellectuels de Suisse alémanique et ont entraîné chez certains d'entre eux un sursaut de nationalisme, forme de résistance spirituelle. Karl Meyer avait pressenti le danger avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir : dès 1927, il soulignait le sens politique de la tradition de libération des Suisses face à des pouvoirs totalitaires au nord, et les événements ne purent qu'aiguïser sa conviction

Jean-François Bergier ; *Guillaume Tell*

Cette vision est extrêmement importante car elle marque la distance entre les Alémaniques et les Allemands contrairement à ce qui se passa au cours de la guerre 14-18. Les Alémaniques rejetaient Hitler et le nazisme mais pas les Allemands. Cette attitude permit à la Suisse d'ouvrir les yeux face aux crimes nazis et de se préparer ainsi spirituellement ou psychologiquement aux futurs événements. Et de fait, seuls les Alémaniques, parmi les germanophones, rejetèrent clairement le nazisme, je parle de la majorité bien entendu, laquelle se situait à plus de 90%. Un espion allemand déclara:

"Il n'y a que cinq pour cent de Suisses au plus qui sont avec nous. Nonante pour cent de la population nous détestent et sont pour les Alliés".

Il est facile de comprendre que le nazisme salissait la culture allemande à laquelle les Alémaniques étaient autant attachés que les Romands à la culture française, c'est pourquoi le rejet du nazisme fut si fort en Suisse allemande.

Cette attitude engendra ce que l'on appela " *La défense spirituelle* " dont l'idée revenait au Conseiller fédéral Philippe Etter, catholique conservateur. La défense spirituelle avait pour but d'affermir le sentiment patriotique, de rassembler les Suisses, de leur insuffler l'esprit de résistance face au nazisme mais aussi, disons-le, face au bolchevisme, ce dernier aspect engendra la division de la gauche au cours de la guerre. Pour défendre la culture suisse le Conseil fédéral créa, le 5 avril 1939, la fondation indépendante de droit privé " *Pro Helvetia* ". La radio et les journaux jouèrent également un rôle important dans la défense spirituelle. Retenons particulièrement cette phrase de Philippe Etter : " *C'est parce que nous rejetons les concepts de race ou d'ascendance commune comme fondement d'un état ou comme critère d'établissement des frontières que nous acquérons la liberté et la force de rester conscients de nos liens culturels avec ces trois grandes civilisations. Le sentiment national suisse ne repose pas sur une race ou des facteurs biologiques ; il est fondé sur un choix métaphysique.* "

Comme cela est loin du nazisme ! Tout le côté mystique de la défense spirituelle, l'engagement d'une personnalité tel que l'écrivain fribourgeois Gonzague de Reynold, fils de familles patriciennes fribourgeoise et alémanique, tout cet aspect et tout le contexte de l'époque furent utilisés pour la révision de l'histoire. Cependant l'historien Daniel Sebastiani, dans sa thèse sur le Conseiller fédéral Jean-Marie Musy, a su vraiment bien saisir ce contexte qui était l'attaque des démocraties par deux idéologies totalitaires, le communisme et le nazisme ainsi que par le fascisme également totalitaire mais reposant moins sur une idéologie que sur la personnalité et le charisme d'un tribun hors pair, Mussolini. En fait d'idéologie le fascisme louvoyait de gauche à droite. Le côté raciste et haineux du nazisme annihile totalement une quelconque défense de cette idéologie. Le communisme était clairement antidémocratique mais la suprématie raciale était remplacée par la dictature prolétarienne qui

avait l'avantage, pour ses défenseurs, d'argumenter une certaine justice: vous les riches avez assez profité, place aux démunis ! L'idéologie est une chose, les moyens pour l'instaurer une autre et ce que l'on voyait se passer en URSS ne pouvait que choquer le démocrate européen, fût-il de gauche. Henri Guillemin racontant Lénine (archives de la TSR) signale qu'aux derniers moments de sa vie Lénine était effaré des résultats de la révolution ! *"L'appareil d'Etat soviétique n'est en somme que l'appareil tsariste à peine repeint. Les choses chez nous avec l'appareil d'Etat tel qu'il est sont tristes...pour ne pas dire répugnantes."***Lénine**

Les communistes suisses recevaient les ordres directement de Moscou et ces ordres étaient clairement de faire la guerre à la démocratie. – " *Nous sommes radicalement opposés à l'armée bourgeoise. Ce qu'on appelle notre armée est une partie de l'appareil de domination et d'Etat de la bourgeoisie, une partie de la guerre impérialiste. Notre but est de lui nuire, de la désagréger, de la détruire. Nous sommes des antimilitaristes révolutionnaires et communistes* " Phrase tirée de la propagande communiste suisse en 1940. L'immense chance de la Suisse fut que chaque bord politique rejeta clairement ses extrémités, la droite le nazisme et la gauche le communisme stalinien, le bolchevisme.

Après guerre et jusqu'à maintenant on a abondamment exploité le côté patriotique de la défense spirituelle en le comparant au nazisme ou au pétainisme qui tous deux faisaient également références aux valeurs de base de la société, principalement à la paysannerie. C'est bien sûr facile de railler une attitude en sortant, une fois de plus, du contexte. Par exemple en critiquant un repli sur soi de la Suisse de l'époque alors que tout bouillonnait à l'extérieur et que plus de la moitié des pays européens étaient antidémocratiques. Un politicien radical déclara: *"Nous sommes donc seuls, nous dépendons de nous-mêmes, comme nos ancêtres"*. Il y a une nuance tout de même entre faire référence à des valeurs suisses, représentées entre autre par la

défense armée, l'entente entre cultures et religions différentes, sans notion de race et des idéologies extrêmes prônant le pouvoir par élimination des opposants et de peuples entiers. C'est l'écrivain Max Frisch qui le premier, après sa visite à l'Exposition Nationale de Zurich en 1939, la Landi, lança les premières pierres. Posez-vous donc la question: qu'auraient donc dû faire d'autre les autorités? Conclure une alliance ? Avec qui ? Il faut noter qu'aucune réponse n'a été donnée jusqu'à maintenant, en tout cas pas à ma connaissance. On retiendra tout de même que la gauche modérée de l'époque ne s'y trompa pas et qu'elle adhéra, elle, à la défense du pays, contrairement aux extrêmes de gauche et de droite. Le fait que ces deux extrêmes, le nazisme du côté de la droite et le communisme du côté de la gauche, étaient toutes deux antichrétiennes, ne pouvait que les rassembler. Il est d'ailleurs pour le moins révélateur qu'à l'époque de la défense spirituelle les critiques les plus violentes venaient du côté des extrémistes. On notera encore l'entente entre syndicats et patrons qui aboutit à "*la Paix du travail*" en 1937.

Armée et Foyer allait devenir un peu plus tard la branche militaire de Pro Helvétia. Dans cette nouvelle institution le capitaine Hausamann réalisa un film militaire. Un autre film réalisé par Lindtberg *Le Fusillier Wipf* (1938) connut un grand succès.

La Suisse sut tirer les leçons de 14-18, de son impréparation et de sa totale et humiliante dépendance économique face aux pays qui l'entouraient ; pour elle, il n'était pas question de revivre cet état en cas de nouveau conflit. Le conseiller fédéral Hermann Obrecht (1935-1940) fut particulièrement actif dans cette préparation économique. Il mit en place toute une organisation regroupant industriels et fonctionnaires et comprenant de nombreux spécialistes de l'économie. Sachant les difficultés d'approvisionnement, la Suisse conclut des conventions avec des armateurs de pays qui, avait-elle estimé, resteraient probablement neutres pour la durée de la guerre. La Suisse s'était assurée l'usage de quinze navires, elle couvrait

ainsi le tiers de ses besoins. Elle passa aussi des conventions pour le trafic par rail et par route. Le 5 avril 1939 le Conseil fédéral enjoignit la population à faire des provisions pour environ deux mois. De nombreuses réserves furent faites notamment en semences. Toutefois la Suisse devait s'attendre aux mêmes difficultés qu'en 14-18 car il faut bien remarquer qu'aucun ressortissant d'un pays en guerre ne tient la neutralité pour une chose juste...même si la plupart des pays qui allaient en faire reproche à la Suisse, s'étaient déclarés neutres avant la guerre, en premier les Etats-Unis (EU). C'est ce qui se produisit et au cours des hostilités, la Suisse subit le blocus des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et le contre blocus de l'Allemagne. Soulignons pourtant un fait particulièrement intéressant à ce sujet. La Suisse ne voulant pas renouveler la situation de 14-18 refusa tout contrôle sur son sol, ce qui n'améliora pas ses relations avec les Alliés. Ceux-ci pourtant, particulièrement la France et la Grande-Bretagne étaient de bons clients de la Suisse en matière d'armements. Vu la situation, la Suisse avait interdit en avril 1939 ses exportations d'armes ce qui n'arrangeaient pas ces deux pays qui avaient commandé de nombreux canons Oerlikon. La Grande-Bretagne avait une commande en cours de 1520 canons Oerlikon avec 2'260'00 obus. Ils firent valoir à la Suisse que la Convention de La Haye autorisait les neutres à vendre des armes à condition que ce soit à toutes les parties. La Suisse accepta de discuter, mais la stricte neutralité exigea qu'elle demande à l'Allemagne ce qu'elle en pensait. A la surprise générale, l'Allemagne ne fit pas de difficultés. Elle n'exprima pas même de réserves au sujet du maintien des relations commerciales avec les puissances occidentales. Huit jours après l'ouverture des hostilités, les choses en étaient là : personne n'était empêché d'acheter des armes suisses. L'interdiction d'exporter avait été levée. On doit tout de même penser que les négociateurs qui signèrent le Traité de la Haye en 1907, dans lequel il était fait mention de l'autorisation des

neutres à commercer avec les pays en guerre - à condition de ne pas favoriser l'une des parties - n'avaient certainement pas envisagé le cas d'un neutre entièrement entouré par l'une des parties en guerre.

Le principe du secret bancaire, établi dans *l'Acte bancaire suisse de 1934*, fut une réponse à la pression des nazis pour obtenir les noms des détenteurs de comptes. Je laisse le soin à un journaliste *du Monde* de décrire son origine.

[...] La polémique à la fin des années 1990, sur les 50'000 comptes suisses en déshérence a ignoré le rôle des banques suisses dans l'apport d'une sécurité financière aux juifs et autres opprimés par le régime nazi, suffisamment chanceux pour y échapper. En 1934, le principe du secret bancaire a été une réponse à la pression des nazis pour obtenir les noms des détenteurs de comptes. Maintenant que l'Allemagne inflige des amendes aux possesseurs de comptes au Liechtenstein, on peut difficilement expliquer qu'une telle loi était inutile."

Article paru en février 2008 et signé Jean-François Mabut

Comme quoi on peut trouver à la fois deux aspects totalement contradictoires dans le secret bancaire, l'un bienfaisant, puisque protégeant manifestement les biens que les nazis volaient aux Juifs et l'autre malfaisant si l'on songe aux biens des peuples spoliés par leur dictateur. Quand bien même le secret bancaire n'a pas été institué pour protéger les biens des Juifs allemands déposés dans les banques suisses, il n'en reste pas moins que le fait, comme l'a souligné le journaliste du Monde, de protéger les avoirs des Juifs allemands constituait sans aucun doute un acte de résistance au nazisme.

Staline appliquait les recettes de Sun-Zu, le fameux stratège chinois presque contemporain de Bouddha et de Périclès, dont les écrits étaient une sorte de catéchisme pour les services secrets soviétiques. L'art suprême de la guerre, pour

Sun-Zu, est de conquérir pays ou cités sans avoir à livrer bataille, mais en les affaiblissant de l'intérieur en diminuant leurs ressources et en les minant moralement, jusqu'à ce qu'ils soient dans l'incapacité de se défendre et qu'on puisse alors les cueillir, comme des fruits déjà pourrissants

Maurice Druon; *La France aux ordres d'un cadavre*. p.14

Les nazis firent de même. Partout où ils le pouvaient ils étalaient leur doctrine et leur propagande. En Suisse les nazis allemands se réunissaient et s'organisaient et bien entendu cette idéologie attira également des Suisses. On parlait de la "*cinquième colonne*" en référence à la guerre d'Espagne (le général Miaja défendait Madrid qui était attaquée des quatre côtés, il nomma les habitants ennemis de Madrid la "*Cinquième colonne*"). On compta quelque 1400 arrestations d'espions allemands opérant en Suisse. Mais il n'y avait pas que le nazisme, à partir de 1920 déjà le fascisme italien attira également du monde en Suisse. On désigna sous le nom de *frontiste* les personnes qui adoptèrent l'une ou l'autre de ces deux doctrines. Avec trois doctrines totalitaires, l'hitlérisme ou nazisme, le stalinisme ou bolchevisme et le fascisme mussolinien, il n'était pas facile de rester impassible, ce d'autant plus que l'un ou l'autre des partis démocrates pouvait avoir une attirance pour l'une ou l'autre de ces doctrines. En 1935 un nazi, Robert Tobler fut élu au Parlement, ce fut le seul. Le New York Times écrivit :

Le déclin de l'hitlérisme en Suisse peut être imputé à deux causes principales. Tout d'abord, on a assisté à un renouveau du patriotisme suisse comme conséquence des erreurs psychologiques de la propagande de l'Allemagne nazie. De plus les Suisses se rendent compte que le mouvement nazi peut à tout moment menacer son indépendance.

Malgré leur tapage, les frontistes n'eurent que peu de succès auprès de la population, de plus des mesures furent prises à leur encontre : Le 12 mai 1933 le Conseil fédéral interdit le port de l'uniforme et des insignes nazis, plus tard le 18 février 1936 il ordonna la suppression de toutes les organisations nazies. Le stalinisme aussi ne pouvait être accepté et il n'y avait pas que la droite à rejeter cette dictature. Le Parlement vota une loi qui priverait de leur citoyenneté suisse des étrangers naturalisés qui ne renonceraient pas à leur contact politique avec leur patrie d'origine. Les gardes locales civiles jouèrent un rôle majeur dans la dénonciation des frontistes.

La gauche suisse était divisée car le parti socialiste se rangea derrière l'armée et Guisan. Un journaliste bernois, le socialiste Otto Pünter prit une part active contre le fascisme entre autre en infiltrant des groupuscules avec la collaboration de la police. Pünter devint un important agent de renseignement pendant la guerre, il écrivit *Guerre secrète en pays neutre*. Un épisode montre que les autorités suisses firent preuve à la fois de détermination et de faiblesse face aux nazis. La Gestapo n'hésitait pas à opérer en Suisse même à l'encontre des ressortissants allemands antinazis, en violant l'intégrité et la souveraineté de la Suisse. Le 9 mars 1935 un écrivain et journaliste nommé Berthold Salomon, alias Jacob fut enlevé à Bâle pour être conduit en Allemagne. Jacob était un adversaire du nazisme et avait révélé le réarmement secret de l'Allemagne. Suite à la dénonciation de l'enlèvement par un journaliste de Strasbourg, ami de Jacob, la police criminelle ouvrit une enquête qui aboutit à des arrestations dont Hans Wesenmann agent de la gestapo à Londres. Le ministre suisse à Berlin, Paul Dinichert, entreprit des démarches auprès des autorités allemandes, il insista sur la gravité des faits et exigea une enquête à ce sujet. En réponse les Allemands affirmèrent que Jacob était un dangereux criminel et qu'il était revenu en Allemagne de son propre chef. La Suisse soumit au Reich

trois exigences, premièrement restituer Jacob, deuxièmement punir les coupables, troisièmement donner l'assurance que de tels faits ne se reproduiraient pas. Berlin nia les faits, dès lors la Suisse menaça de porter l'affaire auprès du tribunal international. Sûr de son affaire Berlin accepta, la Suisse alors joignit au mémoire de la plainte 73 documents démontrant les faits. Berlin ne s'attendait pas à cela. La Suisse possédait des preuves sans failles ce qui finit par décider Berlin d'en finir avec cette affaire et d'accepter toutes les conditions suisses. C'était une victoire, un succès inouï, mais alors que la Suisse devait rester ferme, ce fut le contraire qui arriva, le Conseiller fédéral Guiseppe Motta, chef du département politique, depuis 1912 dans le gouvernement, fit machine arrière et proposa au ministre d'Allemagne un compromis honorable pour le Troisième Reich. Au ministre allemand éberlué, il expliqua qu'il n'avait jamais voulu dramatiser l'affaire, ni jeter le blâme sur le gouvernement allemand, tout ce qu'il désirait c'était la restitution de Jacob. Finalement ce dernier fut rendu à la Suisse, puis extradé en France selon les exigences allemandes. L'Allemagne obtint également que l'affaire fut traitée discrètement dans la presse. Que penser de tout cela ? D'abord il faut savoir que l'Allemagne agissait pareillement dans d'autres pays comme en Angleterre, aux Pays Bas et au Danemark et il eut été extrêmement désagréable que ces agissements fussent rendus publics lors d'un procès devant un tribunal suisse. Cette affaire suscita de nombreux débats et interprétations parmi les historiens. Gardons de cet épisode deux constats : le premier que la Suisse fit d'abord preuve de courage et de détermination et que cela paya mais que dans un second temps, face au puissant Reich, elle ne voulut pas exercer sur ce dernier une pression qu'elle n'osait pas assumer.

Source : Werner Rings « *La Suisse et la guerre 1933-1945* »

5. LE GENERAL GUISAN ET LE CONSEILLER FEDERAL PILET-GOLAZ

Henri Guisan naquit le 21 octobre 1874, à Mézières dans le canton de Vaud. Son père médecin fut décoré en 1871 de la Croix de bronze du secours volontaire, sur les champs de bataille, par les ministres de la guerre et de la marine de France. En 1875 sa mère décéda et ce fut sa tante qui l'éleva. Dure et sévère mais dévouée, elle exerça une influence déterminante sur son neveu. Entre une tante austère et un père absorbé par son travail, Henri fit l'apprentissage de la solitude; celui qui commande doit savoir être seul et porter l'unique responsabilité de ses décisions. Henri obtint son baccalauréat en latin-grec puis rentra à l'université; il fut reçu dans la société d'étudiants *Zofingue* dans laquelle il noua de nombreuses amitiés qu'il gardera tout au long de sa vie. Mais l'université n'était pas sa voie et son intérêt pour la campagne lui fit changer complètement d'orientation, il voulut être paysan. Pour cela il s'inscrivit dans une école d'agriculture tout en suivant également des cours d'histoire. Il se perfectionna à l'Ecole vétérinaire de Lyon, puis dans une autre, à l'Ecole d'agriculture de Hohenheim, dans le Wurtemberg en Allemagne. A la ferme d'Ober-Diessbach, chez les von Wattenwyl, il s'initia aux travaux pratiques et acquit une parfaite connaissance du dialecte alémanique. En 1896 il acheta un domaine à Chesalles-sur-Oron. Protestant, Guisan noua à Chesalles d'excellents contacts avec les proches catholiques fribourgeois, la meilleure entente existait entre le curé du village de St Martin et lui. Depuis le 15 décembre 1894 il devint lieutenant d'artillerie. En 1897 il épousa son amie d'enfance, Mary Doelker qui habitait dans la propriété de Verte-Rive à Pully. En 1902 Henri Guisan, de plus en plus attiré par l'armée, remit la gérance de son

domaine à son maître valet. Suite à la mort de son beau-père, le couple s'installa à Verte-Rive, il eut deux enfants, Myriam et Henri.

Parallèlement à sa carrière militaire Henri Guisan consacra aussi son temps au sport, il fut membre du comité olympique et de diverses associations. Guisan n'était pas un politologue ni même un politicien, refusant de s'inscrire au parti radical vaudois, les autorités l'empêchèrent de prendre le commandement de la division 1, ce fut alors la division 2 « jurassienne » qui l'eut comme commandant. Nous passerons sur les échelons qui l'amènèrent à devenir commandant de corps le 1^{er} juillet 1932, dernier grade avant le titre de Général.

Guisan effectua de nombreuses visites et voyages à l'étranger où il put comparer les tactiques et les armements. Retenons cette remarque du général français Debeney : *« Le tir ajusté, tel que vous le pratiquez en Suisse, est une supériorité que vous envient les autres armées. Dans la défense, il constitue l'élément décisif. Un soldat sûr de ses coups aux courtes distances est invincible »*.

Il visita également les fortifications en Belgique, voici une remarque à ce sujet sur le forum « Livres de guerre » : *Seul le Général Suisse Guisan, lors d'une visite avant guerre fit remarquer que le glacis du fort était non seulement très utile pour la pratique du football, mais constituait également une belle piste d'atterrissage. **Il ne fut malheureusement pas écouté.***

La brèche ouverte sur le canal Albert, conjugué à la prise de fort d'Eben-Emael, l'un et l'autre réputés comme quasi infranchissables, fut une catastrophe pour les états-majors alliés. Toutes les tentatives de contre-attaque par la 7^e DI belge ayant échoué, le commandement belge décida d'employer les quelques avions rescapés des bombardements du 10 mai.

L'attaque allemande aéroportée au moyen de planeurs eut lieu le 10 mai 40

Voici l'extrait exact de sa remarque faite à l'historien belge Henri Bernard (officier d'active à l'époque), lequel a repris les propos de Guisan dans son livre *Panorama d'une défaite paru aux Editions Duculot (Gembloux) en 1984 (page 26)*:

L'on se flatte que le Fort d'Eben Emael est le plus grand et le plus puissant du monde. En 1938, j'avais été chargé d'y conduire le colonel Henri Guisan, futur commandant en chef de l'armée suisse mobilisée en 1939-1945. Arrivé sur la superstructure du fort, Guisan s'exclama: « Quel magnifique terrain d'atterrissage ». Je fis part, le lendemain, à l'EMG, (État Major Général) de cette remarque pertinente émanant d'une personnalité de premier plan. Et je me souviens de la réponse aussi prétentieuse que stupide d'un officier d'état-major: « Nous n'avons pas de leçons à recevoir du représentant d'une armée qui n'a pas fait la guerre »

En 1940, la superstructure du fort sera toujours dépourvue de défenses accessoires... Pendant la drôle de guerre, on jouera au football sur la superstructure du fort...

En 1934 il rencontra Mussolini lors des grandes manœuvres italiennes. Particulièrement cordial ce dernier déclara. « *Aujourd'hui la situation politique et militaire de la Suisse est de tout premier ordre. Elle la doit entièrement à sa volonté de se défendre elle-même et par ses propres moyens. Aussi longtemps qu'elle sera dans ces dispositions, elle n'aura rien à redouter des puissances qui l'entourent.* » Au passage signalons que Mussolini connaissait bien la Suisse pour y avoir passé quelques années en compagnie de révolutionnaires de tous poils et pour y avoir été emprisonné et expulsé pour une incitation à la grève à Berne. En 1934 Mussolini, bien que leader fasciste, était encore antinazi, ce qui pouvait lui donner quelque crédit.... N'oublions pas aussi que la Suisse, dans sa situation géographique et dans la situation politique de l'époque, ne pouvait et ne devait négliger ou snober le chef de l'Etat italien. On

verra qu'au cours de la guerre, une partie de l'approvisionnement du pays dépendra du port de Gênes.

En 1937, donnant suite à l'invitation du maréchal Pétain, Guisan assista aux manœuvres françaises d'automne. Et à propos de Pétain on relèvera que Guisan ne retint de ce dernier que sa gloire à Verdun mais par la suite montra peu d'empressement critique face aux dérives de Pétain, particulièrement sur ce qui concerne les lois anti-juives édictées par le gouvernement de Vichy. Des historiens suisses, s'appuyant sur une lettre de Guisan, dans laquelle il demandait des précisions sur des cinéastes juifs, ont relevé chez lui un antisémitisme. Cette accusation est contredite par le fait que Guisan nomma plusieurs officiers juifs, jusqu'au grade de commandant de corps. Le major André Mayer sera son premier adjudant⁸

Derrière la nomination de Guisan en tant que Général se trouvait le Conseiller fédéral bernois Rudolf Minger, agriculteur de formation et responsable du département militaire. C'est lui qui ressentit le très grand charisme de Guisan, qui comprit que c'était l'homme capable d'unir le pays et c'est lui qui fit tout, bien avant son élection, pour qu' Henri Guisan devienne Général. Le système suisse élit un général uniquement en cas de mobilisation. L'élection se fait par l'Assemblée fédérale, c'est-à-dire par la réunion de la chambre du peuple, le Conseil national avec la chambre des cantons, le Conseil des Etats. Guisan fut élu le 30 août 1939 par la grande majorité. Juste après la prestation de serment le nouveau général se tenait devant le palais fédéral avec le Conseil fédéral et aussitôt une nombreuse foule entama l'hymne national et ovationna son général, démonstration rare en Suisse. Dès lors le courant fut établi, un courant de confiance qui n'allait jamais s'affaiblir. Pourquoi la majorité alémanique accepta-t-elle si facilement l'élection d'un Romand ? Disons que Guisan avait de tels atouts, son charisme, sa maîtrise du

⁸ Frank Bridel « Pour en finir avec le Rapport Bergier »

dialecte alémanique, sa prestance, qu'aucun autre candidat n'arrivait à son niveau.

Guisan était populaire et cultivait sa popularité. Tout au long de la guerre, il se montra auprès de la population, de l'armée ainsi qu'auprès du monde ouvrier. Il fut aimé comme peu, si ce n'est comme aucun Suisse ne le fut. Tout le monde lui écrivait, des enfants aux adultes. Il accordait une priorité absolue au maintien du moral du peuple et pour cela il consacra énormément de temps, trop bien sûr pour ceux qui le critiquent.

En 1939 l'armée fonctionnait dans un pur style prussien, pas cadencé, pratique du « staccato », manière de s'annoncer à un supérieur dans une position rigoureusement raide, le regard fixe et inexpressif et en aboyant son nom en détachant nettement chaque syllabe. Le responsable de l'instruction était le colonel Wille, fils du général en 14-18. Wille avait été lui-même formé à l'école allemande. Guisan était farouchement contre ce style, contre les humiliations, contre l'arrogance inutile; il s'efforça, pendant toute la mobilisation de contrer les officiers partisans du drill et de ce style prussien.

Sitôt après son élection, il créa son Etat-major personnel avec à sa tête l'écrivain Bernard Barbey. Ce dernier a écrit « *PC du Général* » un excellent livre plein d'analyses et d'anecdotes. Il a aussi écrit « *Aller et retour* » où il rend compte en détail les négociations secrètes qu'avaient entreprises Guisan avec les autorités militaires françaises et dont il avait été chargé. En effet Guisan, en prévoyant une attaque allemande contre la France, avait retenu l'hypothèse d'un contournement de la ligne Maginot par la Suisse, près de Bâle. Il n'était pas le seul, Churchill également était venu visiter ces défenses et prévoyait aussi cette possibilité. Dès lors Guisan noua des contacts avec le lieutenant-colonel français Garteiser afin de régler la question d'une éventuelle assistance française en cas d'attaque allemande près de Bâle. Tout cela se fit à l'insu du monde politique,

ce qui déclencha forcément de nombreuses polémiques, d'autant plus que par malheur, la plupart des documents, qui auraient dû rester secrets, furent découverts par les Allemands, en France à la Charité-sur-Loire le 16 juin 1940. Était-ce une erreur de la part de Guisan ? Impossible de le dire. Il manqua un accord préalable entre la Belgique neutre et la France, ce qui nuisit considérablement à la coordination de la défense. La découverte de ces documents par les Allemands fut un coup dur pour Guisan. Guisan était conscient que cette découverte représentait une bombe à retardement donnant à l'Allemagne un sérieux argument prouvant la non neutralité de la Suisse. Ceci poussa Guisan dans une action douteuse l'amenant à écrire au Conseiller fédéral Minger pour lui suggérer des discussions avec l'Allemagne, mais Minger fort heureusement, ne donna pas suite et ne communiqua pas sa demande à ses collègues. Il faut comprendre que Guisan était pleinement conscient que la découverte des documents par les Allemands représentait une terrible épée de Damoclès sur la Suisse et qu'il en portait une lourde responsabilité. Le colonel Wille, adversaire de Guisan et pro Allemands, avait été mis au courant de l'existence de ces documents par ses relations en Allemagne, il essaya de destituer Guisan en mettant le Conseil fédéral au courant de cette affaire. Mais c'est Guisan qui eut le dessus et qui destitua Wille.

En 1947, Hans B. Gisevius déclara qu'il n'y eut plus de conférence aux échelons supérieurs de la hiérarchie où l'on ne discutât pas en première ligne la question de savoir comment utiliser le plus efficacement ce dossier. **La Suisse, poursuivait-il, a passé par une phase extraordinairement critique durant ces "années brunes".**

Edgar Bonjour ; *Histoire de la neutralité suisse, vol V*

Hans B. Gisevius était vice consul au consulat allemand à Zurich, il avait de nombreux contacts avec Allen Dulles et les résistants allemands.

Ce fut probablement en partie cette affaire qui amena Guisan à accepter de rencontrer le général SS Schellenberg comme nous le verrons.

La grande force de Guisan fut toujours son absence d'emportement, de panique et dans toutes les situations que connut la Suisse, il sut communiquer cette « force rassurante » à son entourage. Son chef d'état major le colonel Huber avait cette même aptitude. Mais Guisan n'avait pas que des amis. D'abord au sein même de l'armée existait encore des courants antagonistes qui rappelaient ceux de 14-18, en effet certains officiers de haut grade affichaient des sympathies pro allemandes et ces officiers manifestaient ouvertement leur désaccord pour ne pas dire plus, envers Guisan. Cela alla tellement loin que Guisan n'eut pas d'autre alternative que de les écarter, tel fut le cas pour les colonels Wille, chef de l'instruction et Däniker commandant de corps. Ajoutons à cela qu'il y eut une vaste campagne au sein de l'armée à l'encontre d'une faible minorité d'officiers frontistes, cette campagne finit par créer un climat malsain de délation, mais eut tout de même l'avantage de mettre les choses au point, elle fut nécessaire.

Les relations de Guisan avec certains politiciens ne furent pas faciles, particulièrement avec le chef du département politique, le Conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz, vaudois lui aussi. Il y a des raisons à cela. Notre système politique, comme on le sait, est un système à plusieurs pouvoirs, quand bien même le Conseil fédéral acquit des pouvoirs étendus au début de la guerre. En Angleterre, on institua au début de la guerre *L'emergency power act* qui remettait carrément toute la nation et tous les biens à la gestion de la guerre. En plus Churchill était à la fois politicien et militaire, immense avantage. On peut dire que pendant la guerre la Suisse fut dirigée

par deux pouvoirs très distincts et parfois même antagonistes. Pourquoi cela? Tout d'abord parce que chacun de ces pouvoirs avait un rôle très différent. L'armée d'abord avait pour mission de défendre le pays, mais cette mission ne la rendit pas aveugle au point de ne pas reconnaître d'où venait le danger. Ce qui fit que, d'une manière la plus discrète, l'armée rompit en partie la neutralité en faveur des Alliés. En partie puisqu'elle affirmait toujours sa volonté de se battre contre n'importe quel envahisseur. Cela se manifesta d'abord, comme on l'a vu, par les accords préalables avec la France, mais aussi et surtout par son performant Service de Renseignements qui rendit service aux Alliés. Ces services s'étaient déjà manifestés avant le début de la guerre puisque ils avaient annoncé la date de l'attaque allemande aux chancelleries des pays concernés. Malheureusement aucun de ces pays ne tint compte de ces renseignements. Pour les politiciens, les données étaient entièrement différentes, d'abord ils devaient assurer l'approvisionnement de la Suisse, mission loin d'être facile étant donné que les Alliés avaient décrété le blocus contre les neutres et que le pouvoir de l'Allemagne qui encerclait la Suisse, avait, lui, décrété un contre-blocus destiné à empêcher la Suisse de commercer avec les Alliés. De ce fait l'Allemagne devenant pratiquement le seul partenaire commercial possible, il était hors de question pour les politiciens de négliger les contacts commerciaux avec elle, il en allait de la survie même de la Suisse. On comprend dès lors qu'aux yeux de la population il était plus agréable d'ovationner Guisan que Pilet-Golaz, ce dernier ayant dans cette affaire le rôle *du collabo*, rôle qui lui est encore attribué de nos jours. Malgré cela Pilet-Golaz fut reconnu comme l'homme le plus capable et le plus intelligent des dirigeants politiques suisses par les Anglo-américains qui ont regretté son départ en 1944. Le principal sujet de mésentente entre Guisan et le Conseil fédéral provenait d'abord du degré de mobilisation, chaque partie n'ayant pas le même point de vue concernant le danger d'une attaque allemande et

il était clair que chaque mobilisation entraînait la démobilisation des travailleurs, donc une perte pour l'économie. Tout compte fait, ces désaccords n'étaient pas si graves et finalement presque normaux compte tenu, comme on l'a vu, des rôles différents. Tout de même il est arrivé que Guisan s'emporte. Lorsque les Allemands demandèrent à la Suisse de pouvoir livrer des armes à l'Italie à travers le Gothard, Guisan menaça de faire sauter le tunnel et de démissionner ce qui mit un terme à cette demande.

Nous pouvons dès lors mieux comprendre maintenant le fameux discours de Pilet-Golaz, chef du département politique, qui suivit la défaite française et le discours de Guisan un mois après sur la prairie du Grütli. Le discours du 25 juin de Pilet-Golaz ressemblait trop à celui de Pétain, il sentait la résignation de s'adapter à l'ordre nouveau, à la nouvelle Europe. En plus, n'ayant pas fait référence ni à la résistance armée ni à la défense spirituelle, il découragea plus d'un citoyen militaire ou civil. Il ne dit pas un mot concernant la résistance et l'engagement britannique. C'est son style qui ne plut pas, pourtant il dit ce qu'il avait à dire, à savoir que pour survivre la Suisse devait bel et bien collaborer commercialement avec l'ordre nouveau, c'est-à-dire avec l'Allemagne, mais il prit des formes pour l'expliquer et cela ne fut pas vraiment compris. Il parla de la nécessité d'une adaptation de la politique suisse au nouvel ordre européen issu de la victoire allemande et encore de l'invitation à accepter des sacrifices douloureux. Il dit aussi « *ne pas palabrer* » sous entendu qu'en temps de guerre une décision ne peut plus être débattue démocratiquement à l'exemple de la Grande-Bretagne avec l'*emergency power act*. Malgré tout il fallait bien dire au peuple qu'en pareille circonstance les décisions ne pouvaient tout simplement plus se prendre comme en temps de paix, et que souvent la décision devait intervenir dans la minute ou dans l'heure. Il y a cependant autre chose que l'on a reproché à Pilet, il s'agit de cette phrase du discours :

Quelle que soit la tristesse qu'éprouve tout chrétien devant les ruines et les deuils accumulés, c'est pour nous, Suisse, un profond soulagement de savoir que nos trois grands voisins s'acheminent vers la paix

C'est évidemment sur le mot *paix* qu'il faut revenir et sur le contexte. Ce mot *paix* selon moi ne signifiait pas du tout que la défaite et l'occupation des pays européens lui était favorable mais simplement que les souffrances de la guerre, telles qu'elles avaient été vécues, prenaient fin.

En fait dans un premier temps ce discours fut plutôt bien accepté par la presse ce ne fut que par la suite que les critiques se firent entendre. Il faut aussi souligner que ce discours fut approuvé par les membres du Conseil fédéral et qu'en plus il fut diffusé en Allemand et en Italien. La traduction en Allemand ne fut cependant pas très heureuse, pouvant prêter à confusion. Mais en fait, si l'on veut bien se replacer dans le contexte et dans la situation de Pilet on est forcé d'admettre que s'il avait fait un discours à la Churchill, désignant clairement l'ennemi, il aurait alors engagé la Suisse dans une situation de tous les dangers qui aurait alors déchaîné des critiques encore plus violentes. Pilet disait que faute d'être lion il serait renard, ce qu'il fut dans le sens qu'il fut malin et intelligent, se sacrifiant souvent par son silence, sachant parfaitement que les polémiques internes servaient ceux qui poussaient la Suisse à s'aligner sur l'Allemagne. N'oublions pas qu'alors la Suisse devait négocier et mendier son approvisionnement. Le peuple n'avait aucun goût à travailler pour l'Allemagne nazie quand bien même il n'avait guère d'autre possibilité.

L'idée que l'on se fait de Pilet-Golaz est totalement fausse, à savoir quelqu'un prêt à se coucher devant les Allemands, voici d'ailleurs des propos qui nous éclairent un peu sur sa personnalité. En juin 40 alors que l'Europe pliait, que la France subissait une terrible défaite, tout le Conseil fédéral s'interrogeait quant à l'attitude

à adopter face à la super puissance allemande et surtout nazie. Deux ou trois conseillers fédéraux émirent des intentions défaitistes quant à la possibilité de la Suisse à rester indépendante. Seul Pilet-Golaz fit remarquer que ce n'était pas la fin et que la Grande-Bretagne résisterait à n'importe quel prix.

Voici ce que dit le fils de Pilet-Golaz sur son père:

"Une extrême sensibilité alliée à un sens intuitif poussé, ce qui pour un homme politique constituait à la fois une force et un handicap. Il s'en protégeait en gardant ses distances et se défendait par l'ironie et en faisant jouer sa supériorité intellectuelle. Certains lui en ont gardé rancune"

Le professeur de Salis qui a enseigné l'histoire à l'Ecole polytechnique de Zurich, émet pour sa part ce jugement

[...] M. Pilet-Golaz, chef du Département politique pendant la Seconde guerre mondiale, qui a été si vivement calomnié, vaut mieux que sa réputation. A sa manière, il a contribué à conduire le pays indemne au travers des dangers, mais lorsque le danger fut écarté, il a servi de bouc émissaire à beaucoup de gens qui, eux-mêmes, avaient été bien prudents envers Hitler et Mussolini.

Jean-R. de Salis ; *La Suisse diverse et paradoxal*

Quant à Edgar Bonjour, il écrit :

[...]Lui qui avait été jusqu'à accepter de s'entretenir confidentiellement avec des frontistes indiscrets, tenait maintenant à distance, en se donnant l'air d'un homme supérieur et inapprochable, ceux qui désiraient lui faire part de leurs critiques. Il prenait plaisir à s'entendre appeler « l'énigmatique ». Ses collègues, des parlementaires et des journalistes se plaignaient toujours plus du secret dont il s'entourait, disant qu'il n'avait pas de contact avec eux et qu'il éludait autant que possible

leurs questions. Même lorsqu'il était en mesure de faire part d'un succès personnel, comme dans le cas de son intervention de l'été 1944 en faveur des Juifs en Hongrie, il ne tenait pas pour nécessaire d'en parler. C'est en vain que le président de la commission des affaires étrangères lui recommanda de rechercher un contact plus étroit avec le peuple et ses mandataires ". Pilet ne donnait aucune suite.

Edgar Bonjour ; *Histoire de la neutralité suisse*, vol V p.432

Autant il est facile de comprendre Guisan autant il est difficile d'en faire de même avec Pilet-Golaz. Quel démocrate était-il ? C'était probablement un Européen réticent à la puissance ou à la main mise anglo-américaine. On ne peut guère en dire plus si ce n'est qu'il est bien étrange qu'aucun historien n'ait rédigé une biographie d'un personnage ayant joué un rôle aussi important durant la guerre. Et ce manque autorise toutes les interprétations sur son action politique.

Le général américain Reilly qui séjourna à Berne durant l'hiver 1940-1941, eut, lui aussi, l'impression qu'au palais fédéral on ne souhaitait pas l'entrée en guerre des EU et qu'on préférerait une politique de compromis. Ses conversations avec Guisan lui montrèrent, en revanche, que le commandement de l'armée était animé d'un esprit de résistance inconditionnelle. Considérant que l'armée incarnait sous sa forme la plus pure l'esprit de résistance du peuple suisse, il accordait une importance décisive au rapport du Rütli et à l'allocution prononcée par le Général lors de l'anniversaire de la bataille de Morgarten. Il avait la ferme assurance que le peuple suisse saurait au besoin, se défendre

Edgar Bonjour ; *Histoire de la neutralité suisse* ; vol V p. 353

Il n'en reste pas moins, comme on le voit, que nous sommes toujours à la recherche de connaissances sur cet homme porté aux plus

hautes responsabilités dont aucun historien n'a encore fait la moindre biographie, entraînant en cela toutes sortes de rumeurs désagréables à son sujet. Ce fait montre un réel malaise quant à la profession d'historien.

A une question posée à Churchill de savoir si la Suisse se serait battue, Churchill répondit : « *Si les Suisses se seraient battus ? Et comment !* »

Reilly avait donc la même appréciation que Churchill

A la suite du discours de Pilet, des intellectuels de tous bords créèrent un mouvement de résistance morale, *La Ligue du Gothard*. Ce mouvement atteignit le nombre de 8000 adhérents.

C'est donc à la suite de ce discours et sur une idée du capitaine Hans Bracher, l'un des officiers de l'état major particulier du Général, que se rassemblèrent les officiers sur la prairie mythique du Grütli, c'était aussi pour expliquer l'idée du Réduit. Le rassemblement eut lieu et le discours de Guisan redonna le moral à la fois au peuple et à l'armée. Comme il fallait s'y attendre le discours rassura les Alliés sur les intentions de la Suisse et au contraire provoqua la colère des Allemands. Cette colère des Allemands incita Guisan à une rencontre avec eux, proposition sans suite comme on l'a vu. Le rassemblement du Grütli eut lieu le 25 juillet 1940, soit un mois après le discours de Pilet-Golaz.

Mais le rassemblement du Grütli avait aussi comme but d'expliquer aux officiers la nouvelle stratégie du Réduit. Quelle était cette stratégie ? Somme tout quelque chose d'assez élémentaire au vu des circonstances. L'idée est qu'en défense une armée doit pouvoir se replier, si nécessaire, dans un lieu le plus difficilement attaquable c'est-à-dire dans les Alpes. Si l'on prend l'exemple de la défense yougoslave, cette dernière se fit en répartissant l'armée tout au long de sa frontière, ce fut dès lors facile aux Allemands de se concentrer sur un point pour franchir la frontière et se répandre dans le pays.

Dans le cas du Réduit, on était sûr que l'armée pouvait tenir très longtemps tout en attaquant régulièrement les troupes d'occupation. Le Réduit c'était en quelque sorte *l'arme de défense massive de la Suisse* avec le tir de précision. Avec cette stratégie les Allemands auraient pu pénétrer en Suisse mais ils auraient eu toutes les difficultés à occuper vraiment le pays. On a dit bien sûr que dans un pareil cas on laissait la population civile à la merci de l'occupant mais en disant cela on a aussi dit que de toute façon l'armée suisse n'aurait pas tenu longtemps face aux troupes allemandes, tant celles-ci étaient mieux armées. Les civils auraient de toute façon été agressés, ce d'autant plus que parmi eux, nombreux étaient ceux qui possédaient une arme et s'en seraient servis. Lors de l'attaque de la Hollande, Hitler n'hésita pas à bombarder le centre de Rotterdam faisant plus de 25'000 victimes civiles. Guisan avait institué en 1940 un service de gardes locales impliquant les personnes civiles capables de tirer, plus de 100'000 hommes jeunes et vieux s'y inscrivirent. De nombreuses femmes s'exerçaient également au tir. Les Suisses avaient décidé de ne jamais se rendre, cette décision date d'ailleurs du 19^{ième} siècle déjà si je ne fais erreur. On est allé jusqu'à vouloir dénoncer la Convention internationale sur le devoir des neutres afin de rendre possible l'engagement des civils en cas d'attaque. Le major norvégien Quisling, qui collabora tout de suite avec les nazis, était devenu le symbole de la bassesse et de la trahison. Quoi qu'on en dise cette attitude, cette détermination impressionna les Allemands.

Cela nous amène à parler de la conjuration des officiers. Certains officiers, des jeunes particulièrement, n'avaient pas confiance dans l'attitude, de certains responsables, politiques ou militaires, ils redoutaient que ces derniers prennent le dessus et ne livrent la Suisse au III^{ème} Reich, le discours de Pilet-Golaz déclencha certainement toute l'affaire. Cette méfiance incita donc ces officiers à jurer de faire en sorte que l'armée s'oppose à toute reddition. Ils s'organisè-

rent donc afin de mettre dans le coup des responsables occupants des positions stratégiques. L'initiateur de cette conjuration était le major Ernst, chef du bureau "*Allemagne*" des services de renseignements. Il prit contact avec le colonel Däniker avec qui il avait eu avant guerre une discussion dans ce sens. Mais il apparut très vite à Ernst que Däniker ne partageait pas du tout son point de vue, Däniker ne croyait pas à une défense armée, mais bien plutôt à un arrangement avec l'Allemagne, il était d'ailleurs carrément pro Allemands, tout le contraire des vues du major Ernst ! Fâché tout de même d'avoir divulgué ses idées à un pareil personnage dont Guisan allait se débarrasser. Mais Däniker ne les dénonça pas. Cela n'arrêta pas Ernst et ses amis, dont les officiers de renseignements Hausamman et Waibel, ainsi qu'Auguste Lindt, ami de Ernst. Quatre semaines après le discours de Pilet-Golaz du 25 juin 40, les conjurés ne comprenaient pas pourquoi, au vu du danger aux frontières, la Suisse ne mobilisait pas le maximum de troupes, ils décidèrent donc de s'organiser en vue d'un renversement de pouvoir politique. Ils réussirent à obtenir la collaboration du chef de l'émetteur radio ainsi que d'une petite troupe destinée à maîtriser le Conseil fédéral, les conversations téléphoniques entre le palais fédéral et la légation d'Allemagne à Berne étaient déjà surveillées, d'autres unités de troupes auraient été activées. Un grain de sable vint mettre fin à l'aventure, un message confié à un courrier tomba aux mains d'une tierce personne qui avisa la police militaire. C'en était fini, les conjurés furent arrêtés. Au final, cette conjuration se termina par de très légères sanctions, Guisan, qui, bien que tenu à l'écart, partageait leur opinion, c'est-à-dire la résistance à toute action de reddition, leur infligea quelques jours d'arrêt de rigueur. Ces hommes étaient trop précieux aux Service de renseignements pour pouvoir s'en passer. A partir de cet instant ces conjurés acquirent une pleine confiance envers Guisan, confiance amplement partagée. Ces hommes s'attachèrent tout au long de la guerre à collaborer discrètement avec les Al-

liés, telle fut leur réponse aux manigances, hélas nécessaires, des politiciens.

Guisan ne leur tiendra d'ailleurs pas rigueur, puisqu'ils ne seront condamnés, symboliquement, qu'à quelques jours de prison. Dans son rapport le général écrira en substance au sujet « d'une certaine Ligue d'officiers qui fit parler d'elle en 1940 »

" Son objet était, en somme, louable : inquiets, au lendemain de la défaite française, de voir les progrès que le défaitisme pouvait faire dans l'Armée et dans la population, quelques officiers, appartenant pour la plupart à l'Etat-major général, s'étaient réunis pour échanger leurs appréhensions ; ils craignaient que la volonté de résistance du gouvernement et du peuple suisses ne fléchisse sous l'effet des victoires allemandes. Ils firent " boule de neige " : 37 officiers cherchèrent à créer une organisation qui affirmerait ou confirmerait la volonté de résistance totale de l'Armée envers et contre tout, et qui soutiendrait le Commandement de l'Armée s'il était soumis à quelque pression. Bien que ces officiers se fussent préparés à agir dans l'esprit des ordres d'armée qui prescrivaient de se défendre " en toutes circonstances ", il fallut ouvrir contre eux une " enquête en complément de preuves " et prononcer, contre huit officiers, des peines disciplinaires allant de quinze jours d'arrêts de rigueur à la " réprimande écrite ", puisqu'ils avaient contrevenu à l'ordre et à la discipline militaire en vertu de l'article 180 du Code pénal militaire. Les autres ne furent pas punis.

" Je tiens à remarquer toutefois qu'au cas où la volonté de résistance aurait cédé sous une pression de l'étranger, ces officiers, en refusant d'obéir, n'auraient pas été seulement dans leur droit ; ils auraient accompli leur devoir, qui est celui que tout soldat. Ils avaient eu le tort d'agir en secret ; l'eussent-ils fait ouvertement qu'ils n'auraient pas fait l'objet de sanctions. "

Drago Arsenijevic - *Genève appelle Moscou* p. 54

Pour revenir à Guisan voyons les propos que tenaient les nazis suisses à son encontre:

Lettre envoyée à des personnalités et à des commandants d'unité d'armée par des nazis suisses

Un vieux monde s'écroule. Les hommes d'Etat responsables des destinées de la Suisse se barricadent derrière le mot ambigu de neutralité, pour rester à l'abri de la marée montante des forces de renouvellement. En réalité, leurs sympathies vont à l'alliance anglo-américano-bolchévique, aux forces conservatrices. Au milieu de l'Europe, le Général a construit une forteresse qui se présente comme un corps étranger. Des officiers de grade élevé, vraiment capables et compétents, refusent le Général et son comportement. Ils qualifient son élection d'erreur monumentale et n'oublient pas qu'il a introduit la politique dans l'armée. Comment s'étonner d'entendre dire qu'il faut démobiliser la troupe pour se libérer du Général ? Le peuple commence à saisir que celui qui hait fanatiquement les Allemands conduit le pays à la ruine. Son dernier méfait a été d'incorporer des détachements de destruction dans les gardes locales des grandes villes. Rien n'est sacré pour cet homme lorsqu'il s'agit, pour obéir aux Anglais, de mener le pays à la catastrophe. "Le général Guisan est l'ennemi n°1 de la Suisse. Il est celui qui, de tous les temps, a fait le plus grand mal à la Confédération."

La farouche résistance finlandaise, particulièrement le comportement magnifique des Lottas, femmes volontaires participant à la défense, firent une forte impression sur l'opinion helvétique. En février 1940 Guisan créa le Service complémentaire féminin. On ne soulignera jamais assez l'immense travail accompli par les femmes en Suisse pendant la mobilisation. On s'imagine bien que mobilisation signifiait démobilisation du travail et report sur les femmes. Mary Anna Barbey - 39-45 *Les femmes et la Mob*

Parmi les critiques faites à l'encontre de Guisan on relèvera celle de n'être pas un grand stratège ou tacticien. Je comprendrais fort bien, s'il s'était avéré que la Suisse ait dû se battre et que des erreurs fussent commises, que l'on puisse après coup émettre des critiques. Mais critiquer Guisan sur ce point et dans ce contexte n'a aucun sens. D'ailleurs qui connaît ces critiques, quelles sont-elles ? En défense pure il s'agissait d'abord d'affirmer la volonté de se défendre, ce qu'il fit, d'assurer au mieux la défense dans les régions frontières les plus menacées, ce qu'il ordonna et enfin de choisir et d'expliquer le Réduit, ce qu'il fit avec l'Etat major de l'armée. D'ailleurs la remarque qu'il prononça lors de sa visite en Belgique, concernant les fortifications, prouve bien qu'il avait une bien meilleure perception stratégique que le prétendent des historiens qui n'ont rien vécu de ces événements.

Voici ce qu'a dit l'Américain Allen Dulles qui a passé une bonne partie de la guerre en Suisse

Le commandant en chef de ces troupes était le général Henri Guisan, un patriote de toute première valeur. Si la Suisse n'eut pas à se battre, ce fut à cause de sa volonté de résister et de son importante mobilisation en hommes et en matériel en vue de sa propre défense. Le prix qu'aurait eu à payer l'Allemagne, pour l'envahir aurait certainement été très élevé

Allen Dulles *Les secrets d'une reddition* p. 42 édit. ldp

A qui accorder sa confiance dans un jugement ? A l'idéologue qui n'a pas vécu cette période ou à celui qui a vécu cette période en tant qu'acteur principal ? Ajoutons que Dulles était parfaitement au courant de la collaboration commerciale de la Suisse avec l'Allemagne et pourtant cela ne l'a pas empêché d'émettre cette déclaration à propos de Guisan.

Guisan peut passer pour l'exemple illustrant que le cours de l'histoire n'est déterminé ni par les forces économiques uniquement, ni

seulement par les idées, mais qu'aux heures décisives, la personne agissant en responsable peut également jouer un rôle capital.

La Suisse allemande n'oubliera jamais de quelle reconnaissance elle est redevable à ses confédérés romands d'avoir fait un tel présent au pays tout entier...Guisan – un Suisse romand – a incarné les meilleures traditions militaires de notre commune patrie. D'instinct, il a su que, dans l'armée, le seul fondement de l'autorité ne peut être que le sentiment populaire. Et il eut le don de nous le faire comprendre à tous en quelques mots. Au dessus des frontières linguistiques, il a parlé la langue que nous comprenons tous: celle du génie de notre pays. Mais le verbe de Guisan a surmonté d'autres frontières autrement dangereuses: celles qui séparent les classes.

Texte paru dans le journal *Servir* du 29 juin 1945, signé Ernst von Schenk

Il nous faut encore mentionner un épisode qui exista entre Guisan et Pilet-Golaz, il eut pour origine une invention de Hausamann qui avait Pilet-Golaz en ligne de mire. En effet il prétendit que Pilet avait essayé de motiver les Américains à combattre les Soviétiques à côté des Allemands ! Rien que ça ! L'enquête et le diplomate américain interrogé montrèrent que tout était faux.

On peut s'étonner que quatre hauts responsables pendant la guerre fussent des Vaudois. Le général Guisan, le Conseiller fédéral Pilet-Golaz, président en 1940 et responsable du département politique, le colonel Roger Masson chef des Services de renseignements et le colonel Robert Jaquillard, chef du Contre espionnage. Les Vaudois ne se font pas de cadeaux, ils ne font pas passer leur appartenance à leur canton avant les intérêts qu'ils doivent défendre et cette mentalité, qui ne profite guère par exemple au rayonnement des artistes de ce canton, a été salutaire pour le pays. Un arrange-

ment *cantonal*, un *esprit de clan* entre Guisan et Pilet-Golaz aurait eu des conséquences néfastes, je ne suis pas le seul à le penser.

6. LES DIVERSES RELATIONS GERMANO - SUISSES

Disons-le d'emblée, il est illusoire de donner une explication simple, unilatérale et catégorique sur les relations entre la Suisse et le III^e Reich pendant la guerre. Ceci pour plusieurs raisons, la première étant que d'un côté comme de l'autre des opinions et des intérêts contradictoires prévalaient. On l'a vu, du côté suisse l'armée a pris parti pour les Alliés, par ses services de renseignements et par la liberté accordée à leurs agents en Suisse, tandis que du côté politico-économique la Suisse a bien dû effectivement collaborer avec l'Allemagne, elle était loin d'être la seule. Objectivement je ne vois pas ce que l'on pourrait reprocher à l'armée et à Guisan dans ce débat, la chose est suffisamment claire. La volonté de se battre a été directement mise à l'épreuve au tout début de l'invasion allemande à l'ouest lors des violations de l'espace aérien suisse par la Luftwaffe, plusieurs combats eurent lieu. Le 1^{er} juin 1940 douze bombardiers allemands pénétrèrent en Suisse, quatre chasseurs suisses les rejoignirent au-dessus du Jura et sommèrent les pilotes d'atterrir. Le combat s'engagea, deux bombardiers furent abattus tandis que les pilotes suisses ne subissaient aucune perte. Nouveaux combats le lendemain avec un avion allemand endommagé et contraint d'atterrir à Yverdon, l'équipage fut fait prisonnier. Nouveaux combats le 4 juin au-dessus du Jura mais cette fois les bombardiers étaient accompagnés de chasseurs, un bombardier fut abattu et un pilote suisse trouva la mort. Les Allemands protestèrent en prétendant que leurs avions volaient au-dessus du territoire français, les Suisses refusèrent cette explication. Un journal hongrois fit savoir au monde que le gouvernement allemand était décidé à agir militairement contre la Suisse si le conflit n'était pas réglé diplomatiquement. De fait les Allemands lancèrent une action punitive, plusieurs chasseurs

abattirent d'abord un avion suisse d'observation au dessus du Jura. Ce ne fut ensuite pas moins de 32 avions allemands du type Messerschmitt Me110 qui pénétrèrent dans l'espace suisse alors que du côté suisse 10 avions du type Me109 s'engagèrent dans la bataille. Avec des avions Me110 supérieurs aux Me109, à 32 contre 10, la supériorité allemande était incontestable, cependant, là encore les pilotes suisses s'en sortirent fort bien. Le déroulement et le résultat de ces combats surprirent aussi bien le commandement suisse que l'allemand. Du côté suisse plusieurs appareils furent endommagés et un pilote blessé qui put atterrir, du côté allemand la Luftwaffe perdit au total onze avions depuis le début de l'offensive. Au cours de quatre semaines, 82 patrouilles de chasseurs suisses engagèrent 41 fois le combat, l'espace aérien fut violé 197 fois par des bombardiers et chasseurs allemands qui traversaient l'espace suisse pour des attaques en France. Suite à ces combats, les Allemands envoyèrent une équipe de saboteurs en Suisse dans le but de détruire des aérodromes, mais ils furent découverts, dénoncés et emprisonnés. Il faut ajouter que leur look à la Dupond Dupont éveilla l'attention d'un contrôleur du train ! On se demande encore si le dernier responsable de cette expédition ne fit pas fait exprès d'attirer l'attention des Suisses, une aide de la résistance allemande ? Voilà la Suisse avec des pilotes et des saboteurs allemands en prison. Et là encore c'est la modération qui l'emporta, voire d'intolérables concessions, puisque tout ce beau monde fut relâché et renvoyé à la maison. Ceci au mépris des conventions internationales du devoir des neutres. Par la suite l'armée se montra moins tatillonne lors de légères violations de son espace. Il n'en reste pas moins qu'au cours de la guerre, la Suisse abattit 26 appareils et en fit atterrir 251. Que penser de ces combats ? Pourquoi les Allemands vinrent-ils ostensiblement violer l'espace aérien suisse ? Une réponse possible est que cette manœuvre avait pour but de tester la volonté et la capacité de résistance de l'armée suisse. On peut donc dire que pour la Suisse le test

fut largement positif quand bien même il faut ajouter que si les Allemands étaient venus avec un plus grand nombre d'avions, les pilotes suisses n'auraient pas pu faire grand-chose, faute de moyens. Cet épisode est vraiment le plus explicite pour démontrer la différence d'attitude entre les militaires et les politiciens. Ceci se passait donc en juin 40 après la défaite française.

Lors de la première attaque allemande, nos services de renseignements signalèrent une concentration de pas moins de dix divisions à 30 km de la frontière bâloise. Cette nouvelle confirmait un contournement de la ligne Maginot par Bâle. Dans cette ville, un vent de panique s'empara de la population provoquant l'exode au sud d'une partie d'entre-elle. La peur était réelle dans tout le pays, le point culminant se passa dans la nuit du 14 au 15 mai. Or il s'avéra que ce fut une gigantesque mise en scène, une feinte des Allemands pour inciter l'armée française à maintenir des troupes dans la région de Bâle et ainsi affaiblir la défense du côté de Sedan où eut lieu la percée. Et cela fonctionna effectivement ainsi. Les Allemands utilisèrent différents moyens pour tromper leurs ennemis, par exemple en faisant passer plusieurs fois la même troupe au même endroit. Au final il y avait tout de même 10 divisions au lieu des 23 signalées et 6 divisions à proximité immédiates de la frontière.

Un peu plus tard un plan d'invasion de la Suisse commençait à être exécuté à partir de la France. Ce plan avait été minutieusement élaboré par le capitaine von Menges, il prévoyait l'entrée en Suisse par le Jura et l'occupation rapide du pays. De fait 9 divisions vinrent effectivement se déployer le long de la frontière en été 40 et pourtant l'attaque n'eut pas lieu. Pourquoi ? Ce ne fut de loin pas la seule fois, au cours de la guerre, où des divisions menacèrent la Suisse mais à chaque fois sans attaque décisive. Hitler a dit regretter de ne pas être entré en Suisse en même temps qu'en Norvège. C'est cette préparation d'attaque, élaborée par le capitaine von Menges et minutieusement décrite par Klaus Urner dans son livre *"Il faut en-*

core avaler la Suisse" qui réduit à néant les allégations de l'inutilité de l'armée suisse pendant la dernière guerre.

Essayons d'examiner quelques raisons qui firent renoncer à l'attaque. On connaît celle qui prévaut actuellement et qui donne en premier la raison économique. Et pourtant en ce qui concerne le début de la guerre il n'y avait pas encore de ventes d'armes suisses à l'Allemagne. Un historien, Jürg Fink a, dans sa thèse datant de 1985, proposé plusieurs explications tendant à démontrer l'intention d'Hitler de préserver la Suisse, pour cela il s'est appuyé sur des déclarations de témoins proches d'Hitler, comme Henri Picker. Ce dernier aurait affirmé avoir entendu de la bouche même d'Hitler, lors de propos de table, tenus dans le Quartier général du Führer, le 17 juin 1940 à la frontière franco-belge, son intention de préserver la Suisse pour des raisons économiques et humanitaires. Or il s'avère que Picker n'a jamais été à cet endroit en ce moment et ce n'est que deux ans plus tard qu'il a assisté aux propos de table d'Hitler. Ceci est très important car par la suite beaucoup ont cru bon pouvoir s'appuyer sur les affirmations de Jürg Fink pour étayer une fois pour toute la thèse de la connivence entre la Suisse et l'Allemagne. Un faux témoignage tout simplement ! En plus Fink s'est bien gardé de mentionner une autre remarque de Pinker, remarque qui allait totalement au contraire de ses vues et de ses intentions, la voici: *«Le commandant en chef de l'armée suisse entre 1939 et 1945, le général Henri Guisan, parvint notamment à maintenir la Suisse hors de la Seconde Guerre mondiale en la transformant en hérisson militaire.*

Ceci est expliqué dans le livre de Klaus Urner *"Il faut encore avaler la Suisse"* toujours édité.

Le témoignage de Hermann Rauschning, qui fut compagnon d'Hitler et responsable nazi à Danzig est lui tout à fait crédible quant aux intentions de son maître. Le livre de Rauschning avait été interdit en Suisse pendant la guerre.

«....en moins de huit heures, nous atteindrons la côte », me dit-il avec une sorte d'enthousiasme cruel. Il envisageait aussi comme possible des conjonctures qui ne lui permettraient de risquer aucune grande guerre. Dans ce cas, il se tiendrait sur la défensive et laisserait à l'ennemi l'initiative de l'attaque. Mais alors il saisirait des gages: la Hollande, le Danemark, **la Suisse**, les Etats scandinaves.

Hermann Rauschning 1939, *Hitler m'a dit*, entretien en 1932 ⁹

Passer pour le boucher de la Suisse, ne gênait nullement Hitler. C'est le même Hitler qui avait reçu Carl Burckardt, alors Haut commissaire de la Société des Nations pour Dantzig, et qui lui déclara qu'il respecterait la neutralité de la Confédération. « *Les assurances de neutralité que nous avons données à la Hollande, à la Belgique, au Luxembourg et à la Suisse doivent être respectées scrupuleusement* ». On sait comment ces assurances furent respectées par la suite.

On a aussi le témoignage du général SS Schellenberg lors de son interrogatoire par les Britanniques après la guerre. Comme on le sait Roger Masson entretenait des contacts avec le général SS, contacts parfaitement légitimes il faut le souligner, mais contact avec un haut responsable nazi, tout de même.

[...] Décrivant fidèlement le déroulement de toutes ses entrevues, il s'attardera sur celle de Zurich. Il aurait assuré à Roger Masson que le Führer, contre toute attente, **tenait très fort à l'invasion de la Suisse**

⁹ Le témoignage de Rauschning passe pour suspect...à mon avis cette critique l'est tout autant pour la simple raison que ce témoignage concorde avec la réalité

Cependant il faut tout de même signaler cette remarque faite par le ministre allemand de l'économie, Walter Funk, au sujet de la "*Banque des règlements internationaux*, la BRI" dont le siège était à Bâle". Funk fit remarquer qu'il serait opportun, en cas d'attaque, de protéger cette institution. Mais il était loin de s'opposer aux desseins d'Hitler et sa remarque disparut dans des dossiers sans importance. Mais quelle était cette Banque internationale des règlements internationaux ? Sur un blog on trouve ceci:

Le "plan Dawes" avait été élaboré par J.P. Morgan et devait concéder à l'Allemagne des crédits de 800 millions de dollars les quatre premières années. Le "plan Dawes" échoua lorsque les paiements de réparations de l'Allemagne s'accrurent. Il fut remplacé par le "plan Young" (d'après le nom de l'agent de Morgan, Owen Young). Pour mieux dévaliser le pays, les banquiers internationaux créèrent en Suisse la **"Banque pour le Règlement International des Comptes"**. Cela faciliterait les paiements de réparations des dettes de la Première Guerre mondiale : il suffisait d'effectuer un virement du compte d'un pays sur le compte d'un autre pays dans la mesure où les deux pays avaient un compte dans cette banque.

Le professeur Quigley rapporte : "Il faut noter que ce système (les plans Dawes et Young) fût instauré par les **banquiers internationaux** et que le prêt d'argent à l'Allemagne leur rapportait très gros."

Plus loin on lit ceci:

Les énormes capitaux américains qui furent transférés en Allemagne depuis 1924 sous la couverture du "plan Dawes et du plan Young" constituaient la base sur laquelle Hitler allait construire toute sa machinerie de guerre. Ainsi que l'expose le Dr Anthony C. Sutton dans "Wall Street et l'ascension de Hi-

tlér" : "L'apport fourni à l'Allemagne, avant 1940, par le capitalisme américain en vue de préparer la guerre ne peut être qualifié que de phénoménal

Certes on déborde quelque peu du sujet en dévoilant le rôle des Américains mais pourquoi ne pas englober ce chapitre de l'histoire dans le chapitre des accusations faites à la Suisse?

Voici d'ailleurs un autre témoignage qui corrobore les faits:

[...] Il est curieux que Morgenthau ait pu faire des affirmations aussi catégoriques. Placé comme il l'était, il aurait dû savoir que durant toute la guerre les monopoles américains avaient mis leurs capitaux à la disposition de l'industrie allemande afin de lui permettre de produire des armements pour l'armée hitlérienne. Les preuves qui le confirment se sont étalées dans toute la presse des États-Unis dès la fin des hostilités, et l'on ne peut guère croire que Morgenthau l'ignorait pendant la guerre. Cependant, les méandres de la politique américaine d'alors étaient si tortueux que certains personnages, même haut placés dans l'appareil gouvernemental, n'ont peut-être même pas soupçonné le degré de collusion entre les États-Unis et l'Allemagne. En tout cas, si l'enquête entreprise par le Congrès au lendemain de la guerre sur cette collaboration a été rapidement close, nul ne saurait s'en étonner.

André Gromyko ; *Mémoires* p. 47, (ambassadeur soviétique auprès des USA pendant la guerre)

Ce que Gromyko se garde bien de dire c'est que l'URSS de Staline a elle aussi été pleinement impliquée dans le réarmement nazi ainsi la moitié en tout cas des matières premières soviétiques ont eu comme client l'Allemagne et pour contourner le contingentement imposé par le Traité de Versailles une bonne partie de la nouvelle armée allemande a été se former en URSS comme cela a été déjà

dit.

<http://www.livresdeguerre.net/forum/contribution.php?index=38170>

J'ajoute qu'un historien belge, Jacques Pauwels, a écrit un livre sur ce sujet: *Le mythe de la bonne guerre*, il a également fait une conférence que l'on peut voir sur ce site:

http://www.dailymotion.com/video/x10hfx_le-mythe-de-la-bonne-guerre_politics

Pauwels démontre que beaucoup d'entreprises américaines ont financé de façon incontestable le nazisme. Mais cette thèse, pourtant en partie connue, dérange manifestement beaucoup de monde. En Suisse, alors que les Américains nous ont violemment attaqué au sujet des ventes d'armes, on est en droit de s'interroger pour quelles raisons il n'y eut aucun historien suisse pour contre attaquer en mettant en avant la lourde responsabilité des industriels américains...

Je peux dire que l'explication de Pauwels correspond parfaitement aux faits que j'ai découverts dans mes lectures, particulièrement dans le livre de Marc-André Charguéraud *Le banquier américain* d'Hitler. Comme rien n'est simple on ne peut toutefois que constater que Pauwels ne fait pas grand cas des crimes stalinien dans sa vidéo conférence. Pauwels fait l'objet d'interminables débats dans les forums.

Mais revenons un peu sur les intentions du Reich vis-à-vis de la Suisse. Elles furent loin d'être bienveillantes, en clair la Suisse enrageait Hitler. Il savait l'armée et Guisan clairement engagés du côté allié, cela il le dénonça à maintes reprises, à tel point qu'il exerça des pressions auprès des politiciens suisses afin d'écarter Guisan.

Hitler avait déclaré que la stratégie des nationaux-socialistes consistait à anéantir l'ennemi "par le dedans", à le laisser se vaincre par lui-même. Le peuple adverse devait être démoralisé et prêt à capituler. Tel était en effet ce qu'Hitler prévoyait pour la Suisse, il dit d'ailleurs: "*Nous avons partout des amis en plein pays ennemi; nous saurons nous en servir.*". Il ne parlait pas forcément des fron-

tistes ou des nazis suisses mais bien de personnes occupant des postes importants dans divers domaines tels que bancaires ou industriels. Hitler, avant guerre, avait établi des contacts à Zurich avec ces personnes, il savait donc qu'il pouvait compter sur elles par la suite. Ce groupe de personnes, le "Volksbund" demanda une audience au Conseil fédéral qui reçut cinq membres le 1^{er} août 1940. Le Volksbund avait établi un programme d'alignement de la Suisse sur le Reich, pour cela il proposait de museler la presse, ce qu'exigeait l'Allemagne, il demandait aussi que la Suisse sorte de la Société des Nations et encore que l'on arrête "*la chasse aux sorcières*" à l'encontre des frontistes. Cette requête auprès du Conseil fédéral prit le nom de requête des 200, en fait ils n'étaient que 173. On ne sait pas jusqu'à quel point Pilet-Golaz partageait les vues du Volksbund, avec lui et sa façon de non communiquer on ne peut que supposer. Supposer par exemple qu'il n'était pas inintéressant de connaître l'avis de ces responsables économiques. Bien sûr on entre là au cœur de la question de la collaboration économique dans laquelle ces messieurs étaient les principaux acteurs. Rappelons que sans collaboration avec l'Allemagne toute l'industrie suisse pouvait fermer ses portes, on comprend dès lors en partie leur souci. Cette démarche du Volksbund était surtout la conséquence de la guerre des nerfs qui sévissait entre la Suisse et l'Allemagne à propos de la liberté de la presse. Au cours de cette guerre de la presse, l'Allemagne envoya 23 notes diplomatiques et fit faire 146 démarches pour protester contre l'agressivité de la presse suisse à l'égard du Reich. Durant toute la durée de la guerre Berne subit un feu ininterrompu de protestations de la part de Berlin. Tous les journaux suisses étaient interdits en Allemagne. Quant à la presse allemande, elle n'y allait pas par quatre chemins. Elle ne se gênait pas de qualifier les Suisses de parasites de l'Europe, de nains ridicules. Ou encore "*Même si, avec vos cerveaux fêlés, votre impudence et vos encéphales huileux de sacristains de synagogues, vous ne pouvez*

comprendre notre langage, nous vous disons ouvertement: vous avez cassé trop de carreaux. Votre compte débiteur est immense. Il ne sert à rien de vous cacher maintenant et de jouer les innocents. Dans la nouvelle Europe qui naîtra des ruines laissées par cette guerre et des sacrifices de nos soldats héroïques, il ne pourra pas y avoir de dépotoir pour les émigrés et les valets des juifs". Ce commentaire parut le 4 juillet 1940, peu après la défaite française. Il faut comprendre que l'Allemagne nazie avait sa propre définition de la neutralité et que pour elle cela signifiait que non seulement le gouvernement et l'armée devaient être neutres mais également le reste du pays et surtout les journaux et la radio. Ainsi les Allemands allèrent jusqu'à exiger la démission de certains rédacteurs. Cependant il n'y avait pas que les Allemands pour exiger de la part des journalistes plus de modération dans leurs propos et critiques. En effet du côté de l'armée Roger Masson, le chef des services de renseignements, Guisan, ainsi que le chef de l'Etat major étaient du même avis. Essayons de nous mettre à la place de ces responsables. Eux seuls étaient continuellement en contact avec les antinazis proches du commandement allemand, ceux-là même qui leur fournissaient les renseignements sur les intentions d'Hitler et de ses proches à l'égard de la Suisse. Ils savaient aussi qu'il serait difficile de jouer trop longtemps avec la susceptibilité d'Hitler. Roger Masson défendait la thèse allemande de la "*responsabilité du sang versé*". Voilà donc pourquoi ils auraient, eux aussi, volontiers censuré la presse. Ce n'était pas l'avis de Pilet-Golaz, le président de la Confédération en 1940 s'opposait à l'instauration de la censure préventive et souhaitait que Trump se tienne tranquille. Trump était l'attaché de presse de la légation d'Allemagne, il mena une violente campagne contre la presse suisse. Signalons que des militaires n'étaient pas d'accord avec le haut commandement et encouragèrent la presse à résister, ils lui rappelèrent qu'elle avait pour tâche de soutenir le

moral. Par contre du côté de la frontière, des militaires trouvaient un peu facile et irresponsable l'attitude provocatrice des journalistes.

On trouve dans la Tribune de Lausanne du mardi 4 juillet 1939 un article intitulé "*La liberté telle qu'on la voit*". En voici un extrait

[...] Mais si l'on veut conserver sa libre expression de pensée dans notre époque de force brutale, il est nécessaire de mettre la pondération et l'objectivité dans son jeu, quoi qu'il puisse arriver. Or plusieurs pamphlétaires rouges confondent trop aisément les gouvernements étrangers avec le Conseil fédéral et croient qu'on peut "enguirlander" tout un chacun comme un simple président de la Confédération...L'injure n'a jamais constitué un argument de poids.

Il nous faut aussi parler de la radio. Un des premiers actes du président Pilet-Golaz au moment où il prenait la direction du département politique avait été de charger von Salis de commenter les événements internationaux à la radio. Il ne lui avait posé aucune condition. Cela était déjà extraordinaire. Les conséquences furent considérables car la voix de la Suisse fut écoutée comme la seule voix impartiale. Partout dans le monde en guerre on se mettait à l'écoute des informations suisses. Au péril de sa vie, caché dans les combles d'un immeuble, dans des camps de concentration avec un récepteur bricolé, des deux côtés sur les champs de bataille. L'ancien chancelier autrichien Schuschnigg détenu dans un camp de concentration déclara après la guerre: "*Pas d'ironie, pas de sarcasme, uniquement une objectivité claire et sobre, sous laquelle perçait le sentiment, une objectivité qui n'oubliait jamais qu'il s'agissait non pas de chiffres intéressants, mais de vies humaines, d'une somme incalculable de tragique humain de tous côtés.*" J.R. von Salis était professeur d'histoire. Pour la Suisse-romande c'est René Payot qui joua le même rôle. Comprend-on aujourd'hui l'importance d'une information crédible dans de telles conditions ?

Ce furent les gens d'église qui militèrent le plus pour une liberté totale de la presse. Karl Barth attaqua la censure avec passion allant jusqu'à déclarer que la liberté d'opinion et la liberté de la presse valaient le "*risque d'une guerre*". Rien que ça! Karl Barth, théologien suisse était professeur, avant la guerre, à l'université de Bonn. Il avait refusé de prêter serment à Hitler au "*Führer du peuple allemand*" et de commencer son cours par le salut nazi. Ce qui le conduisit droit au tribunal. Pour Barth le serment qu'il avait fait de respecter la constitution devait suffire. Pas pour les juges qui l'expulsèrent d'Allemagne, comme des milliers d'autres étrangers réfractaires au régime. Les réfractaires allemands, dont beaucoup de communistes, allaient eux grossir les effectifs des camps de concentrations.

Finalement je pense que les journalistes comprirent jusqu'où ils pouvaient aller car la censure, tout compte fait, s'exerça assez peu et c'est cet état d'esprit qui permit de réaliser les émissions de Salis et Payot qui eussent été impossibles en laissant s'exprimer librement des violentes attaques verbales à l'encontre de l'Allemagne. Le simple fait de décrire les événements tels qu'ils se présentaient suffisait cependant aux Allemands pour demander la démission de Salis.

On comprend bien que la liberté totale de la presse aurait laissé libre court à toutes les factions extrémistes dont le but était la destruction de l'Etat

7. LES RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE

Avant que la Suisse ne fût encerclée en 1940, l'industrie d'armement travaillait surtout pour les Alliés, particulièrement pour la France et la Grande-Bretagne qui avaient passé d'importantes commandes de canons comme on l'a déjà vu. Le monde militaire était aussi particulièrement demandeur de matériel de micromécanique destiné au guidage et à la mise à feu des bombes ou torpilles, et aussi de montres. Nos mécaniciens et ingénieurs excellaient dans ce domaine. Lorsque la Suisse fut pratiquement entièrement entourée par les puissances de l'Axe et les pays dépendant, France et Autriche, il ne lui fut tout simplement plus possible d'exporter du matériel lourd à l'Angleterre et aux pays libres, pour ce qui était de la France la question était réglée. Le seul client potentiel devenait l'Allemagne. Rappelons que rien n'interdisait la vente d'armes à partir d'un pays neutre¹⁰. Le seul choix que la Suisse avait était soit de renoncer au commerce avec l'Allemagne soit d'être asphyxiée économiquement. La chose était loin d'être simple pour elle puisque l'entier de son approvisionnement dépendait uniquement de l'Allemagne, c'était le seul pays avec qui elle pouvait traiter pour recevoir des matières premières, en particulier le charbon, mais aussi des semences et bien d'autres choses. Certes il y avait aussi l'Italie avec le port de Gênes mais pas pour le charbon en tout cas puisque tout le charbon pour l'Italie provenait lui aussi d'Allemagne à travers le Gothard. Il faut être clair, dans une période telle que la Seconde Guerre mondiale c'est l'entier de l'industrie mondiale qui produisait des armes, partout ce produit avait la priorité, ce qui induisit des fortunes colossales dans le monde, surtout aux EU. La Suisse ne

¹⁰ Ce sont en fait les Américains eux-mêmes qui ont tenu à ce que les Neutres puissent librement commercer, ceci lors des Conventions de la Haye en 1907

pouvait pas, elle seule, fabriquer autre chose, ce d'autant plus que cela lui permit d'améliorer et de renforcer sa propre armée. La fabrication et la vente d'armes à l'Allemagne firent partie des concessions indispensables à sa survie. Mais il faut aussi s'entendre sur la quantité vendue, elle représenta, au dire même des Allemands après la guerre, que le 0,3 % de la totalité produite pour l'Allemagne, ce chiffre fut amené autour des 1 %. Les Allemands comprirent qu'une fois entourée ils pouvaient exercer un chantage continu à l'encontre de la Suisse en la menaçant de réduire ou de stopper la vente de charbon et il est vrai qu'à chaque fois les négociateurs suisses durent céder. Mais ces négociateurs furent tout de même excellents et firent en général un très bon travail, en excédant parfois les Allemands. Comment faire comprendre de nos jours, qu'à cette époque la Suisse devait mendier son approvisionnement aux Allemands, aux nazis, alors que la grande majorité de sa population détestait cette idéologie ? Ajoutons encore que le chômage aurait été considérable sans production d'armement, entraînant forcément une démoralisation que l'on voulait éviter à tout prix. En fait sans arrangement avec l'Allemagne la Suisse n'avait plus aucune ressource si ce n'est l'agriculture qui couvrait la moitié de ses besoins et l'électricité hydraulique. Cette situation aurait pu entraîner la guerre civile entre résistants et collabos et faciliter l'occupation du pays par les Allemands comme dans le cas du Danemark ou de la Norvège.

[...] Ce n'est pas non plus un hasard si, jusqu'à présent, on n'a trouvé aucune indication confirmant un intérêt particulier de la part d'Hitler, en 1940, pour l'économie suisse. Jusqu'à son offensive à l'Ouest, le Troisième Reich s'était montré étonnamment indifférent en ce qui concerne des livraisons de matériel de guerre helvétique, à quelques exceptions près. Les capacités d'exportation suisses dans le domaine de l'armement étaient presque entièrement absorbées par les propres besoins des Alliés. Les chiffres publiés par Robert U. Vogler, pro-

venant de la Section du service technique militaire, le démontrent d'une manière impressionnante: jusqu'au 20 mars 1940, la France et la Grande-Bretagne avaient commandé pour 264 millions de francs de matériel de guerre alors que les commandes allemandes se montaient à 149 594 francs

Klaus Urner - *Il faut encore avaler la Suisse*

Les achats d'or aux Allemands

Situons d'abord le contexte, en comparaison avec la Suède qui avait une autonomie d'approvisionnement de 95% la Suisse, elle, arrivait à peine à 54 %. Il manquait donc presque la moitié de matière nécessaire pour maintenir la survie du pays. Pour payer les importations il fallait soit offrir d'autres biens en échange, ce qui était le cas avec les armes pour l'Allemagne qui nous fournissait entre autre le charbon, soit pouvoir payer ces biens avec une monnaie dont on aurait assuré le maintien de sa valeur. Des pays avaient abandonné la parité or, la Grande-Bretagne et la Belgique par exemple, mais ces deux pays possédaient des colonies leur garantissant une contre valeur matérielle à leur monnaie. En temps de paix la Suisse pouvait se prévaloir d'une main d'œuvre de qualité assurant à elle seule une garantie de la monnaie, ainsi que des banques déjà attractives. Mais en temps de guerre mondiale, entièrement entourée et menacée à tous moments, que valaient ces garanties ? Autant le dire rien ! La valeur du franc suisse (CHF) était maintenue uniquement avec la parité or, sans cette parité il eût été difficile de démontrer la valeur du franc dans un pays ne possédant aucune matière première. Ce n'était pas le cas d'autres pays neutres : l'Espagne, le Portugal, la Turquie et la Suède qui fournirent tous leur matière à l'Allemagne. Il y avait entre autre du fer, du tungstène, de l'aluminium. Revenons à l'or. Lorsque la situation devint très dangereuse en Europe pratiquement tous les pays s'occupèrent à mettre leur réserve d'or à l'abri ou en sécurité. Juste avant le début de l'at-

taque allemande la Suisse affréta un avion Swissair pour les EU avec les 2/3 de sa réserve d'or. Cet or, suite au blocus imposé aux neutres, les EU le bloquèrent; la Suisse ne pouvait donc plus le faire valoir pour la parité du franc. Les Belges confièrent une partie de leur or aux Français qui le transférèrent quelque part dans une de leurs colonies en Afrique. Aussitôt l'armistice signé, le gouvernement de Vichy ordonna de rechercher cet or et de le remettre aux Allemands, consternation et protestation des Belges. Les Allemands fondirent cet or afin de l'identifier et de le rendre semblable à ses propres réserves. Ils payèrent tout de même les Belges, mais en DM. Les Français avaient comme les Suisses aussi transféré leur or aux EU. A la fin de la guerre les Américains obligèrent les Français à restituer l'or à la Belgique, mais les Français, au procès de Nuremberg avaient eux réclamé cet or... à la Suisse, ce qui leur fut refusé. Certains petits pays européens avaient confié une partie de leur or à la Suisse. Telle était en gros la situation au début de la guerre. Il nous faut maintenant expliquer en partie le pourquoi des achats d'or à l'Allemagne. Comme on l'a dit les neutres fournissaient leur matière première à l'Allemagne et au début de ces ventes ils étaient payés en or, ce qu'ils ne voulurent plus. Ils réclamaient d'être payés en CHF. Ainsi la Suisse achetait de l'or à l'Allemagne, l'Allemagne payait les neutres en CHF et en dernier les neutres rachetaient de l'or à la Suisse, cette opération était dite "*triangulaire*". Un exemple de l'importance de la bonne valeur du CHF est celui de l'achat de blé à la Roumanie. La Suisse emporta la commande à la barbe de l'Allemagne pourtant alliée à la Roumanie. Il est clair qu'au niveau de l'Etat, de la Banque nationale, il n'y avait, dans ces opérations aucune volonté d'enrichissement, cependant il n'y a pas de doute que tout cela s'est imbriqué dans de furieux marchandages où le chantage des livraisons allemandes était omniprésent. Ces achats d'or soulevèrent la question de la responsabilité de la Suisse quant au financement du Reich. Il est vrai que le Deutsche Mark ne

valait pas grand-chose à l'extérieur des pays dépendant de l'Axe, cependant pensez-vous vraiment que l'Allemagne avait besoin du CHF pour payer toute l'industrie européenne qui travaillait pour elle ? Quant aux neutres ils avaient eux aussi besoin de vendre leur marchandise et cela se serait fait même sans l'aide des opérations triangulaires. L'Espagne avait une très grande dette envers l'Allemagne à la suite de la guerre civile (quand bien même cette guerre dite civile était également une agression germano-italienne). Au compte final l'Allemagne vendit pour 1,4 milliard de CHF d'or à la Suisse. Parlons aussi de l'aide du CHF aux Alliés. C'est bel et bien la BNS qui soutint le dollar qui s'écroulait. Le CHF permit aux Alliés de financer des mouvements de résistance, d'espionnage ainsi que leur diplomatie.

L'industrie britannique avait besoin, comme les Allemands, de pièces d'horlogerie suisses pour leurs armements. Le contre-blocus allemand gêna considérablement les livraisons. Dans un premier temps cependant elles purent s'effectuer sans contrôle, par paquet de 2 kilos par l'Italie, mais les Allemands le découvrirent et l'empêchèrent. L'attaché commercial britannique à Berne organisa alors une contrebande par la France. Des diamants industriels à l'état brut furent introduits en France pour y être taillés, puis réintroduits en Suisse. Les tailleurs de diamants français étaient payés en or brut.

Par ses services secrets, Staline était parfaitement au courant de toutes ces opérations et donc certainement les Alliés aussi. Les autres neutres ainsi que les Alliés, par leur banque BRI à Bâle, achetèrent également de l'or nazi, pas plus propre que celui acheté par les Suisses. Seul le maintien de la parité or du franc suisse en fit la monnaie forte de la dernière guerre et ceci en pleine connaissance des Alliés qui en profitèrent également. Il est dès lors totalement déplacé de prétendre découvrir un fait archi connu des Alliés et de s'en offusquer. Ajoutons que les autres neutres ne pouvaient pas

prétendre à la pureté de l'or qu'ils achetaient à la Suisse en sachant parfaitement que c'était de l'or allemand.

Il est assez paradoxal qu'au cours de ces dernières années, certains ont habilement joué sur tout ce qui entoure l'or pour culpabiliser la Suisse et qu'en même temps les hyper mondialistes américains ont réussi à forcer la Suisse à vendre ses réserves d'or

Les prêts financiers à l'Allemagne

Lors des tractations commerciales avec la Grande-Bretagne en 1940, traitant particulièrement sur des prêts financiers demandés par la Grande-Bretagne, Pilet-Golaz fit la remarque suivante:

"Même si l'ouverture du crédit était réellement déjà promise et devenue inévitable, on devrait l'assortir de conditions que l'Allemagne, en particulier, ne serait pas en mesure de remplir, par exemple celle d'un dépôt d'or. L'ouverture d'un crédit à l'Allemagne serait une affaire très risquée, et le Conseil fédéral s'exposerait à de vives critiques s'il y prêtait la main. D'autre part, on doit cependant se demander s'il pourrait refuser une opération qu'il a accepté de faire pour l'autre partie."

Chacun a le droit de juger des faits qui lui paraissent délictueux, malhonnêtes ou inappropriés. De prime abord le fait d'accorder des prêts financiers aux nazis entrent dans ces appréciations. Mais on ne peut juger sans connaître ni le contexte ni les enjeux. La Suisse n'a pas à trouver des excuses pour une situation dont elle n'était aucunement responsable, ce sont par contre bien des explications qu'il y a lieu de donner. Jouons cartes sur table, que se serait-il passé si la Suisse avait décidé de ne pas commercer avec l'Allemagne nazie ? Cette option lui aurait-elle évité les vives critiques qu'elle a subies ? Pour le savoir on n'a pas d'autre choix que de tenter de comprendre ce qui se serait alors passé. Incontestablement la résistance totale

annoncée par Guisan a évité l'invasion allemande, dès lors Hitler choisit l'étouffement économique de la Suisse en imposant l'option donnant donnant: vous voulez du charbon, de l'acier ? Très bien, fournissez-nous alors des armes et des prêts sinon vous n'aurez rien de notre part. La question est de savoir comment la Suisse s'en serait sortie sans approvisionnement allemand. Le chauffage était déjà difficile il serait devenu impossible, l'industrie ne pouvait plus fonctionner sans approvisionnement en matière première et d'autres fournitures et l'agriculture aurait manqué de semences. Que faire sans essence et sans charbon? Le pays se serait considérablement affaibli et la volonté de résistance risquait de fortement diminuer. Le seul atout qui restait à la Suisse face à l'Allemagne était le transit marchandise à travers le Gothard. Je crois raisonnable d'affirmer que dans une pareille situation la Suisse n'aurait pas tenu le coup, ce d'autant plus qu'elle n'aurait pas pu renforcer son propre armement. Je pense que cette option dut être envisagée par les Allemands bien que je n'en n'aie pas lu un compte rendu. Ce qui est certain c'est que le CHF se serait écroulé rendant du même coup également difficile tout achat passant par Gênes.

La Suisse aurait-elle survécu ? Mystère ! Aurait-elle échappé aux critiques ? Peut-être. Mais l'option qu'elle prit n'était même pas un choix volontaire c'était uniquement une option de survie, les considérations morales dans une situation de guerre viennent bien après. La plupart du temps le choix n'est pas entre une bonne et une mauvaise action mais entre la moins mauvaise action. Cela ne signifie pas que certains politiciens ne se soient inquiétés de cette situation de dépendance et de commerce avec l'Allemagne, même Pilet-Golaz parla de *concessions effroyables*.

On ne peut évoquer le commerce avec l'Allemagne sans aborder la question du Gothard. Le transit à travers ce tunnel était régi par une double convention, d'abord celle du Traité de la Haye en 1907 régissant le droit des neutres, puis une convention spéciale en 1909.

Selon ces traités la Suisse avait l'obligation de maintenir le trafic entre l'Allemagne et l'Italie y compris en cas de guerre. En clair, la fermeture du tunnel par la Suisse violait les conventions en vigueur. Cependant le transport des armes échappait aux conventions, ce qui fit qu'il n'y eut pas de trains chargés d'armement allemands à travers le Gothard. G-A Chevallaz mentionne tout de même des passages d'armement jusqu'en 1941. Par contre l'approvisionnement en charbon allemand pour l'Italie passa par ce chemin. Ce qui fait qu'en définitive il était parfaitement normal que le trafic à travers le Gothard ait augmenté pareillement pendant la guerre, simplement parce qu'il servit au commerce entre l'Italie et l'Allemagne ainsi qu'à l'approvisionnement de la Suisse par l'Italie. Il y eut des trains de travailleurs italiens pour l'Allemagne, ce que la Suisse ne pouvait empêcher puisque ces deux pays étaient alliés. Il y eut aussi quelques rapatriements en Allemagne de grands blessés, ce qui allait dans le sens de l'humanitaire. Suite aux allégations mensongères de passages de trains de déportés juifs à travers la Suisse, un rapport a été établi à ce sujet par l'université de Genève qui conclut à l'absence totale de tels convois

8. LES RELATIONS AVEC LES ALLIES

Maintenant il faut aussi voir ce que la Suisse, dans cette situation, rapporta non seulement à l'Allemagne mais également aux Alliés et aux différents mouvements de résistances. En restant une démocratie et dans sa position centrale au cœur même du plus gigantesque conflit que le monde ait connu, la Suisse fut le centre névralgique de la guerre, ceci en attirant sur son sol un nombre incroyable d'espions de tous bords. La venue en Suisse de l'Américain Allen Dulles pour y installer un bureau de l'OSS, ancienne CIA montre l'intérêt des Alliés pour la Suisse et son admirable service de renseignements. Dulles était chargé d'assister et de financer les mouvements de résistance en Europe y compris les antinazis allemands. Dulles confirme dans son livre écrit en 1966 *"Les secrets d'une reddition"* la précieuse collaboration des SR suisses, il confirme là sa haute estime à l'armée et à Guisan.

[...] La position officielle des Suisses, en ce qui concernait mon travail, fut celle d'une parfaite neutralité, mais d'une neutralité bienveillante. Il fallait naturellement qu'ils soient persuadés de ma discrétion, de mon bon sens, et de mon entière compréhension de leur situation

Sir David Kelly était ministre de Grande-Bretagne à Berne voici ses propos dans ses mémoires écrites en 1952

" Si nous avons réussi en bloquant toutes les importations suisses de provenance d'outre-mer à mettre fin aux exportations suisses en Allemagne et aux exportations allemandes en Italie (à travers la Suisse), nous aurions non seulement ruiné l'économie suisse mais aussi enlevé aux Allemands leurs deux

raisons majeures de laisser subsister une Suisse libre." Il ajoute: " Nous avons le plus grand intérêt à ce que la Suisse restât neutre et intacte."

C'est David Kelly qui avait demandé en 1939 à la Suisse de renoncer à son interdiction de ventes d'armes. Du coup on comprend mieux sa remarque...

Après la guerre divers chefs de services de renseignements alliés se sont plus à souligner combien la plate-forme suisse leur avait été précieuse pour leur activités d'espionnage, les responsables de "l'Intelligence Service" considérant qu'elle était un lieu privilégié pour recueillir des informations et de les recueillir sans danger en raison de l'attitude complaisante des autorités fédérales

J-J Langendorf " *La Suisse dans les tempêtes du XX^e siècle*, p179)

Le Premier Ministre Winston Churchill au secrétaire des Affaires étrangères. 3 décembre 1944

Je note ceci pour les archives. De tous les pays neutres, c'est la Suisse qui mérite le plus d'être citée. Elle fut la seule force internationale à servir de lien aux nations horriblement séparées et à la nôtre en particulier. Quelle importance cela peut-il avoir qu'elle ait été capable de nous donner les avantages que nous recherchions sur le plan commercial ou qu'elle ait donné trop aux allemands pour se sauver elle-même? Elle a agi en État démocratique luttant pour la liberté au milieu de ses montagnes et fut, en esprit, malgré la différence de race, largement de notre côté.

J'ai été étonné de la sauvagerie d'U. J. (Staline) à son égard et malgré mon respect pour cet homme grand et bon, je n'ai pas été influencé du tout par son attitude. Il les a traités de swine et il n'a pas l'habitude d'employer un tel langage sans y croire. Je suis persuadé que nous devons nous tenir aux côtés

de la Suisse et expliquer à U. J. pourquoi nous agissons ainsi. Le moment pour envoyer un tel message devra être soigneusement choisi...

W.S.C. (Winston Churchill)

Dans ce texte Churchill mentionne le terrible ostracisme de Staline à l'égard de la Suisse. Quelles en étaient les raisons? La Suisse n'avait pas encore reconnu le régime communiste ce qui créa de nombreuses difficultés entre les deux pays. L'URSS accusa la Suisse de maltraitance auprès des prisonniers russes en Suisse. En fait de maltraitance ces derniers seront soit déportés en Sibérie soit exécutés à leur retour.

Staline n'apprécia pas le démantèlement du réseau d'espionnage soviétique en Suisse par la police suisse.

Et puis bien sûr Staline était au courant de la collaboration commerciale de la Suisse avec l'Allemagne.

Au bout du compte Staline proposa même aux Alliés d'envahir la Suisse.

Churchill, comme on le voit, fut le meilleur allié de la Suisse, c'est important de le dire car de loin, il n'eut pas toujours de compréhension pour la neutralité en général, ceci déjà lors de la guerre 14-18. Il dut reconnaître que si la Suisse s'était engagée militairement - cela aurait tout à fait pu être le cas - ni les Alliés, ni les prisonniers n'auraient pu bénéficier des actions qui furent entreprises à partir et par la Suisse: assistance aux prisonniers, puissance protectrice et renseignements. Comment peut-on de nos jours, pour juger l'attitude suisse, faire plus confiance à l'avis de gens qui n'ont pas vécu la guerre, qu'à l'un des plus hauts responsables alliés ?

Voici le témoignage de l'Américain Lauchlin Curie qui était le négociateur pour la Suisse désigné par Roosevelt, cela se passait en février 44

Curie racontait: " Je vins en Suisse avec un préjugé. Je pensais que nous discernerions une très nette hostilité...Ce qui m'a le plus surpris, c'est l'accueil vraiment cordial qui nous a été réservé. Au lieu de froideur, nous avons rencontré beaucoup de sympathie. Cela nous a très agréablement surpris et nous a montré dès le premier jour que le peuple suisse et ses autorités n'étaient nullement les complices volontaires des puissances de l'Axe mais, au contraire, des démocrates éprouvant beaucoup de sympathie et de compréhension pour la cause des Alliés.

Nobs à Petipierre, Berne 2 mars 1945

Edgar Bonjour; *Histoire de la neutralité suisse* ; vol. VI p. 359

Curie déclara au conseiller fédéral Nobs qu'il avait pu se convaincre complètement, au cours des négociations avec les Suisses, que les concessions que la Confédération avait dû faire, les dernières années, aux puissances de l'Axe avaient été imposées par les circonstances et par l'encerclement du pays; la Suisse, pensait-il, ne pouvait rien faire d'autre si elle voulait conserver son indépendance en tant qu'Etat, et l'on ne pouvait par conséquent lui reprocher sa politique des années de guerre

Edgar Bonjour ; *Histoire de la neutralité suisse* vol. VI p. 364

: « Nous sommes reconnaissants de l'existence d'une démocratie forte au sein de l'Europe. Il est réconfortant pour nous de savoir qu'il y vit un peuple qui partage nos idées et qui réagit comme le peuple américain, un peuple qui réprouve l'agression et une dictature arrogante et orgueilleuse, un peuple qui a compris la nécessité de la tolérance et les droits de la raison. »

Edgar Bonjour *Histoire de la neutralité suisse* vol. VI p. 369

Dingle Foot, le négociateur britannique en Suisse en février 45 dit qu'il reconnaissait maintenant seulement l'importance de la neu-

tralité, de cette neutralité qui est pour la Suisse ce que la liberté des mers est pour la Grande-Bretagne.

"Nous avons respecté la neutralité traditionnelle de votre pays et nous avons sympathisé avec votre difficile situation passée. Nous avons renoncé à vous présenter nos demandes lorsque vous étiez isolés par notre ennemi et que vous ne pouviez faire autrement que de commercer avec lui. Mais maintenant le cours de la guerre a changé. Nous nous trouvons maintenant dans une meilleure position pour répondre à vos besoins les plus urgents et à défendre vos libertés en cas de menace".

Lettre officielle de janvier 45 de F.D. Roosevelt adressée au Président de la Confédération

"La Suisse a permis aux Alliés d'effectuer sur son sol des opérations capitales menées à grande échelle par leur services secrets grâce auxquelles les Alliés ont pu poursuivre la guerre avec une efficacité et une rapidité accrues, ce qui a probablement contribué à écourter le conflit. Les Suisses ont donné asile à 1600 aviateurs abattus et à des milliers d'évadés d'Allemagne et des camps de prisonniers." Il s'agit là de contributions capitales à la cause alliée.

Faith Whyttlesey, ambassadrice américaine

Tout le monde n'eut bien entendu pas la même compréhension envers l'attitude de la Suisse et d'autres témoignages négatifs émanèrent de certains délégués britanniques à Berne. Mais les principaux responsables, tel que Churchill, avaient eux compris.

En février 1945 eurent lieu en effet en Suisse des négociations économiques avec les Alliés, c'est-à-dire avec l'Américain Lauchlin Curie, le Britannique Dingle Foot et le Français Paul-Henri Charguéraud, la Suisse était représentée par Walter Stucky qui avait été ambassadeur auprès du gouvernement de Vichy. Le but pour les

Alliés était de forcer les Suisses à réduire drastiquement les échanges commerciaux avec l'Allemagne et entre l'Allemagne et l'Italie à travers le Gothard. Les Alliés incitèrent les Suisses à se ranger entièrement de leur côté ce qui revenait en fait à abandonner la sacro-sainte neutralité, ce que les Suisses n'étaient en aucun cas enclins à faire. La Suisse répliqua qu'elle ne pourrait en aucun cas déclarer la guerre à un pays déjà à terre comme l'était l'Allemagne. Il s'agissait aussi pour les Alliés d'empêcher le recel dans des pays neutres des biens volés. Concernant le passage à travers le Gothard il était difficile pour la Suisse de violer les accords internationaux régissant ce trafic mais elle finit par accepter d'empêcher la livraison du charbon allemand à l'Italie sous prétexte qu'elle-même manquait de charbon. On se demande tout de même en quoi des livraisons de charbon allemand à l'Italie pouvaient nuire aux Alliés. Finalement les accords eurent lieu, les Alliés demandèrent à la Suisse d'accorder un prêt de 250 millions à la France comme aide à la reconstruction, ce qui fut accordé. Ajoutons encore que de telles négociations eurent également lieu auprès des autres pays neutres mais elles furent moins dures !

De nouvelles négociations suivirent avec les Américains mais aux EU le 18 mars 1946; les EU maintenaient toujours bloqué les avoirs suisses. Elles concernèrent cette fois plus précisément les achats d'or à l'Allemagne et à l'Italie. Toute la question tournait autour de la question de l'or volé par les Allemands. Si l'on s'en tient au Traité de la Haye de 1907 il est dit qu'une puissance occupante a le droit de disposer de l'or du pays occupé à condition que l'or appartienne à l'Etat. Pour cette raison la Belgique avait privatisé sa banque, mais on sait qu'à la fin cet or fût remis aux Allemands par la France, cependant les Allemands payèrent tout de même cet or mais en DM. Ces négociations furent bien plus dures pour la Suisse que les précédentes. On a tendance de nos jours à les mettre en évidence pour culpabiliser la Suisse, dans le sens des purs libérateurs

américains face aux banquiers profiteurs. Sachons qu'a peu près en même temps, comme l'a signalé Gromyko, un débat faisait rage aux EU quant à leurs propres ventes d'armes aux Allemands ! Voyez comme rien n'est simple, ni tout blanc ni tout noir. De toute façon les EU avaient bien l'intention d'être les maîtres de la reconstruction de l'Europe. Encore une chose, lors des négociations en Suisse en février 45 la Suisse acheta pour 50 millions d'or aux Allemands, ceci en accord avec l'Américain Curie. Il faut aussi savoir que la Suisse acheta plus d'or aux Alliés, en particulier aux EU, qu'à l'Allemagne soit pour 2,5 milliards de CHF mais l'or suisse restait bloqué aux EU depuis juin 41. Je dois avouer que je n'ai pas encore saisi la raison pour laquelle les Alliés avaient tant besoin de CHF et la raison pour laquelle la Suisse dut soutenir le dollar. Mais cela démontre à merveille que cette question est bien plus complexe qu'on le pense et toujours d'actualité concernant la parité or.

A la fin de ces négociations la Suisse dut verser 250 millions de CHF pour l'aide à la reconstruction. Si l'on imagine, en connaissance de ces faits, que la Suisse se serait enrichie au cours de la guerre, la réalité des chiffres dément une telle idée, voici la comparaison entre la Suisse, la Grande-Bretagne et les EU: réf. *Le mobbing d'un petit pays* J-C Lambelet

Evolution du revenu par habitant (approximatif)

	1938	1941	1944	1946	1954
CH	100	85	87	100	122
GB	100	112	87	100	123
EU	100	137	175	150	173

On ne peut parler du commerce avec l'Allemagne sans dire un mot de ce qui fut réalisé en Suisse pour subvenir aux besoins du pays. Très tôt la Suisse organisa l'économie en fonction de la situation, cela s'est fait par la collaboration entre fonctionnaires et cadres

de l'économie. Tout fut mis en œuvre pour tirer le maximum des ressources naturelles, du recyclage et de la fabrication de produits de remplacement. Un bureau spécial, le bureau pour l'emploi des matières usagées, réglait toutes choses : la publicité, les prix, le commerce. Bien que faible en Suisse, l'extraction de minerais fut poussée au maximum, toutes sortes de matières, auparavant sans grande valeur, furent récupérées et réutilisées. On utilisa de nouvelles matières synthétiques comme la fibranne pour le textile. Des usines de saccharification (transformation en sucre) du bois produisirent de l'essence. Le traitement de l'étaupe usagée fournit des quantités extraordinairement élevées d'huile et de graisse, tandis que les os donnaient de la graisse pour la fabrication de savon, de bougies et de glycérine. La valeur des produits obtenus par la régénération des matières usagées représenta à peu près un cinquième de l'importation des matières premières avant la guerre.

Du bois également on fit du charbon et du gaz. L'électricité hydraulique, ressource naturelle, fut parfaitement exploitée. La distribution et la répartition des biens vitaux furent réglementées.

Cette gestion de l'économie, telle que l'a vécue la Suisse pendant la période de guerre mérite notre respect car elle fit appel à une grande solidarité et à un effort commun.

Les bombardements alliés

Dans les relations avec les Alliés on doit mentionner les bombardements accidentels à plusieurs endroits. Le 1^{er} avril 1944 trois vagues de 13, 20 et 24 bombardiers américains larguèrent des bombes incendiaires et brisantes sur Schaffhouse ce qui provoqua la mort de quarante personnes et en blessa une centaine dont une trentaine grièvement. Septante bâtiments furent détruits ou fortement endommagés. D'autres lieux furent également atteints en Suisse et, en tout, il y eut 77 bombardements qui larguèrent 170 tonnes de

bombes. Il y eut en tout 84 morts. Certains pensent que ces bombardements n'étaient pas dû au hasard mais destinés à punir la Suisse, si tel avait été le cas on ne comprend pas pourquoi les Américains présentèrent des excuses et indemnisèrent la Suisse. Ensuite on ne comprend pas pourquoi ils n'auraient pas également agi de même dans les autres pays neutres qui livraient leur matière première à l'Allemagne. La vérité est plus simple, la Suisse se trouvait au centre de la puissance de l'Axe et il n'était pas évident pour les pilotes de toujours savoir où ils étaient.

Peut-être qu'un historien a fait des recherches plus approfondies sur ce sujet, par exemple en ayant interrogé les pilotes.

Le blocus des Alliés

Ce blocus des marchandises destinées à l'Europe avait pour but d'éviter tout détournement au profit des Allemands, c'est pourquoi la Suisse dut négocier durement afin de maintenir son approvisionnement, c'est ainsi que fut créée une flotte marine helvétique. Chaque bateau approvisionnant le pays devait auparavant se munir d'un certificat de navigation délivré par les deux camps (navicert). Mais d'autres pays en Europe souffrirent bien plus que la Suisse du blocus, en particulier la Grèce qui subit une famine effroyable. Dans *le Troisième combattant* le Dr Junod, délégué du CICR, en parle et l'on peut voir une photo montrant un groupe d'enfants dans un état squelettique effrayant. Cependant l'occupation italienne a sa part de responsabilité dans cette famine

9. LES RELATIONS AVEC LA FRANCE

Elles furent de deux ordres, l'une officielle avec le gouvernement de Vichy où le ministre Walter Stucki était en poste, l'autre secrète entre la Résistance française ou du moins l'une de ses branches et les Services de renseignements de l'armée suisse.

Walter Stucki était en effet chargé de représenter les intérêts helvétiques auprès des autorités françaises du régime de Vichy. C'était une très forte personnalité qui œuvra pour faire le maximum de ce qu'elle pouvait, dans les circonstances que l'on connaît où les pouvoirs s'entredéchiraient. Il avait pour tâches principales de tenter de maintenir les diverses possibilités d'approvisionnement de la Suisse à partir de la France et de défendre les Suisses résidant en France, en particulier les Juifs. Concernant ces derniers, des rapatriements en Suisse furent effectués. En 1940, lors de la défaite française, en tant que colonel d'artillerie, W. Stucki ne manqua pas d'analyser quelques faits intéressants pour la Suisse, en particulier sur les erreurs commises qui empêchèrent la destruction des ponts. Il eut de nombreux contacts avec Pétain qui l'a pris souvent à témoin...des contacts aussi avec Laval, avec les Allemands et en 1944 avec la Résistance. Toujours à Vichy, lors de la débâcle allemande, il alla prendre contact dans le maquis avec les chefs de la Résistance afin d'éviter un bain de sang dans cette ville. A cet effet, il réussit aussi à persuader les Allemands en fuite à éviter de traverser Vichy, ce qui n'était pas rien si l'on songe au mot d'ordre d'Hitler de pratiquer la *terre brûlée*. Le bain de sang n'eut effectivement pas lieu.

Le 26 août au matin, la dernière colonne de la SS quitta Vichy précipitamment, y laissant quinze grands blessés, que Stucki prit sous sa protection, et un important matériel, en partie très précieux. A ce moment-là, Vichy risquait particulièrement d'être occupé par les communistes. Sur la recommanda-

tion de Stucki, les troupes des FFI firent par conséquent, vers midi, leur entrée dans la ville. A 15h30 la transmission des pouvoirs se fit, dans les formes, à la légation de Suisse, sous la présidence de Stucki . Ce moment tellement redouté ne suscita aucun incident sérieux. Au cours des deux jours qui suivirent, le ministre de Suisse dut intervenir encore plusieurs fois pour dissuader les colonnes allemandes de traverser la ville. Sa mission ne prit fin que lorsque la dernière troupe allemande, venant de Clermont-Ferrant, eut dépassé Vichy à l'ouest.

La gratitude générale, tout particulièrement des autorités et de la population de Vichy, mais aussi des Résistants et des autorités militaires allemandes, fut extraordinairement profonde. Stucki avait, en réalité, tenu pendant quelques jours toutes les rênes dans sa main. C'est à ses efforts qu'est dû le fait que le passage d'un régime à l'autre s'est fait sans effusion de sang. Le 29 août il fût nommé citoyen d'honneur.

Edgar Bonjour *Histoire de la neutralité suisse* vol V p. 326

La France de 1945, celle du général de Gaulle, n'oublia pas les bons services rendus par la Suisse. Dans un discours prononcé le 21 juin, le ministre des prisonniers de guerre exprima les sentiments que voici: "Le fait que, d'une façon générale, nos prisonniers de guerre sont rentrés en très bonne forme est un vrai miracle. Nous devons ce miracle au CICR et à la Suisse. Nous le devons aussi à la convention de Genève, dont l'amélioration à la lumière des expériences de la guerre est une tâche des plus urgentes."

Il évoqua en outre la profonde "francophilie" du peuple helvétique, en particulier en Suisse alémanique, où les sentiments étaient forts différents de ce qu'ils avaient été lors de la première guerre

Edgar Bonjour *Histoire de la neutralité suisse* vol V p. 329

Bénouville a vécu la défaite de 1940, défaite qu'il 'a pas acceptée. Il décida d'abord d'aller en Algérie où il fût dénoncé et emprisonné. Ramené à Marseille il finit par être libéré et c'est à partir de ce moment qu'il décida de rester en France pour combattre l'occupation. En fait la Résistance combattait à la fois les Allemands, les Italiens ainsi que leurs propres concitoyens

L'autre relation entre la France et la Suisse est d'un tout autre ordre. L'histoire de la Résistance française fit l'objet de nombreux livres et récits. Je me suis référé au livre de Pierre de Bénouville *Le sacrifice du matin*. L'intérêt est que l'auteur fut un acteur et donc un témoin de la Résistance et que ce témoignage concerne en partie la Suisse, l'auteur fut aux services des deux occupants, tout ceci sans aucune protection ou convention traitant les prisonniers ! La Résistance avait besoin de tout: armes, vivres, matériel, et pour se faire devait impérativement rester en contact avec Londres ou avec les Américains. Mais le contact en France était difficile et dangereux, autant par radio que par contact direct. Il se fait que l'armée suisse avait à sa tête des francophiles convaincus et que neutralité ou non, elle avait clairement désigné l'ennemi, à savoir l'Allemagne contre laquelle elle s'attendait à devoir se battre. Dès lors ses services de renseignements se mirent au service de la Résistance en lui procurant toutes les facilités et aides pour la mettre en contact avec les Alliés. Un centre permanent de la Résistance fut établi à Genève. On sait que les Alliés de l'ouest étaient présents à Berne et que l'une de leur tâche était effectivement de soutenir au mieux tous les mouvements de résistances à l'Axe germano-italien. Il existait donc, au niveau du financement de la Résistance, plusieurs sources et courants parfois antagonistes. Un accord parfait ne régnait pas entre Américains et Britanniques ni même entre Churchill et de Gaulle, ni même entre groupes de Résistants ! L'important pour la Suisse, c'était d'offrir un endroit propice aux négociations entre cette armée de l'ombre et les Alliés, c'était aussi d'offrir le service des banques

pour financer l'armement et la subsistance. Les Résistants organisèrent également des conférences à Genève. Bénouville fait encore cette remarque à propos de la Suisse: *Bienheureux pays où l'on peut aussi facilement se procurer des armes...* Comme quoi tout est relatif...

[...] Par ailleurs, nous mettrions, de Genève, sur pied, suivant mon plan ancien, une organisation de compensation qui nous permettrait, en créditant les banques suisses des sommes qui seraient portées à notre compte à New-York, d'obtenir de ces banques suisses d'être payées en franc français dans les différentes villes de nos régions où nous avons besoin de gros montants liquides

Nous ne devons pas oublier que les Suisses fraternels dans les heures de l'épreuve furent aux côtés de nos combattants de l'ombre les témoins actifs d'une amitié jamais démentie

Général Pierre Guillaïn de Bénouville (créateur de la délégation de la Résistance française auprès des Alliés et des Suisses à Genève)

On a trop oublié la magnifique hospitalité suisse des années d'épreuves

Colonel français Groussard

Bien entendu les SR suisses et les Alliés étaient très intéressés par les renseignements que pouvaient leur fournir les Résistants concernant les positions et l'armement des forces d'occupations en France.

L'historien David Von Felten a réalisé une étude extrêmement intéressante (travail de mémoire) sur les débuts et les réalisations des SR suisses en relation avec la Résistance française. On y ap-

prend entre autres qu'un réseau a même réussi à s'attacher la collaboration d'un officier allemand !

<http://www.memoresist.org/Le-Poste-de-renseignement-genevois.html>

Le Poste de renseignement genevois 1939-1945

Le poste de renseignements genevois du service de renseignements suisse pendant la seconde guerre mondiale.

Par David Von Felten

10. LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS, L'ESPIONNAGE EN SUISSE

Tous les ouvrages spécialisés accordent une très haute estime aux SR suisses pendant la dernière guerre. Grâce en effet à un excellent réseau d'informateurs, nos services avaient réussi à infiltrer le cœur même du ministère de la guerre du Reich jusqu'au quartier général du Führer. Mais cela ne se fit pas sans la volonté de plusieurs officiers allemands qui, malgré leur grade et leur incorporation, avaient décidé de combattre le nazisme fut-ce au prix de la mort de leurs compatriotes. Ces hommes avaient compris toute l'horreur de l'idéologie nazie et ils firent tout pour la combattre, ils trahirent uniquement le nazisme, ce qui est tout en leur honneur. L'histoire ne leur a pas beaucoup témoigné de gratitude, évidemment ils ne se sont pas trop manifestés après la guerre, ce qui se comprend. Détenant un pareil dispositif, les SR suisses parvinrent à titre d'exemple à connaître le déplacement du quartier général du Führer opéré dans le plus grand secret. A certains moments le commandement de l'armée suisse était exactement renseigné sur la concentration et le stationnement de 200 divisions allemandes sur pied de guerre, parfois il était au courant des ordres du Führer avant même que ceux-ci parviennent au destinataire. Cela démontre au moins une chose, l'armée suisse, mais pas la Suisse, avait d'emblée abandonné une quelconque neutralité et avait pris ses dispositions uniquement à l'encontre du Reich, l'ennemi était clairement désigné. La Suisse dut faire face, comme partout en Europe, à un afflux d'espions allemands.

Et pourtant la mise sur pied d'un service de renseignements et de contre-espionnage fut des plus laborieuses. Après la guerre le Général expliqua comment s'était faite l'organisation de ces services. De 1930 à 1935 l'organisation comprenait deux personnes, le chef, ap-

pelé chef de Chancellerie et sa secrétaire. Ses obligations le tenaient éloigné de sa tâche des mois durant. Le service s'étant étoffé petit à petit on arriva péniblement, une année avant la guerre, à disposer d'un service occupant dix officiers avec un budget mensuel de 27'000 frs. En comparaison, les mêmes services allemands disposaient d'un budget de plusieurs millions de DM. La chance fut souvent du côté des SR suisses comme le montre ces deux exemples. Lors de l'entrée en Suisse du 45^{ème} corps d'armée français, un officier de renseignement avertit le SR suisse qu'il avait laissé ses papiers en France. Il prit le risque de retourner les chercher et remit aux Suisses de précieuses informations sur l'organisation allemande. Une autre fois, un avion allemand fit un atterrissage forcé à Samedan. On découvrit à son bord des papiers donnant des renseignements inédits sur l'aviation allemande.

En 1930, un commerçant saint gallois s'était fait connaître comme chef de presse de la Sté suisse des officiers, c'était le capitaine Hans Hausamann. Radical, en 1938 il s'était mis au service du parti socialiste comme conseiller militaire. Hausamann était un visionnaire qui sentait peser une terrible menace, certes il n'était de loin pas le seul, mais cet état d'esprit le poussa à agir avant les autres. C'est ainsi qu'en constatant la faible capacité des moyens des SR de l'armée, il décida de créer son propre réseau de renseignements à travers le monde en utilisant pour cela les relations commerciales de son entreprise, ceci à ses frais. Hausamann disposait d'une intuition hors normes qui le prédisposait naturellement à l'activité des renseignements, c'était aussi un fervent patriote. Il entra en contact avec de nombreux diplomates et services de renseignements, pour dialoguer il installa deux émetteurs-récepteurs dans sa maison et engagea des radiotélégraphistes. Au début de la guerre il était en mesure d'établir des contacts avec plus de cinquante sources à travers le monde, en tirant des informations approfondies d'ordre politique et militaire. C'est ainsi que le commandement de l'armée

accueillit avec satisfaction ce bureau privé dans son propre service, il restera privé tout au long de la guerre et prit le nom de "Bureau Ha". Visionnaire, Hausamann décrit en juin 40 le déroulement futur de la guerre, dont on trouve le texte dans le livre du journaliste français Jean-Pierre Richardot *"Une autre Suisse; un bastion contre l'Allemagne nazie"*. L'existence du bureau Ha représentait un immense avantage pour le commandement de l'armée en le mettant à l'abri des critiques, par exemple dans l'aide apportée aux Alliés, telles les informations de la date de l'attaque allemande. Ce ne fut pas le seul bureau privé.

Otto Pünter était un journaliste socialiste bernois qui avait aidé les républicains espagnols au cours de la guerre civile en leur fournissant des renseignements concernant l'engagement italien en Espagne. Il monta aussi son réseau à travers le monde, y compris avec les services secrets américains ainsi qu'avec le Vatican. Au cours de la guerre, son réseau prit rang parmi l'élite des organisations d'espionnage en entretenant des relations avec les milieux diplomatiques de Berne, avec les mouvements de résistance en France et avec les SR de de Gaulle. Il transmet aux Britanniques des informations sur la fabrication des fusées V1 et V2 et les installations de Peenemünde que les Britanniques bombardèrent. Pünter travailla également auprès du réseau d'espionnage soviétique à Genève et le service de contre-espionnage suisse fit souvent appel à ses services. Son nom d'agent était "Pakbo". Otto Pünter a écrit *"Guerre secrète en pays neutre"*

Le troisième bureau indépendant travaillant avec les SR suisses était celui d'un Allemand, Rudolf Roessler, déchu de sa nationalité par les autorités nazies. Roessler faisait partie des Allemands décidés à combattre le nazisme par tous les moyens. Il quitta l'Allemagne nazie, en laissant ses amis également antinazis et s'installa à Lucerne où il fonda une maison d'édition. Il bénéficia pour cela des conseils de Xaver Schnieper alors bibliothécaire dans cette ville.

Rössler était très cultivé, croyant œcuménique, il publia avec des amis un journal dénotant une attitude extraordinairement courageuse, *Die Entscheidung*.

En 1939 Schnieper demanda à Roessler s'il serait prêt à se mettre entièrement du côté des SR suisses dans la lutte contre l'Allemagne hitlérienne, Roessler n'hésita pas une seconde. Accoce et Quet les Français qui ont écrit "*La guerre a été gagnée en Suisse*" ont favorisé l'explication des officiers allemands antinazis qui transmettaient leurs informations de manière inconnue à Roessler. L'autre explication est que les Britanniques avaient percé le code de la machine "Enigma" utilisée par les Allemands. Cependant la rapidité de transmission des informations exclut l'option de déchiffrement au profit de la trahison, ce qui cautionne la version de Accoce et Quet, tant décriée sans réelles recherches.

Les Alliés disposaient donc directement des renseignements allemands. Il était impératif de les transmettre aux alliés Soviétiques. Mais cela ne pouvait pas se faire ouvertement car la confiance mutuelle entre Anglo-américains et Soviétiques laissait à désirer, il fallait donc faire en sorte de donner l'impression à Staline que ces renseignements provenaient de son propre réseau d'espionnage.

Les renseignements parvinrent donc à Roessler par l'intermédiaire d'hommes d'affaires tchèques. Toujours est-il que tout au long de la guerre, Roessler notait ses informations avec une écriture minuscule sur des bouts de papier. Schnieper établit le contact avec le bureau Ha en fournissant à ce dernier les informations récoltées par Roessler et le bureau Ha les transmettait aux SR de l'armée.

Il s'était créé en Suisse un réseau d'espionnage au profit de l'URSS, son chef était un Hongrois, Alexander Rado. Il faut rappeler à propos de l'URSS qu'il n'existait aucun lien diplomatique avec ce pays, ceci depuis plus de vingt ans, il n'y avait donc pas d'ambassade à surveiller et rien qui permettait de suspecter telle ou telle personne. Ce réseau fonctionnait au moyen de trois émetteurs-

récepteurs, deux à Genève et un à Lausanne. Diverses personnes s'y activaient dont le Britannique Alexander Foote, la Bâloise Margrit Bolli ainsi que quarante agents, plus trente agents du réseau de Otto Pünter, ce qui fait tout de même pas mal de monde. On se souvient que Roessler avait décidé de combattre le nazisme par tous les moyens à disposition y compris en aidant une autre dictature, celle de Staline. Ce que n'était pas prêt à faire un homme comme Hausmann, qui récoltait les informations de Roessler. Les informations de Roessler finirent par arriver chez Rado, ceci par divers intermédiaires. Voilà donc les services secrets soviétiques disposant eux aussi d'informations capitales en provenance directe du poste de commandement nazi ! Le nom donné à Roessler fut celui de Lucie. Septembre 1942 fut l'époque de la grande offensive contre Stalingrad, le colosse soviétique chancelait et en Allemagne le réseau d'espionnage soviétique "Rote Kapelle "(L'Orchestre rouge) venait d'être démantelé. Rado fit alors demander à Roessler s'il serait d'accord de prendre la relève¹¹.

Lorsque les premières informations parvinrent à Moscou, tout de suite les Soviétiques exigèrent de connaître les sources, réaction habituelle pour parer une intoxication de l'ennemi, voire même des Anglo-Américains. Mais Rado était incapable de fournir des détails à ce sujet et Roessler ne divulgua jamais à quiconque le nom de ses informateurs. Quet et Accoce ont décrit en détail les conséquences

¹¹ Dans le livre des historiens Eberle et Uhl (2006) "Le dossier Hitler" qui est en fait le rapport sur Hitler que Staline avait commandé, les auteurs indiquent dans la note 1 à la page 175: Dès le 1^{er} avril 1943, l'agent Rado, qui travaillait pour l'espionnage militaire, transmettait à Moscou les premiers détails du plan d'offensive allemand à Koursk. Plus tard, il répercuta également au GRU, les services secrets de l'armée, les reports des dates initialement prévues.

On notera l'absence de la désignation de la Suisse, d'où opérait Rado. Dans pratiquement tous les ouvrages consacrés à la dernière guerre les historiens ne font jamais mention de la Suisse malgré le rôle important qu'elle a joué.

et les résultats des informations transmises de Suisse à Moscou. Selon ces auteurs, le fait de ne pas avoir tenu compte dès le début des renseignements coûta des pertes énormes aux Soviétiques, mais dès le moment où ces derniers purent vérifier que les faits correspondaient parfaitement aux renseignements qui leur parvenaient, ils devinrent de plus en plus demandeurs et finirent par déboursier d'importantes sommes pour maintenir ce réseau si précieux. Les Allemands finirent par comprendre que les Soviétiques disposaient d'informations leur permettant de contre attaquer avec de plus en plus de succès, ils en furent d'autant plus sûrs qu'ils tombèrent sur des documents en possession des soviétiques qui attestèrent cette réalité. Mais il n'était pas facile aux Allemands de savoir comment des informations aussi secrètes parvenaient à l'ennemi, pourtant ils durent bien convenir qu'il existait des espions qui opéraient directement auprès des plus hauts décideurs, y compris directement auprès du Führer. Les Allemands avaient constaté l'existence de 150 émetteurs clandestins aux Pays Bas, en Belgique et en France, plus quelques uns en Suisse. Ils modifiaient quotidiennement leur indicatif, leur longueur d'onde et s'inséraient dans les réseaux commerciaux. Pas facile dans cette situation, malgré la très grande compétence des services de détection allemands, de mettre la main sur les trois émetteurs de Suisse Romande. En même temps, il faut savoir que la police suisse avait pour mission de lutter contre l'espionnage de quelque bord qu'il fut, pour cela ses agents parcouraient le pays avec des véhicules équipés en radiogoniométrie. C'est ainsi que finirent par être découverts les trois émetteurs des services soviétiques et que l'arrestation des membres du réseau suivit, mais pas de leur chef Rado qui réussit à se cacher. Cependant Roessler fut lui aussi arrêté, au grand dam des SR suisses qui firent tout pour l'empêcher. Roessler resta 111 jours en prison et certains disent qu'ainsi il fut au moins à l'abri des espions allemands. Pour les Soviétiques le coup était rude et grand le ressentiment envers la Suisse, mais la guerre

tournait nettement à l'avantage des Alliés et l'avance soviétique avait déjà pris la direction de Berlin.

Si l'armée et ses services de renseignements avaient discrètement désigné l'ennemi et agi en conséquence il n'en était pas de même ni pour la justice ni pour les responsables politiques qui devaient maintenir la neutralité. C'est ainsi que la justice condamna aussi des espions alliés à des peines de prison.

Les services de renseignements étaient placés sous les ordres du colonel brigadier Roger Masson. On l'a vu, il disposait de plusieurs bureaux ou agents privés. L'organisation comprenait trois bureaux responsables chacun d'un pays: le bureau D pour l'Allemagne qui était dirigé par Alfred Ernst, le bureau F pour la France et le bureau I pour l'Italie dirigé par Max Waibel. Ces bureaux se trouvaient au poste de commandement de l'armée. Un poste collecteur pour les informations allemandes était à Lucerne (NS1 Rigi). Ce centre disposait de six postes extérieurs: Samedan, Lugano, Bâle, Schaffhouse, Saint Gall et Zurich. Pour l'information en provenance des territoires occupés à l'ouest, le service disposait également de postes situés dans les régions frontières, il y en avait 25 le long de la frontière française, c'est d'eux que quelque 1800 informateurs recevaient leurs ordres et à eux qu'ils communiquaient leurs informations. Ils avaient surtout pour mission de signaler les concentrations de troupes allemandes.

Le poste collecteur de NS1 à Bâle était relié directement au quartier général d'Hitler, le chef du poste était Emil Häberli, procureur de l'Etat. Au printemps 1940, Häberli reçut la visite d'un commerçant bâlois dont il connaissait le caractère sérieux. Ce dernier ayant su qu'Häberli était en relation avec les SR de l'armée, lui annonça que l'Allemagne avait l'intention d'attaquer le Danemark et la Norvège le 6 avril. Häberli fit suivre l'information à NS1 à Lucerne. Rien alors ne présageait une telle attaque et pourtant elle eut bel et bien lieu le jour annoncé. La ligne "*Viking*" était née. Elle révéla

avec précision le début des offensives allemandes à l'ouest, dans les Balkans et contre l'URSS. Le nom de cette ligne est en relation avec le Danemark et la Norvège. A la fin de la guerre deux Allemands appartenant à la noblesse demandèrent l'asile politique à la Suisse ce qui leur fut refusé dans un premier temps. Pourtant ces deux personnes étaient à l'origine de la ligne Vikink et avec l'appui d'un petit comité, dont Max Waibel faisait partie; ils finirent par obtenir l'asile. Cette histoire montre bien le peu d'intérêt que l'on a accordé jusqu'à maintenant à ces résistants allemands.

L'ambassade de France à Berne disposait de trois attachés qui faisaient partie des renseignements de de Gaulle. D'autre part le colonel Groussard était en relation constante avec Londres, il monta un réseau fort étendu.

Les SR suisses fournirent un appui important aux résistants français en protégeant leurs réseaux en Suisse, en les aidant financièrement et en les logeant lors de leur passage. Pour remercier la Suisse, Pierre de Bénouville a publié *"Le Sacrifice du matin"*.

Roger Masson avait sous ses ordres également le service de contre espionnage commandé par le colonel Robert Jaquillard alors commandant de la Police vaudoise. De 1939 à 1945 on estime à 1000 le nombre d'espions allemands qui opérèrent en Suisse. Seulement entre Bâle et le lac de Constance, l'Allemagne avait placé 206 de ses agents ; sur une section plus courte il y en avait 97. Dans l'ensemble de la Suisse, 865 personnes furent poursuivies et condamnées, dont 33 d'entre elles condamnées à mort, 17 furent exécutées. Un responsable allemand reconnut: *" Au bout d'un certain temps, l'organisation suisse du contre-espionnage fut considérée comme la plus dangereuse et c'est en Suisse que la proportion des agents mis hors de combat fut la plus élevée. L'intervention fructueuse du service suisse a sans cesse désorganisé nos réseaux établis avec peine. A un moment donné, presque tous mes agents avaient été découverts ou étaient compromis à tel point qu'il ne fal-*

lait pas songer à les employer". Pour s'incruster en Suisse comme espion des Allemands s'étaient installés bien avant le début de la guerre, la tactique la plus utilisée était d'endormir les soupçons en se fondant dans une simple activité professionnelle à l'abri des curiosités, tel cet espion qui avait créé un établissement de pisciculture dans une zone fortifiée propre à intéresser les Allemands ou un autre qui venait régulièrement acheter du bois en Suisse. Les prouesses de nos services incitèrent les Allemands à se tourner auprès de nazis suisses qui éveillaient plus difficilement la méfiance, ils furent 523 suisses à exercer cette activité de traître qui consista à espionner l'armée et son infrastructure, fortifications, armement etc.

11. LES CONTACTS AVEC LE GENERAL SS WALTER SCHELLENBERG

S'il est un épisode de l'histoire de la Suisse pendant la deuxième guerre qui a servi à faire croire à une collusion entre l'armée et les nazis, c'est bien celui des rencontres du colonel Roger Masson, chef des Services de renseignements et du Général Guisan, avec le général SS Walter Schellenberg qui dirigeait le service d'espionnage allemand, placé directement sous les ordres de Himmler. C'est à partir de Stuttgart que les espions allemands étaient envoyés en Suisse où ils furent très nombreux, plus nombreux que dans d'autres pays. Quelles furent les raisons de ces rencontres ? Edgar Bonjour dans son histoire de la neutralité, mentionne la crainte de l'utilisation par les Allemands de documents compromettant la neutralité suisse. Pour Masson il s'agissait d'un travail de collaboration entre la Tchécoslovaquie et le SR suisse quant à l'organisation de l'armée allemande, ceci avant le début de la guerre. Masson craignait que des documents révélant ce travail ne soient tombés en main allemande. Guisan avait de son côté le souci des documents saisis à la Charité-sur-Loire. Mais les raisons qui poussèrent Masson à vouloir rencontrer un interlocuteur allemand ne sont certainement pas aussi simples à expliquer. Il s'agit en premier de mentionner que ce furent par des intermédiaires commerciaux que le contact fut établi, du côté allemand le SS H.W. Eggen représentant un grand groupe industriel et...secrétaire de Schellenberg et du côté suisse, Meyer et Holzach tous deux mandataires du syndicat du bois. On sait que les Allemands manquaient de baraques pour loger les innombrables prisonniers et déportés, le Dr Marcel Junod, délégué du CICR mentionne que l'Oberkommando ne trouve plus de baraquements pour loger 1'200'000 Français, 400'000 Polonais, 120'000 Belges, 70'000 Britanniques etc.

On sait, et cela fut souvent répété, que le fils de Guisan participa à ce commerce.

: «Masson avait demandé au Rittmeister Eggen, qui s'était déclaré incompétent pour des conversations: N'y a-t-il pas dans l'entourage d'Hitler un homme compréhensif et suffisamment humain pour discuter avec moi en toute franchise et en toute loyauté, entre soldats ? Il me cita spontanément le nom de Walter Schellenberg... Ce contact devait entrer selon ma conception, dans le cadre des relations internationales que tout chef d'un SR entretient obligatoirement dans l'exercice de ses fonctions» Masson, Mt Pèlerin 1948

Edgar Bonjour *Histoire de la neutralité suisse* vol V p. 67

Masson se plaignit devant Eggen de la virulence de la presse allemande à l'encontre de la Suisse. Eggen proposa spontanément à Masson un contact avec son ami, le SS Brigadeführer Schellenberg, qui avait le bras long... Masson se refusa, n'estimant pas urgent un tel rendez-vous. Il ne se doutait pas, alors, que moins d'un an plus tard, des événements le contraindraient à demander au major Eggen de rencontrer ce Schellenberg. Que s'était-il passé ? Un jeune Suisse, employé de chancellerie à Stuttgart, le premier lieutenant Mörgeli, avait été condamné à mort en raison d'une simple imprudence: il était tombé dans un piège tendu par le nazi. Dans une brasserie, il avait soutenu un prétendu opposant au régime nazi. La Suisse et Masson ne pouvaient pas accepter cette seule raison pour condamner à mort l'un de ses ressortissants. On peut donc aussi arguer que par cet acte les Allemands avaient *arrangé* la rencontre. Mais pour quelles raisons ? On était en septembre 1942, les Soviétiques étaient passés à la contre offensive et les troupes alliées se préparaient à débarquer en Italie. Les Allemands se rendaient bien compte que les journalistes et l'armée suisse étaient en faveur des Alliés, ils avaient donc tout à redouter un engagement de la Suisse du côté allié lorsque ces derniers arriveraient au nord de l'Italie.

Schellenberg voulait donc savoir si la neutralité de l'armée suisse était bien réelle : concrètement si l'armée suisse s'opposerait à une entrée forcée des Alliés sur son territoire. On y ajoutera un intérêt certain concernant les soupçons allemands à l'encontre de la Résistance allemande à fournir des renseignements aux Alliés. Voilà du côté allemand et du côté suisse ; si on résume :

- Libération du premier lieutenant Mörgeli
- Neutralisation des nazis suisses en Allemagne qui s'en prenaient violemment à la Suisse et à Guisan
- Affaires des documents sur les accords préalables avec la France et dans une moindre mesure avec les documents concernant la Tchécoslovaquie
- Arrêt de l'espionnage allemand intempestif en Suisse

La première rencontre ne put avoir lieu en Suisse en raison de l'interdiction faite à Schellenberg de s'y rendre. Les Allemands craignaient un coup de force des services alliés.

Ce fut donc en Allemagne, dans la ville frontière de Waldshut, le 8 septembre 1942 que la première rencontre se passa. Masson prenait aussi un risque...

*Je paie qui me sert; qui me dessert paie. Je n'ai pas d'ennemis (!) ; si je m'en crée, je les supprime. La potence pour toutes les canailles! Pour Churchill, Roosevelt. **Pour Masson, ce Suisse qui, dès le début des hostilités, a pris leur parti!***

SS Heinrich Himmler dans *La guerre a été gagnée en Suisse* de Accoce et Quet

On ne va pas entrer dans les détails de ces rencontres. Mentionnons le principal. D'abord Schellenberg accepta immédiatement de libérer Mörgeli, cette rapidité surprit Masson qui flaira un piège, il savait que Schellenberg était un manipulateur de première classe. Et pourtant, comme on le verra plus tard, les concessions faites par

Schellenberg furent plutôt impressionnantes, mais elles concernèrent surtout les prisonniers français en Allemagne.

Lors de son procès à Nuremberg en 1949, où on lui infligea quatre ans de détention seulement, le chef SS se contenta de confier, pudiquement, en ce qui concernait cette rencontre :

J'avais l'intention d'organiser, avec Masson, une sorte d'échange régulier de renseignements. Nous renonçâmes toutefois à cette idée, Masson ne pouvant y souscrire...

Il s'était montré plus prolixe, auparavant, à Londres, où les Britanniques l'avaient soigné durant trois ans, après la reddition entre leurs mains, en 1945. Aux agents de renseignements qui l'avaient entendu sans relâche, durant ces trente-six mois, il donna d'abondants détails sur ses contacts avec les Suisses.

Décrivant fidèlement le déroulement de toutes ses entrevues, il s'attarda sur celle de Zurich. **Il aurait assuré à Roger Masson que le Führer, contre toute attente, tenait très fort à l'invasion de la Suisse.** Il ne désespérait cependant pas de persuader Hitler d'abandonner son projet. Pour cela il ressentait le besoin psychologique de se sentir soutenu. Le salut de la Confédération n'avait pas de prix. En homme qui, depuis six mois, venait de donner cent preuves de son attachement, il conseillait amicalement à Masson de jouer avec lui.

Accoce et Quet ; *La guerre a été gagnée en Suisse* p65

A la lecture du texte ci-dessus on ne peut nier qu'il y eut une part *sentimentale* qui joua un rôle. Schellenberg était bien placé pour connaître les horreurs nazies, à la place qu'il occupait il en avait sa part de responsabilité, par contraste il connaissait aussi l'engagement de la Suisse pour soulager la terrible misère qui régnait sur le Monde à feu et à sang. En 1942, il était suffisamment intelligent pour se rendre compte que tout cela finirait mal pour l'Allemagne. Il avait confié à Masson qu'il désapprouvait les excès du régime na-

tional-socialiste, qu'il n'aimait pas *l'aventurier* Hitler et qu'il cherchait un moyen de mettre fin à la guerre qui tournait mal pour l'Allemagne. Il y avait donc de sa part un calcul pour prévoir sa défense lors des règlements de comptes qui n'allaient pas manquer aussitôt la fin de la guerre. Et cela marcha, puisqu'il n'écopa que de quatre ans de prison. Canaris aida aussi la Suisse. Un espion allemand nous apprend que les deux services, de Canaris et de Schellenberg se livraient une lutte acharnée, selon lui Canaris était la tête sans les bras et Schellenberg les bras sans la tête...

Puis Schellenberg se rendit en Suisse, nouvelle rencontre avec Masson. Cette fois Schellenberg expliqua à Masson son souci des risques d'attentats à l'encontre du Führer et le rôle des opposants allemands résidant en Suisse ou proches du commandement allemand qui informaient les Alliés et la Suisse. Pour dire les choses clairement, il aurait aimé connaître des noms ! Refus net de Roger Masson qui comprit ainsi le but des faveurs déjà accordées par le roublard Schellenberg ! De toute façon personne, en Suisse, ne connaissait le nom des indicateurs de la ligne Viking. Il y a lieu aussi de mentionner que les Allemands ou des Allemands, lorsque le vent était en train de tourner en 1942, manifestèrent le désir de négociations avec les Anglo-américains contre l'URSS. Jusqu'à la fin de la guerre, ils espérèrent cette alliance et naturellement les Suisses pouvaient organiser les négociations. On sait que les Alliés n'entrèrent jamais en matière et qu'ils exigèrent la reddition totale et sans condition de l'Allemagne. Bien sûr, la Suisse aurait été l'endroit idéal pour de telles négociations et cela faisait partie des intentions de Schellenberg. En réaction Masson se disait que si les Allemands voulaient négocier avec les Alliés ils n'avaient qu'à prendre contact directement avec Allen Dulles en Suisse. Dulles, en fait, manœuvrait dans le sens de Schellenberg contre les Soviétiques, mais il dû y renoncer.

Mais pourquoi Guisan lui-même accepta-t-il de rencontrer Schellenberg ? La raison ou plutôt les raisons sont ici plus simples à expliquer. La demande vint d'abord des Allemands, en effet les hautes autorités allemandes voulaient avoir l'assurance d'un très haut responsable que la Suisse défendrait ses frontières en cas d'attaque alliée, l'assurance de Masson ne leur suffisait pas. Le 3 mars 1943, lors de la rencontre à Biglen, en pleine campagne bernoise, cette assurance, Guisan n'eut aucune peine à la formuler. Finalement dans toute cette histoire Guisan ne fit que d'affirmer la stricte neutralité de l'armée suisse et par conséquent sa volonté de se battre contre toute violation de son territoire. Mais ce que l'on doit aussi à Guisan ce n'est pas uniquement sa claire détermination à se battre c'est aussi de détruire d'importantes infrastructures de transits et de productions industrielles dont les Allemands ne profiteraient plus en cas d'entrée en Suisse.

Le 18 et le 19 mars 1943, plusieurs lignes de renseignements signalèrent la préparation d'une attaque de la Suisse pour s'emparer d'une partie du Réduit. Le général Dietl en était le principal responsable. Le 23 mars les mêmes sources signalèrent l'abandon de l'attaque. Après cela on pouvait croire à une manœuvre de Schellenberg afin de démontrer son influence en faveur de la Suisse, cependant la meilleure explication est certainement que les stratèges allemands pesèrent le pour et le contre et ce fut ce dernier qui l'emporta.

Sur la base d'informations sûres, on peut affirmer que même des commandants d'armée, et surtout les spécialistes de l'économie de guerre occupés au haut commandement de la Wehrmacht, déconseillèrent de tenter une sorte de coup de main contre la Suisse. Au quartier général du Führer, où seules les pures réalités comptaient, ces arguments paraissent avoir été déterminants. Il est néanmoins possible que les dé-

clarations de Guisan – peut-être communiquées au quartier général par Schellenberg – aient aussi joué un certain rôle.
Edgar Bonjour; *Histoire de la neutralité suisse* vol V p. 76

Une probabilité était que si par Guisan, la Suisse n'avait ni affirmé sa volonté de se défendre, ni sa volonté de saboter ses infrastructures, les Allemands ne se seraient pas gênés pour *s'inviter*, comme ce fut le cas au Danemark.

Les historiens sont en général d'accord pour dire que cet épisode fit commettre une importante bourde à Masson. En effet après l'alerte donnée par la ligne Viking le 18 mars, Masson demanda à Schellenberg, par un intermédiaire, dans quelle mesure cette nouvelle était exacte ! C'était évidemment une grave erreur qui faillit mettre à mal cette importante ligne de renseignements. Ajoutons en passant que ces entrevues avec Schellenberg ne plaisaient pas du tout à certains officiers placés sous les ordres de Masson.

On peut quand même se poser la question à savoir si vraiment Masson commit "une bourde"

On dit qu'il fut naïf face à Schellenberg. Je ne suis sûr de rien dans cette affaire si embrouillée. Je ne me rallie pas plus à l'avis des historiens au sujet de la prétendue *naïveté* de Masson. Dans leurs soucis de rendre l'histoire *scientifique*, tout le côté émotionnel échappe à certains historiens. Ils me diront que c'est justement ce côté émotionnel qui leur fait dire que Masson était naïf, ils rejoignent en cela les critiques de Pilet-Golaz envers Masson. Je crois au contraire que Masson, et il était bien placé pour le savoir, avait fort bien compris l'importance pour la Suisse de ne pas se mettre à dos les officiers allemands plus ou moins critiques à l'encontre d'Hitler. Il savait que le sort de la Suisse se jouait entre des clans opposés. Je dirai donc que Masson joua très bien, d'ailleurs on se rend parfaitement compte que ceux qui le critiquèrent, à commencer par Pilet-Golaz, ne disposaient pas des renseignements nécessaires pour cela. Les critiques viennent en somme de l'idée que de toute façon la

Suisse ne risquait rien puisque l'affaire était réglée du côté commercial et cela c'est un mythe, un de plus. D'autre part on était en temps de guerre ce qui fait que dans un tel contexte il était plus productif de discuter avec un très haut responsable allemand/nazi, qui plus est, favorable à la Suisse et donc capable d'influencer dans le sens d'une renonciation à une attaque, qu'avec des hommes, sans influences.

Si l'on se réfère à l'historien Edgar Bonjour la question des documents saisis par les Allemands lors de l'invasion de la France fut abordée uniquement par Masson. Il semble que ce soit par l'intermédiaire du colonel Bircher, proallemand convaincu, que Masson ait appris l'existence en main allemande de ces documents compromettants pour la neutralité. Cet accord préalable avec la France renforça la conviction des Allemands de l'attitude pro Alliés de Guisan ; la mise à l'écart d'officiers proallemands par ce dernier ne fit que renforcer leurs convictions. Ces documents étaient tombés aux mains de la Gestapo et l'on peut lire dans le récit du Dr Marcel Junod, délégué du CICR, *Le troisième combattant* que ce dernier avait été arrêté en Allemagne uniquement parce que son nom figurait dans les documents saisis. Fort heureusement Junod s'en sortit sans mal grâce à son sang froid. Il est certain que suite à l'intervention de Masson ces documents n'apparurent plus comme élément de chantage, cependant ce serait un autre officier, le major Wolf-Dietrich qui les aurait détruits, ce dernier était lié d'amitié avec des officiers suisses. Quoi qu'il en soit cette issue était la bienvenue, surtout pour Guisan.

On peut se demander ce que les Alliés pensaient de tout cela. On peut dire que Allen Dulles, en poste en Suisse, représentait l'avis des Alliés car en tant que *chef du bureau de renseignement américain à Berne*, nul autre que lui ne connaissait mieux les problèmes de la Suisse et des Alliés. Il s'avère d'une part que Dulles avait dit à Masson que Schellenberg était un homme avec qui l'on pouvait

s'entretenir et d'autre part, lorsque ces entretiens eurent lieu, que cela ne procurait aucun souci pour les Alliés, tant ils savaient la Suisse pro Alliés. Dans son livre *Les secrets d'une reddition* Dulles dit ceci:

Il était évident, et nous nous en sommes rendu compte, que le service de Renseignement suisse avait des contacts avec les services de Renseignement allemand et allié. En tant que Suisses, il leur était possible d'entretenir ces relations avec chaque groupe de belligérants et, dans leur propre intérêt, ils avaient le droit le plus absolu d'agir ainsi. Les malentendus se trouvèrent réduits par le fait qu'un groupe d'officiers du Renseignement travaillait principalement avec les Allemands et un autre avec les Alliés. Le colonel Roger Masson, de l'état-major suisse, était en contact avec Walter Schellenberg, chef du service de Renseignement de Himmler, et Max Waibel et ses adjoints les plus proches conféraient avec nous. Ce qui se passait entre Masson et Waibel, qui, tous deux, faisaient leurs rapports au général Guisan, jusqu'à ce jour je ne le sais pas. J'accordai ma confiance à Waibel et n'eus jamais à le regretter.

A la fin de la guerre, lorsqu'il fut durement attaqué, Roger Masson énuméra les résultats de ses entretiens avec Schellenberg

Roger Masson: Attestation, 10 mai 1948. " Services rendus à la Suisse et aux Alliés par Walter Schellenberg (abrégé) :

1. Suppression ou neutralisation de l'IPA, et par conséquent des attaques violentes contre le Général Guisan
2. Obtention de nombreux visas pour les Suisses ou groupements sportifs, etc. devant se rendre en Allemagne ou en transit à travers le pays
3. Libération du lieutenant suisse Mörgeli, arrêté par la Gestapo
4. Libération de M. Cramer de la prison de Fresnes 1943

5. Libération d'officiers américains et britanniques du Camp d'Oranienburg. En 1944 (fin) ou 1945 Eggen ramena en Suisse le major anglais Dodge, puis le Général américain Vaneman, ancien attaché militaire des Etats-Unis à Berlin, ami personnel du Général Legge
6. Eloignement de Berne du dénommé von Bibra, premier Conseiller près de la Légation allemande à Berne (note cf: Bibra était un farouche partisan de l'invasion de la Suisse)
7. Affaire Dübendorf: à l'occasion de l'atterrissage forcé d'un avion allemand à Dübendorf, les Allemands craignant que l'avion fut livré aux Anglais, un coup de main avait été préparé par l'aviation allemande qui devait, par bombardement aérien, détruire les hangars et donc toute la place d'aviation de Dübendorf. Schellenberg intervint personnellement auprès de l'OKW pour empêcher cette action
8. Libération et rapatriement de la famille du Général Henri Giraud. Treize personnes, dont la femme du Général, furent ramenées de Friedrichsroda
9. Le sauvetage de détenus, déportés ou prisonniers en Allemagne. Certains documents trouvés dans les archives de la "Kommandantur" de Paris laissant prévoir que les Allemands fusilleraient les otages détenus dans les Alpes bavaoises, je me mis aussitôt en relation avec Schellenberg. C'est ainsi que nous nous occupâmes du sort du président Herriot, de Paul Reynaud, de Léon Blum. Avec le même Schellenberg nous avons amorcé le sauvetage des 6000 femmes françaises détenues au camp de Ravensburg (note cf: la nièce de de Gaulle, Geneviève de Gaulle, faisait partie des détenues à Ravensburg)
10. Enfin, le service le plus éminent que Schellenberg nous rendit est son intervention personnelle auprès de l'OKW et, selon ses dires, d'Hitler, lorsque fut discutée, en mars 1943, l'action préventive allemande, c'est-à-dire l'occupation de la région du Gothard et celle du Simplon.

Cette attestation de Masson porte la remarque:

"Je confirme la présente déclaration et notamment les services que nous a rendus Schellenberg. Signataire : Le Général Guisan, ancien cdt. en chef de l'armée 10.5.1948"

Dans une lettre au Général, du 15 mars 1945, Masson écrit que le président du CICR, Carl Burckardt, s'était adressé à lui pour obtenir, par l'intermédiaire de Schellenberg, la libération de Français tenus captifs par les Allemands. Le rapport de Masson à Kobelt du 14 juin 1945 contient une liste détaillée sous le titre *Quelques résultats pratiques de la ligne Schellenberg*

Edgar Bonjour - *Histoire de la neutralité* – vol V – note p 78

Voilà ce que l'on peut dire sur l'affaire Masson-Schellenberg. Cette affaire et plus particulièrement la rencontre à Biglen entre Guisan et Schellenberg a été largement utilisée ces dernières années pour dénigrer le Général. Bien entendu elle n'a pas amélioré ses rapports avec le Conseil fédéral, en particulier avec Pilet-Golaz. Dans le même registre, on a reproché à Guisan aussi sa rencontre avant guerre avec Pétain avant que ce dernier ne devienne le sbire d'Hitler. Reproché également sa rencontre avec Mussolini en 1934, c'est-à-dire avant l'invasion de l'Abyssinie (Ethiopie) et avant la guerre en Espagne. En 1934 Mussolini était anti nazi et anti bolchevique, ce ne fut qu'à partir de 1936 qu'il devint l'allié d'Hitler.

Pour en terminer avec ce chapitre je dois signaler que les rencontres Masson-Schellenberg ont fait l'objet de nombreuses études et discussions. Comme c'est presque toujours le cas en situation de guerre, on peut dire que ces entretiens ne découlèrent pas d'un choix entre une bonne ou une mauvaise action mais le choix entre la moins mauvaise de deux actions. C'est donc bien le résultat qui compte, est-il mauvais ? Pour Masson certainement, mais pour ceux et celles qui en bénéficièrent ?

12. ALLEN DULLES, CHEF DE L'OSS (ANCIENNE CIA) EN EUROPE

L'agent sans doute le plus important qui s'est établi en Suisse est l'Américain Allen Dulles. Il avait été chargé par Donovan, le chef des renseignements américains, de monter un bureau OSS (ancienne CIA) en Suisse. Sa première mission était d'appuyer les divers mouvements de résistance, financièrement, par des renseignements ainsi que par tout moyen secret, exploitation des points faibles dans les empires d'Hitler et Mussolini. Dulles connaissait déjà la Suisse en tant que diplomate pour y avoir séjourné lors de la Première Guerre mondiale, il réussit donc facilement à persuader son chef de s'installer plutôt en Suisse qu'en Grande-Bretagne. Le 2 novembre 1942, Dulles s'envola pour Lisbonne et de là il prit le train. Mais c'était juste au moment où les Américains débarquèrent en Algérie, rendant ainsi des plus dangereuses la traversée de la France. Arrivé en Espagne Dulles aurait pu renoncer mais il prit le risque de continuer en espérant ne pas être découvert, par chance ce fut le cas. A Annemasse cependant, il fallait encore passer la frontière, tous les voyageurs devaient descendre du train. A Washington on l'avait averti qu'un agent de la Gestapo vérifiait les papiers. Selon ses déclarations, un gendarme français intervint et lui déclara que suivant de nouvelles directives il devait en référer au maréchal Pétain. Dulles alors lui tint un discours patriotique enflammé qui finalement eut pour effet de réussir à prendre le train pour Genève. Quant à l'agent de la Gestapo il n'était plus à son poste, c'était le moment où il avait l'habitude de prendre une bière. Son arrivée en Suisse fut loin d'être discrète, en effet un journaliste publia un article à son sujet ce qui alerta de nombreux agents et autres espions qui cherchèrent son contact. En fait cet événement entraînait parfaitement dans la stratégie de son chef selon laquelle il était préférable d'entrer officiellement

dans ce genre d'action. Ainsi Dulles s'installa à Berne et commença son activité. Comme elle prit de l'ampleur il engagea du personnel parmi les Américains établis plus ou moins volontairement dans notre pays, ce qui était le cas pour certains d'entre eux qui n'étaient pas parvenus à sortir de Suisse lors de la fermeture des frontières. Pas moins de cent cinquante personnes travaillèrent avec Allen Dulles.

Des adversaires d'Hitler en Suisse collaborèrent avec Dulles, citons Gaevernitz, Allemand de naissance, naturalisé américain, il avait de nombreux contacts avec les opposants au nazisme ; Hoegner qui avait été le procureur lors du procès à l'encontre d'Hitler en 1923 ; ainsi que Givesius vice consul d'Allemagne à Zurich. Dulles cite les informations qui lui sont parvenues d'Allemagne au sujet des fusées V1 et V2 à Peenemünde dans la Baltique. Mais tous ces renseignements devaient parvenir aux Alliés, pour ce faire Dulles mentionne l'aimable collaboration de la radio commerciale suisse. La guerre secrète a ceci de particulier qu'elle met en avant des astuces, Dulles sachant que toutes ses conversations étaient écoutées par les SR suisses, s'arrangeait quelquefois au cours d'une conversation téléphonique de faire une réflexion à l'intention des SR.

Après l'échec de l'attentat contre Hitler, le 20 juillet 1944, la pression à l'encontre des hauts officiers allemands augmenta considérablement. La plupart de ceux-ci savaient pourtant que la défaite était inéluctable mais Hitler avait ordonné à l'armée de pratiquer la "*terre brûlée*" en cas de retrait. La terre brûlée signifiait détruire et tuer. Hitler espérait entraîner toute l'Europe dans sa chute. Pourtant Dulles et Gaevernitz étaient convaincus que nombreux étaient les Allemands qui désiraient en finir avec le nazisme. Les Alliés exigeaient des Allemands une "*reddition sans condition*" ce qui ne facilita pas la fin de la guerre, mais cette exigence avait une raison qu'il faut aller chercher à la fin de la Première Guerre mondiale. En 1918 les Allemands s'étaient rendus alors que leur armée n'était pas

détruite et l'acceptation des exigences de la reddition par les responsables allemands avait été qualifiée de "*coup de poignard dans le dos*". Ainsi les Alliés ne voulaient pas répéter l'histoire en laissant la moindre chance de survie à l'armée et à l'idéologie nazie. Remarquons tout de même en passant qu'il n'y eut aucune commune mesure entre l'Allemagne de 1918 et le nazisme. Dès lors on comprend toutes les difficultés que purent avoir certains hauts officiers allemands dans de telles conditions, pris entre le rêve et la suspicion, d'en finir. Il ne faut pas négliger non plus le poids qu'avait pour ces officiers le serment qui les liait à Hitler, même si cela rappelait des faits d'un autre âge. En plus ils étaient continuellement surveillés par les SS qui étaient amenés à prendre leur pouvoir. Si Hitler pouvait sans pitié abattre un Rommel, un Witzleben et un Canaris, qui donc pouvait se sentir à l'abri ?

Dulles avait aussi comme mission d'établir des contacts directs ou indirects avec les armées allemandes en vue de leur reddition. De tels contacts eurent lieu par exemple avec des industriels ou des hommes d'églises italiens, certains envoyés en Suisse par un chef SS. C'est de ce genre de contact que nous allons parler et des heureuses conséquences.

13. REDDITION DE L'ARMÉE ALLEMANDE EN ITALIE

Le 2 mai 1945 Churchill annonça à la Chambre des Communes la reddition sans conditions de l'armée allemande d'Italie comportant près d'un million d'hommes. Cette reddition était le prélude à la fin de la guerre.

"Dans l'histoire de la guerre cette capitulation est un fait unique en ce sens qu'elle a pour effet de mettre hors de combat une immense armée et de libérer un territoire extraordinairement vaste et important. Cette capitulation exercera, à n'en pas douter, une influence favorable sur le cours des événements."

En janvier 1945 le directeur du collège de garçons du Zugerberg, le Dr Max Husmann, fut avisé que le baron italien, Luigi Parrilli l'avait cité comme référence pour une demande de visa pour la Suisse. Parrilli désirait le rencontrer pour une affaire importante. Après les vérifications qui durèrent six semaines le baron finit par arriver au Zugerberg. Parrilli exposa tout de suite le motif de sa venue. Il expliqua à Husmann que les Allemands en se retirant avaient l'ordre et l'intention de pratiquer la terre brûlée en détruisant villes et infrastructures et en tuant le maximum de partisans (résistants italiens). Cependant certains officiers allemands s'opposaient en secret à ces ordres et c'est au nom de ces officiers qu'il était venu en Suisse dans l'espoir de trouver un représentant allié à qui parler reddition. L'espoir de ces officiers était d'établir un front commun avec les Alliés contre Staline mais Husmann, bien au courant des intentions des Alliés, avertit Parrilli que cette option serait catégoriquement rejetée. Husmann contacta son ami Max Waibel, le responsable du bureau italien des SR, en vue d'une rencontre avec Parrilli. La neu-

tralité n'autorise pas un diplomate étranger à rencontrer un ennemi sur sol Suisse, et pourtant dans le cas de ces négociations cette règle fut loin d'être appliquée en ce qui concerne Dulles, mais l'armée n'était pas neutre. Celui-ci était intéressé par la demande de Parrilli mais il lui fallait en savoir plus pour ne pas tomber dans un piège, quant à Waibel il savait que les règles de la neutralité ne l'autorisaient également pas à agir à découvert. Guisan le savait aussi mais il ne pouvait pas contrecarrer une démarche qui pouvait, en cas de réussite, épargner des vies et des villes en Italie et sécuriser la frontière sud. Waibel pouvait agir mais il se rendait compte que cela ne lui serait pas facile, il devait le faire aussi discrètement que possible. Waibel et Husmann expliquèrent à Parrilli qu'il fallait absolument connaître les officiers demandeurs, une première rencontre eut lieu avec deux officiers SS et un représentant de Dulles, à Lugano. Au début des discussions les officiers SS tentèrent, sur un ton dominateur, d'expliquer ce que Parrilli avait dit mais Waibel et Husmann leur expliquèrent qu'ils n'avaient aucune chance à persister dans cette voie et que seule la reddition sans conditions pouvait aboutir. Lorsque l'émissaire américain arriva, il avait du retard, les officiers SS étaient d'accord sur les points suivants: L'Allemagne avait perdu la guerre, les Alliés resteraient unis et ne discuteraient ni avec Himmler ni avec Hitler. On peut dire que ce fut le tout premier round d'une négociation qui allait s'avérer pour le moins ardue. L'émissaire américain tendit un papier à Husmann où était inscrit deux noms: Parri et Usmiani, il s'agissait de deux chefs résistants italiens, non communistes, prisonniers des Allemands. Les Américains demandaient à ces derniers leur libération qui serait un gage favorable aux négociations. Sur ce, l'un des officiers SS se rendit immédiatement à Fasano où se trouvait le général SS Wolff, ex adjoint de Himmler et chef de la police. L'officier SS lui expliqua la rencontre mais sans mentionner la condition sans équivoque de reddition qui aurait pu stopper net la volonté de négociation de Wolff.

Avec ces premières données positives Wolff alla rencontrer le maréchal Kesselring, commandant des forces allemandes en Italie. Parrilli cependant, ayant appris que Wolff n'avait qu'une version partielle des premières négociations, entreprit d'organiser en Suisse une rencontre directe entre Wolff et Dulles. Rien de moins ! Et cette rencontre eut lieu le 8 mars, mieux : Wolff amenait avec lui les deux prisonniers mentionnés, lesquels croyant qu'on venait les chercher pour les fusiller, se retrouvèrent aux petits soins dans un hôtel à Lucerne. Comprenons bien le risque qu'avait pris Wolff, en dévoiant non seulement à Kesselring, mais aussi à Himmler, ces débuts de négociations, sans mentionner la reddition sans condition. Entre temps Husmann lui avait dit la vérité, mais Wolff comme on le verra, prit encore un plus grand risque. En Suisse la rencontre eut lieu dans l'appartement de Dulles. Le premier contact entre Dulles et Wolff fut bon, Wolff ne manqua pas d'expliquer à Dulles qu'il avait réussi à sauver Rome de la destruction ainsi qu'à épargner la destruction de trésors artistiques à Florence. Sachant l'horreur nazie on comprend fort bien que certains de ses chefs, voyant la fin du règne de mille ans se terminer plus tôt que prévu, avaient à cœur de mettre en avant quelques faits positifs. On se doute que Wolff ne parla pas des faits bien moins reluisants commis lorsqu'il était adjoint de Himmler: pendant cette période il organisait des trains de déportés juifs. Wolff comprit qu'il était inutile de revenir sur la question de la reddition sans condition, il l'accepta et dit qu'il allait la proposer à Kesselring. Waibel le raccompagna jusqu'à la frontière et profita pour lui faire une demande suisse, à savoir que les Allemands renoncent à détruire les installations portuaires de Gênes et Savone, qui étaient les ports pour la Suisse, ainsi que des voies ferrées jusqu'au Gothard. Wolff promit de s'en occuper. Mais Waibel ne s'en tint pas là il demanda également à Wolff que cessent les exactions exercées par des troupes de Mongols, de Turcomans et d'autres Asiatiques contre les villages qui abritaient des partisans et là aussi

Wolff promet de faire cesser ces massacres. Waibel était satisfait, d'autant plus que l'affaire restait secrète. Wolff tint ses promesses.

Dulles informa Washington ainsi que le quartier général allié à Caserte en Italie, dont le chef était le général Alexander. Il y eut des divergences de vues entre Alexander et Dulles au sujet de l'appréciation qu'ils avaient l'un et l'autre des attitudes des officiers allemands et de l'idée d'un front commun antisoviétique. La pensée d'une quelconque reddition n'entraînait même pas dans l'esprit d'Hitler et pour lui s'il fallait aller à la défaite c'était en détruisant tout ce qui pouvait l'être. On imagine bien que dans cet état d'esprit, Wolff, tout en ayant parfaitement compris que les Alliés seraient intransigeants, ne pouvait pas transmettre un tel message sans précautions. Les choses se compliquèrent sérieusement lorsque les Soviétiques firent part de leur mécontentement au sujet de ces négociations menées à leur insu et en plus en Suisse. Des échanges acerbes se firent entre Roosevelt, Churchill et Staline qui risquaient de donner l'espoir aux Allemands d'une division des Alliés. La crainte de Staline était que la reddition en Italie permette aux Alliés d'atteindre le Danube. Tito de son côté avait conclu un accord avec Staline et manoeuvrait pour convaincre les Allemands d'une action commune pour empêcher les Alliés de débarquer sur l'Adriatique dans la région de Trieste. Il semblait à Wolff que cette nouvelle donne pouvait l'aider dans ses dures négociations, il avait toujours en tête son idée de front commun contre Staline. Il envoya son bras droit le SS Zimmer trouver Dulles en Suisse, le 15 avril, soit trois jours après la mort de Roosevelt. Wolff proposait aux Alliés d'occuper la côte yougoslave de l'Adriatique qui était peu défendue. Bien sûr Dulles comprit qu'en agissant ainsi les Occidentaux se retrouveraient face à Tito et donc face à son allié soviétique. Tout cela devenait fort compliqué, en résumé Himmler et Staline avaient tous les deux avantage, pour des raisons différentes, que ces négociations échouent, Himmler parce qu'il espérait toujours un front commun contre Staline avec les Oc-

cidentaux et Staline pour la raison déjà mentionnée. Wolff avait compris tout de même qu'il était parvenu à semer le doute auprès des Alliés, ce n'était pas rien et cela l'encourageait à persévérer. Mais Himmler voulait connaître les véritables intentions de Wolff et pour cela il le convoqua à son quartier général. Bien que ce déplacement n'était pas sans risque, vu l'état mental d'Hitler, Wolff savait qu'il ne pouvait en aucun cas refuser. Pour Wolff l'entretien avec Himmler se passa bien, ce dernier paraissait convaincu que les négociations entreprises par Wolff allaient dans le bon sens, cependant il envoya Wolff auprès du chef de service de sécurité qui l'interrogea encore plus à fond. Wolff fut surpris de constater à quel point toutes ses actions et déplacements étaient connus. Puis on l'envoya au sommet voir le Führer. Hitler, déjà très affaibli mais toujours aussi résolu, lui expliqua qu'une quelconque reddition était hors de question et qu'il s'entendrait avec la première armée qui arriverait à Berlin. Wolff reçut l'ordre de garder le contact mais de lutter pour chaque mètre de terrain. De retour en Italie Wolff se sentait pris dans un piège, d'un côté l'ordre d'Hitler qui signifiait la continuation de la guerre dans le sang et la destruction et d'un autre côté son espoir d'une reddition engageant les Occidentaux contre Staline. En arrivant à Fasano il avait pris sa décision d'en finir et de désobéir aux ordres d'Hitler, il ne pouvait, il ne devait plus continuer à duper ni ses interlocuteurs, Dulles et Waibel, ni lui-même. Il convoqua les différents chefs qui approuvèrent sa décision, cependant le commandant de la région du Tyrol, le général Hofer, posa des conditions à la reddition. D'abord il voulait rester le maître, rien de moins, il demanda ensuite s'il ne serait pas possible de se rendre plutôt aux Suisses. Wolff coupa court et Vietinghoff ordonna une résistance symbolique de la part des forces allemandes et la cessation des mesures à l'encontre des Partisans. Aussitôt les Alliés et les Partisans, qui avaient très peu progressé, gagnèrent rapidement du terrain. Du côté allemand il était maintenant trop tard pour revenir

en arrière, la fin était programmée. Oui mais la reddition n'avait pas été signée et par conséquent pas de cessez-le feu, que s'est-il passé ? Après le déplacement de Wolff auprès d'Himmler et d'Hitler et le remous que tout cela provoquait au sein des Alliés, avec le risque d'un retournement d'alliance, Dulles reçut l'ordre, ou prit sur lui, de cesser les négociations. Les Alliés eurent l'impression d'avoir été dupés par Wolff et ce dernier en pensait de même, qui dupe qui ? Quant à Waibel on s'imagine dans quel état d'esprit il se trouvait, surtout en étant aussi près du but. Il alla trouver Guisan qui lui conseilla de poursuivre la négociation. Coup de théâtre ! Parrilli lui transmit un message dans lequel il annonçait la venue de Wolff en Suisse pour négocier l'acte de reddition. Lorsque Wolff et son escorte arrivèrent à Chiasso, Waibel se garda bien de leur décrire les difficultés auprès des Alliés, il les invita dans sa ferme près de Lucerne. Puis il alla trouver Dulles afin de le persuader de continuer mais Dulles avait l'ordre de ne pas rencontrer Wolff. Les Alliés maintenant progressaient rapidement et c'est ce qui comptait mais pour Waibel cela signifiait en même temps des pertes et des destructions inutiles. Finalement Dulles transmit au quartier général à Caserte, l'ordre convenu et le 25 avril le général Alexander répondit qu'il acceptait de recevoir les émissaires allemands. Pendant ce temps les choses allaient de mal en pis au quartier général de Wolff, ce qui décida ce dernier à retourner en Italie. En l'accompagnant à la frontière Waibel, une nouvelle fois, lui demanda de lui communiquer les endroits où se trouvaient cachés les trésors artistiques afin de les sauver des bombardements. Wolff lui communiqua la liste des endroits que Waibel s'empressa de communiquer à Dulles. Sur le chemin du retour en Italie Waibel apprit que Wolff s'était fait prendre par les Partisans, voilà qui n'arrangeait rien. Wolff était indispensable pour mettre fin à la guerre en Italie c'est pourquoi il fallait absolument le retrouver. On sait que Waibel connaissait des Partisans, c'est donc avec eux qu'il organisa une expédition afin de

libérer Wolff. Ce coup lui réussit mais uniquement grâce à la connivence de chefs partisans, qui sans doute, connaissaient les enjeux.

Dans toute cette affaire se mêlait la question du futur pouvoir en Italie, question qui divisait Occidentaux et Soviétiques. Si Staline ne tenait pas à une reddition rapide des Allemands c'était bien pour laisser le temps aux communistes de s'organiser. En même temps on se souvient que les deux chefs partisans non communistes étaient toujours dans leur hôtel lucernois. En fait, ils s'ennuyaient et désiraient rejoindre leurs compatriotes en lutte, c'était aussi le désir de Churchill qui demanda leur libération afin de réduire la montée en puissance des communistes. Waibel fit passer Wolff en Autriche par Buchs, d'où il put regagner son nouveau quartier général à Bolzano. A partir de là, il était prévu que Waibel accompagne deux officiers allemands à Caserte pour signer la reddition le 2 mai 45. C'était compter sans la résistance du général Hofer chez qui se trouvait maintenant Wolff dans le Tyrol. Hofer maintenait ses prétentions à rester maître alors que pour Wolff et Vietinghoff il fallait céder le pouvoir aux Partisans, ce qu'ils organisèrent d'ailleurs. Les événements s'emballèrent, Hofer dénonça les officiers prêts à se rendre à Kesselring, l'ancien commandant des forces allemandes en Italie qui reprit le commandement en Allemagne contre les Alliés. Hofer fit fusiller sur le champ certains d'entre eux. Après une conversation téléphonique entre les deux hommes, Kesselring ordonna l'arrestation de Wolff mais la mort d'Hitler survenue juste à ce moment sauva la situation et probablement libéra la conscience de Kesselring. On connaît le poids du serment à Hitler, Kesselring ordonna alors enfin la reddition. Le même jour un million de soldats allemands déposèrent les armes.

Si Guisan s'est tout de suite montré favorable à ce que Waibel mène ces négociations c'est qu'il connaissait le risque qu'il y aurait eu lors du repli d'une vingtaine de divisions contre la frontière suisse, c'eut été à n'en pas douter une situation des plus dangereuses. On

notera aussi que Guisan, malgré l'affaire des documents compromettants de la Charité sur Loire, a dans cette nouvelle affaire pris de nouveau un risque en laissant agir Waibel en toute liberté. Voici ce qu'a dit Dulles dans son livre *"Les secrets d'une reddition"* à propos de Waibel:

[...] J'accordais ma confiance à Waibel et n'eus jamais à le regretter. Plus tard, quand nous avons commencé à pousser nos relations secrètes et risquées avec des généraux allemands, au début 45, nous aurions été contrecarrés à chaque pas si Waibel ne nous avait pas facilité contacts et moyens de communiquer, ainsi que les passages de frontière qui devaient être entourés du plus grand secret. Chacun des actes de Waibel servait les intérêts de la paix.

J'ai accordé une place importante à cet épisode de la guerre parce qu'il est une démonstration éloquentes du rôle que joua la Suisse et particulièrement son armée pour favoriser la fin des combats. Ce récit montre que sans la bienveillance accordée aux émissaires alliés il eut été impossible de mener à bien ces dangereuses négociations. J'ai lu deux récits traitant ce sujet, d'abord celui de l'historien Jon Kimche qui a écrit en 1961 *"Un général suisse contre Hitler"* puis celui d'un des acteurs, Allen Dulles dans *"Les secrets d'une reddition"*. Il existe quelques contradictions par exemple Dulles dans son livre précise qu'il n'avait pas de doute au sujet du comportement de Wolff alors que Kimche pense le contraire. Lors de la libération de Wolff aux mains des partisans là aussi il y a divergence. Ces détails n'ont pas actuellement d'importance, par contre j'estime que l'on aurait dû et que l'on devrait, à ce sujet, accorder plus de gratitude envers Waibel et Guisan. Mais on ne peut oublier qu'à la base de tout, des officiers allemands, tels Wolff, ont pris le risque d'entrer en négociation. Il faut ajouter que ce risque, pour Wolff, aurait été

encore bien plus grand s'il n'avait pas agi de la sorte, car c'est bien cette attitude qui lui a sauvé la vie lors du procès de Nuremberg.

Il y a lieu d'ajouter à cet épisode l'affaire du colonel Martinoni. Voici quelques lignes tirées d'un article paru dans le journal *Le Temps* du mardi 22 février 2011. *Martinoni, le colonel réhabilité* par Denis Masméjan

A 12 heures 45 le 28 avril 1945, la voiture du colonel Martinoni est de retour à Chiasso, note le journal du régiment. Mission accomplie. Les Allemands – plusieurs centaines d'hommes ont accepté de se rendre aux Américains. Ils craignaient surtout de tomber aux mains des partisans italiens qui ont décrété l'insurrection générale mais qui paraissent aux Allemands a priori moins respectueux des lois de la guerre que les troupes américaines régulières.

Or s'il y a eu une *affaire Martinoni* c'est uniquement parce que certains ont pensé qu'il avait été désavoué par Guisan en raison du fait qu'il aurait agi sans ordres. C'est ce qui s'est dit jusqu'à ce jour mais l'historien Dominic Pedrazzini révèle tout autre chose. C'est bel et bien d'en haut, du Conseil fédéral et de Guisan que l'ordre a été donné. Mais un malheureux concours de circonstance a fait qu'aussitôt sa mission achevée, l'Etat major lui a donné l'ordre de retirer son régiment de la zone frontière, Martinoni l'aurait mal pris, se croyant désavoué, craque et subit alors une grave crise de nerf demandant une hospitalisation. De façon normale son commandement lui fût alors provisoirement retiré.

Cette affaire avait déjà été relatée dans les journaux mais uniquement dans le but de dénigrer Guisan en faisant croire qu'il avait sanctionné le colonel Martinoni.

14. REFUGIES ET INTERNES

La Convention de la Haye de 1907 concernant les neutres indique que des militaires étrangers qui trouvent refuge en pays neutre doivent, après avoir déposé les armes, être internés durant toute la durée du conflit. En clair ils n'ont pas le droit de s'enfuir. Par contre des prisonniers militaires ayant réussi à fuir le pays ennemi pour se réfugier en pays neutre, ont eux le droit de retourner au combat. Ainsi donc le 1^{er} septembre 1944 la Suisse comptait:

12809 militaires internés, soit:

9967 Polonais

1635 Italiens

1036 pilotes américains etc.

Il y eut 3331 Britanniques et 1760 Yougoslaves prisonniers de guerre évadés.

L'organisation de l'internement de milliers de soldats ne fut pas une tâche facile pour l'armée, surtout lors d'une arrivée massive. En juin 40 le 45^{ème} corps d'armée français du général Daille en déroute fut acculé à la frontière suisse, il ne lui resta pas d'autre possibilité que de demander l'internement. Arrivé alors au poste frontière de Goumois des milliers d'hommes, de véhicules et des chevaux suivis de nombreux civils. Parmi ces hommes 16'000 Français et 12'000 Polonais venus se battre à leur côté. Les Polonais font preuve d'une remarquable discipline, s'adaptant aux règles de service suisse et prêts à se battre au côté de leur pays de refuge en cas d'attaque allemande. Un certain nombre d'entre eux fuirent en Angleterre pour continuer à se battre. En janvier 1941 le gouvernement français obtint des Allemands le droit de rapatrier ses soldats à l'exception des

troupes polonaises. Les internés n'avaient pas le droit de travailler dans l'industrie, par contre des chantiers d'occupation furent organisés: constructions de ponts, de routes, de lignes téléphoniques etc. A Fribourg quelque 400 Polonais poursuivirent leurs études dans des écoles ou à l'université. Ailleurs également beaucoup de réfugiés poursuivirent ou acquirent une formation.

En été 1943 ce furent 22'000 soldats italiens et 8000 prisonniers de guerre qui passèrent en Suisse pour y trouver refuge.

On peut bien s'imaginer que toute cette organisation n'alla pas sans peine et sans frictions. Les Allemands avaient fait quelque 3'800'000 prisonniers soviétiques lors de l'offensive de 1941 et des unités entières de l'Armée rouge, se trouvant encerclées, avaient refusé de se battre. A la fin de la guerre près d'un million de soldats soviétiques allaient servir dans la Wehrmacht. Des bataillons de déserteurs tentèrent leur chance en Suisse. L'internement des Russes posa de nombreux problèmes d'adaptation et de compréhension, sans compter les excitations des communistes suisses pour attiser le feu. Il y eut de graves mutineries provoquant blessures et deux morts. Vers la fin de la guerre beaucoup de ces internés demandèrent à rejoindre la Résistance en France voisine. Les querelles entre FFI (Forces Françaises Indépendantes) et communistes n'incitaient pas à exaucer leur désir, de plus on n'était pas tenté en Suisse à renforcer la branche communiste de la Résistance.

Le contentieux avec Moscou au sujet des réfugiés soviétiques prit des proportions alarmantes allant jusqu'à l'arrestation par Moscou d'une vingtaine de diplomates et délégués du CICR qui furent jetés en prison à Loubianka où croupissait déjà Raoul Wallenberg, le consul suédois à Budapest qui avait lui aussi délivré des certificats aux Juifs. Suite à tous les reproches que Moscou avait adressés à la Suisse au sujet de maltraitements qu'auraient subies les internés, la Suisse proposa l'envoi d'une commission de contrôle. Il faut ajouter que les reproches allaient très loin et que pour Moscou tous les

internés subissaient des exactions. La commission réalisa que tel n'était pas le cas quand bien même les Suisses avaient reconnu certains faits pouvant porter à critiques. A la fin du conflit le sort des internés soviétiques n'était pas enviable et beaucoup d'entre eux savaient ce que leur réservait Staline à leur retour, peu ont survécu. Pour la Suisse, si elle voulait revoir ses compatriotes emprisonnés en URSS, elle n'avait pas d'autre choix que de renvoyer tous les internés. Ce qu'elle fit comme les autres pays, en respectant en cela le droit international. On sait cependant que le petit Lichtenstein a lui refusé de renvoyer les quelques internés soviétiques, mais il n'avait pas, contrairement à la Suisse, des compatriotes détenus par Staline.

On ne peut aborder le sujet des internés sans parler du trop fameux camp de Wauwilermoss dans le canton de Lucerne, dont le commandement avait été confié au capitaine André Béguin. L'armée pourtant, par le chef du contre-espionnage le colonel Robert Jaquillard, avait porté un préavis défavorable à sa nomination et c'est par un juriste, le major Imer, qu'il obtint ce poste. Avant guerre Béguin faisait partie d'un mouvement d'extrême droite, en clair il était pronazi. Suite à des plaintes, une commission était venue enquêter, mais Béguin avait habilement réussi à soudoyer quelques internés qui plaidèrent en sa faveur. Mais certaines plaintes en provenance des Américains étaient arrivées aux oreilles de la légation américaine à Berne. Et en temps de guerre, voyez-vous, il y a certains arguments qu'on peut se permettre d'utiliser, c'est ainsi que le chef de la légation fit comprendre à Pilet-Golaz que si les choses ne s'amélioraient pas il se pourrait bien qu'un bombardier commette une légère erreur.... Il faut encore préciser un fait important, comme on l'a dit, un militaire interné n'avait pas le droit de s'évader, ainsi un pilote américain, acceptant le sort de rester en Suisse, pouvait très bien faire du ski et s'amuser dans une station, par contre celui qui se faisait prendre en délit d'évasion pouvait se retrouver en

enfer au Wauwilermoss avec des internés subissant une peine disciplinaire pour mauvaise conduite. C'est ce qui arriva au malheureux pilote de bombardier Dan Culler, interné à la suite d'un atterrissage forcé. Culler ayant tenté de s'évader se retrouva au Wauwilermoss où il subit la violence d'autres internés. Jamais ses plaintes ne furent prises en considération par Béguin. Dan Culler portera toute sa vie les séquelles de son passage dans ce funeste camp ; en 1994 il en a témoigné à notre ambassadeur Carlo Jagmetti. Dan Culler ne comprend pas pourquoi la Suisse punissait pareillement un interné qui désirait retourner se battre. André Béguin finit tout de même par être condamné par la justice, pour mauvais traitements et détournement de fonds, mais trop tard, le mal était fait.

Parmi les réfugiés ce sont les Juifs qui couraient le plus grand danger et cela déjà avant le début de la guerre. Le monde le savait puisque en juillet 1938 une conférence fut organisée à Evian afin de déterminer quels pays pourraient accueillir les milliers de Juifs fuyant le régime nazi. Ce fut la débandade ! Aucun pays, même pas les grands, ne voulait entendre parler d'un afflux de réfugiés. Echec total et prémisse d'une attitude générale du monde à l'encontre des Juifs en danger de mort. L'exigence d'un visa par certains pays, comme les EU réglait la question des refoulements et en 1939 un navire avec plus de 900 réfugiés juifs fut refoulé par ce pays. Il était dès lors programmé pour la Suisse, dans sa position centrale en Europe, entourée par des pays pourchassant et persécutant les Juifs, qu'elle aurait à jouer un rôle de pays refuge. Cela a été maintes fois dit, la Suisse aurait pu accueillir plus, beaucoup plus ? Tous les Juifs en détresse ? On peut quand même poser la question suivante: est-ce qu'en accueillant plus ou beaucoup plus de réfugiés juifs, la Suisse actuelle serait épargnée par les critiques ? Certes non car beaucoup plus ne signifie pas tous et donc elle devrait de toute façon essayer les critiques dues aux refoulements. D'autant plus qu'une ouverture plus généreuse de ses frontières aurait augmenté

l'afflux de réfugiés entraînant tôt ou tard encore plus de refoulements. Il n'y aurait eu donc pas d'autre solution, pour être, disons, "clean", que d'ouvrir entièrement les frontières ce que même les plus critiques admettent comme impossible...la quadrature du cercle. Disons tout de même que dans une situation de guerre, la sécurité et l'approvisionnement passent en général avant l'accueil, c'est ce qu'à relevé en 1997 sir Peter Smithers ancien membre du parlement britannique, représentant de son pays auprès des Nations Unies, secrétaire général du Conseil de l'Europe et officier de la Royal Navy durant la guerre: *"Nous ne devons pas oublier que le premier devoir du Gouvernement helvétique n'était pas la protection de la vie et des biens des Juifs allemands ou l'accueil des réfugiés chassés par les nazis. Sa première tâche consistait, comme n'importe quel gouvernement, dans la protection de ses propres citoyens."*

L'Américain Milton Friedman, Prix Nobel d'économie en 1976 a dit ceci:

"The old saying is that people who live in glass houses should not throw stones. Given the deplorable failure of the United States to provide refuge for victims of Nazi persecution, we have little basis to criticize Switzerland."

Les réfugiés juifs ont été répartis dans de nombreux endroits à travers tout le pays. Les circonstances ont fait qu'il a fallu improviser rapidement pour trouver à la fois des bâtiments et un encadrement. Sans pratiquement aucune structure préalable, on se doute que l'accueil fut très inégal. Les directeurs n'avaient pas reçu de formation, tout reposait donc sur leur bonne ou mauvaise capacité à diriger et à occuper les réfugiés. Citons deux exemples: le premier celui d'un directeur qui faisait tous les jours un appel dehors par n'importe quel temps, le deuxième celui du directeur à Villars qui s'est investi à fond pour distraire et occuper le mieux possible les

réfugiés sous sa responsabilité. Le premier exemple montre que certains directeurs profitaient de leur situation, qui était sans doute une promotion, pour assouvir leur instinct d'autoritarisme. Le confort était également inégal d'un lieu à l'autre, particulièrement là où le froid régnait en hiver.

Les refoulements des Juifs furent sans doute le fait le plus tragique pendant cette période. Je conseille à ce sujet de lire le livre d'Emmanuel Haymann "*Le camp du bout du monde*".

L'historienne Fabienne Regard a recueilli de nombreux témoignages de réfugiés juifs en Suisse, elle a écrit :

"*La Suisse paradis de l'enfer*". Voici sa conclusion, p 195:

[...] Or depuis que cette recherche est terminée, les critiques virulentes adressées à la Suisse face à la question des fonds en déshérence et son attitude pendant la Deuxième guerre mondiale ont forcément modifié leur interprétation. A notre avis, en fonction de quelques contacts que nous avons eus avec des témoins il semble qu'il se soit produit une radicalisation en faveur de la Suisse. En effet, les aspects positifs sont accentués comme s'il fallait prendre la défense du pays qui leur a sauvé la vie. Nous n'en dirons pas plus, c'est le thème de notre prochaine recherche.

Edgar Bonjour estime à 395'000 le nombre de réfugiés accueillis en Suisse, sans considération du temps de passage.

Pour ce qu'il en est de l'accueil et du sauvetage des Juifs par la Suisse entre 1933 et 1945 je me réfère à l'annexe 17, page 184 du livre du Groupe Travail Histoire Vécue *La Suisse face au chantage*

Nombre de réfugiés juifs 1933 - 1945

Les Juifs qui ont survécu en Suisse	
1	Juifs ayant survécu en Suisse (<i>Rapport Ludwig</i> , p.60)
	- avec droit de cité..... 10 297
	- avec permis d'établissement..... 9 150
2	Juifs accueillis en Suisse après 1933 (préface Eizenstat, 1 ^{er} rapport)
	- restés en Suisse pendant la guerre..... 30 000
	- ayant émigré vers d'autres pays..... 20 000
	Juifs sauvés à l'étranger par des diplomates suisses (E. Saul, <i>Visas for life</i>)
	153 000
<hr style="border-top: 3px double #000;"/>	
Total plus de.....	
220 000 ¹²	

Réfugiés juifs refoulés à la frontière suisse, extrapolation à partir de l'enquête genevoise, la plus fiable jusqu'à ce jour : moins de 5000
note cf : 5000 de trop, on est d'accord

Au début 2013 le spécialiste de la Shoa, Serge Klarsfeld, se référant aux dernières recherches de l'historienne genevoise Ruth Fivaz-Silbermann ramène le nombre de refoulements à moins de 3000. Ce qui évidemment amena à de nouvelles contestations. Mon explication est que pour beaucoup de Juifs de l'est, la Suisse risquait, comme l'Autriche, d'être annexée ou occupée et surtout la Suisse n'avait pas d'accès à la mer et donc pas d'échappatoire. Il y eut aussi certainement de nombreux civils, non juifs, qui furent

¹² (note GTHV p.184) N'ont pas été comptés les Juifs survivants qui n'ont pas fait l'objet d'annonce auprès des autorités ; les Suisses d'ascendance juive (jusqu'aux grands-parents), qui ne confessent plus le judaïsme, mais que les Allemands ont poursuivi comme des Juifs ; les Juifs retenus dans les camps de concentration que les délégués du CICR ont libérés à la fin de la guerre. Nombre des réfugiés admis en Suisse 1939-1945 selon le *Rapport Ludwig* p. 318.

refoulés et ces gens pouvaient être également dans la détresse sans pour autant courir les mêmes risques que les Juifs.

Quand bien même tout le travail de recherche sur les trajets empruntés par les convois de la mort à destination des camps d'extermination a été fait, autant en Italie, en France et même en Suisse puisque ce mensonge a été répandu, aujourd'hui encore nombreux sont en Suisse ceux qui y croient. Début 2013 j'ai pu le constater dans un commentaire paru dans *Le Matin*, la personne citait son grand-père qui avait vu un train de déportés...en gare de Montreux ! Curieusement avec le même scénario décrit dans le film *Nazi gold* où la scène se passait alors à Zurich, gare en cul de sac. Dans les deux cas des personnes juives distribuaient une collation...Une première analyse montre déjà la totale incongruité des lieux des soi disant passages : Zurich et Montreux, deux villes totalement en dehors d'un axe France-Allemagne ou Italie-Allemagne. Une seconde analyse devrait nous interroger de quelle intention se seraient nourries les occupants allemands en France et en Italie pour, depuis la France détourner les convois par la Suisse où les Alliés étaient nombreux et depuis l'Italie passer par le Gothard alors que le Brenner est resté actif tout a long de la guerre. Une troisième analyse va plus loin, elle concerne la réalité de tels convois dans des wagons marchandises verrouillés et surtout flanqués de soldats prêts à tirer... Or autant dans le film *nazi gold* que dans le témoignage de Montreux, pas du tout, on distribuait une collation et l'on ne parle nullement de la question de la surveillance. Parce qu'enfin si telle avait été la situation, qui empêchait alors les malheureux déportés de s'enfuir ? Autre question, puisque dans les deux cas on suggère une collaboration des autorités suisses, pourquoi alors, tant qu'on y est, les Juifs qui distribuaient n'ont pas été arrêtés eux-aussi ? Je vais probablement trop loin, mais permettez-moi tout de même de dire que dans ces allégations ce sont ceux qui maintiennent ces mensonges qui vont trop loin et n'assument pas les conséquences

logiques. Je sais parfaitement pourquoi ce mensonge a été émis, il s'agissait de trouver un fait rendant les autorités totalement pro nazies et je peux vous dire que si cela s'était avéré, alors oui les autorités eurent été pro nazies et dans ce cas je vous assure que je l'aurais aussi vivement dénoncé. Bien sûr qu'il y a eu des trains non pas de déportés mais de réfugiés qui ont été réparti dans toute la Suisse et comme par hasard il y eu un tel lieu d'hébergement à Villars, justement sur le trajet de Montreux. Dans son livre *La Suisse paradis de l'enfer* Fabienne Regard en parle et justement la couverture montre des réfugiés...dans une gare.

La leçon de cette histoire mensongère des trains de déportés à travers la Suisse devrait au moins nous montrer que nous devrions en Suisse être plus attentifs et critiques. Pour cela la lecture de biographies et de livres d'histoire nous y aide puissamment.

L'affaire du J sur le passeport des Juifs allemands a fait l'objet de nombreux commentaires. Rappelons brièvement les faits. En 1938 lors de l'annexion de l'Autriche, les citoyens de ce pays devinrent allemands et n'eurent donc plus besoin de visa pour pénétrer en Suisse. Ce qui signifie donc que jusqu'à ce moment, les Autrichiens avaient besoin d'un visa contrairement aux Allemands. Il est clair que la Suisse eut peur, à ce moment-là, d'un afflux incontrôlable de réfugiés juifs. Il n'est pas inutile de préciser que les Allemands, en 1938, encourageaient les Juifs à partir, des douaniers autrichiens aidèrent des Juifs à passer en Suisse (peut-être pas pour les mêmes raisons). La Suisse décida donc d'introduire un visa pour tous les Allemands. L'Allemagne protesta et l'on finit par l'arrangement du J suite à des négociations à Berlin avec l'ambassadeur Frölicher. C'est tout le Conseil fédéral qui accepta cette proposition, le chef de la police, Rothmund y était opposé. Dans un rapport écrit, il signala expressément au chef du Département, le conseiller fédéral Baumann, combien odieuse et dangereuse serait l'instauration d'une sorte de visa rien que pour les Juifs. Et pourtant c'est bien ce même

Rothmund qui avait peur de l'arrivée massive de Juifs. Maintenant dire que ce J est une *invention suisse* est un mythe pour la simple et bonne raison que cette même procédure avec la Suède précéda celle de la Suisse. Jean-Jacques Langendorf l'a signalé dans son livre *La Suisse dans la tempête du XXè siècle* et cela m'a été confirmé par Marc-André Chaguéraud.

Le Conseil fédéral ne s'est pas rendu compte qu'il s'engageait dans une voie dangereuse et surtout proche des nazis en acceptant le J, ce fut une erreur que Rothmund dont son épouse était juive, avait tenté d'éviter.

15. ACTIONS HUMANITAIRES

Pendant la guerre la Suisse ne resta pas repliée sur elle-même à protéger uniquement ses intérêts. Les actions qu'elle entreprit sont connues pour certaines, on pense en premier à la Croix Rouge Internationale dont elle était le premier pourvoyeur avec un personnel suisse. D'autres actions importantes furent établies parmi lesquelles son engagement en tant que puissance protectrice auprès de nombreux pays en guerre.

Le premier rôle d'une puissance protectrice est de s'occuper et de défendre les personnes, civiles ou militaires, résidant en territoire ennemi, ainsi des Américains et Britanniques en Allemagne ou des Allemands aux EU ou en Grande-Bretagne. Certains pays en guerre avaient interné sans distinction tous les ressortissants provenant d'un pays ennemi, souvent des familles entières, cela se passa aux EU avec les Japonais. Lorsque des pays entraient en guerre il fallut rapatrier, dans la mesure du possible, les diplomates et fonctionnaires, pour cela des transports durent être organisés. Ce retour ne pouvait souvent être obtenu qu'après un internement de plusieurs mois, durant lequel la puissance protectrice devait s'occuper des personnes retenues. Pour le rapatriement, on utilisait parfois des bateaux spécialement affrétés et pour lesquels il fallait obtenir un sauf-conduit des belligérants. Cela fut également le cas pour de nombreux échanges de prisonniers. L'acheminement des secours en provenance de divers pays, auprès des pays en guerre, fit aussi partie de cette activité, en tout une somme de 247 millions de CHF fut distribuée. A la fin de la guerre la Suisse, en tant que puissance protectrice, s'occupait des intérêts de 43 pays, elle finit par exécuter 219 mandats. La Suisse servait d'intermédiaire, ainsi la capitulation japonaise fut remise aux EU par les soins de la Suisse et une note menaçante de Churchill concernant le risque de déplacement de

prisonniers britanniques en Allemagne fut remise aux Italiens. Mais l'activité principale fut la visite de nombreux camps de prisonniers. A la différence de la Croix Rouge les inspecteurs suisses pouvaient s'entretenir sans témoin avec un prisonnier. En 1944, ils visitèrent 150 camps en Allemagne mais aucun camp de concentration en raison du refus absolu des Allemands. On se doute bien que la Convention de 1929 régissant le droit des prisonniers de guerre fut violée de nombreuses fois au cours de la guerre. La Suisse ne put jouer ce rôle auprès des prisonniers soviétiques en Allemagne faute d'accord et de relation diplomatique entre la Suisse et l'URSS.

L'activité de la Croix Rouge est mieux connue. Le CICR s'occupait de sept millions de prisonniers et de 175'000 internés civils. La seule agence centrale des prisonniers de guerre comprenait 3700 collaborateurs. Elle répondit à 6000'000 demandes de recherches et transmit 23 millions de messages pour des civils coupés de toute communication dans le pays ennemi où ils étaient retenus. Les prisonniers de guerre reçurent, par l'entremise du Comité international, 33 millions de colis contenant des vivres et des objets. Le Comité affréta des navires pour ces transports. D'autres envois de secours, en grand nombre, furent transportés sur des navires suisses de ravitaillement ou des trains suisses de marchandises, Marc-André Charguéraud parle de 2000 wagons par mois à destination des prisonniers Alliés en Allemagne. Plus de la moitié du financement du CICR provenait de Suisse. Le reproche qui a été fait au CICR est de ne pas avoir dénoncé au monde l'Holocauste. En fait son directeur Carl Burckardt, au courant de l'Holocauste, avait averti les Alliés, mais pas les délégués. En procédant ainsi Burckardt s'adressa premièrement à la seule puissance capable d'agir, deuxièmement cela permit à la Croix Rouge d'éviter des mesures de rétorsions et troisièmement, on rappelle que la Suisse et donc en partie la Croix Rouge, dépendait de l'approvisionnement allemand. Par contre, on sait que les Alliés accordèrent la priorité à la reddition sans condi-

tion de l'Allemagne et de ce fait réagirent fort peu pour empêcher la déportation et la mort des Juifs. Par exemple en ne bombardant pas les voies d'accès aux camps. Tout cela est sujet à discussions et polémiques.

Lorsque les villes de Hiroshima et Nagasaky furent anéanties en août 1945, le délégué du CICR, le Dr Marcel Junod était au Japon. Il assista au débarquement des premiers Américains qui, devant l'ampleur du désastre humanitaire, bien que vainqueurs, faisaient plutôt profil bas. Marcel Junod était venu au Japon principalement pour s'occuper des prisonniers américains et britanniques terriblement maltraités par les Japonais qui, comme les Soviétiques, n'avaient pas signés les accords de 1929 à Genève sur les prisonniers de guerre, il était accompagné par une collègue. C'est ainsi qu'ils eurent une entrevue avec le général Mac Arthur.

[...] Il nous remercie du travail accompli pour les prisonniers américains, mais on sent que sa pensée va plus loin... Il songe à tous les hommes que la Croix-Rouge a aidés, protégés, à tous ceux qui, dans leur exil, leur avilissement, n'ont plus d'autre recours que son intervention.

- On a oublié l'inestimable prix de la vie et du sang de l'homme, de sa dignité aussi.

D'une voix dure, il affirme en martelant ses mots:

- La force n'est pas une solution des problèmes. La force n'est rien. Elle n'a jamais le dernier mot....Etrange que je vous dise cela, moi, un tueur professionnel !

Plus loin:

Et subitement il nous dit:

- Qui aura les voix assez nombreuses, assez pures, partout présentes, pour parler non plus au nom de la force, mais au nom de l'esprit ?

Un instant de silence.

- Ce sera peut-être la Croix-Rouge...

- La Croix-Rouge est trop modeste. Elle est trop restée dans l'ombre. La Croix-Rouge ne devrait pas s'en tenir à soigner les blessures physiques et à organiser des secours matériels. Ses buts sont trop restreints. Il lui faut aller au-delà..." La Croix-Rouge tient une position unique dans le monde. Elle jouit de la confiance universelle. Son drapeau est respecté de tous les peuples et dans toutes les nations. Il lui faut maintenant que cette valeur serve à plein. Il faut l'engager tout au fond du problème..."

Et le réalisme dicte à Mac Arthur ces derniers mots:

- Il s'agit seulement de savoir si vous trouverez les moyens suffisants pour défendre ces idées et propager cette foi...Est-ce que vous aurez l'argent...et les hommes ?

Dr Marcel Junod - *Le Troisième combattant* p. 363

La Croix Rouge suisse s'est beaucoup investie dans l'organisation, de l'aide aux réfugiés en Suisse et à l'étranger. Elle organisa des séjours en Suisse pour 81'000 enfants dont 60'000 en provenance de France. Elle distribua des vivres, des médicaments et des vêtements dans de nombreux pays. Plus de 10'000 enfants furent hébergés dans des homes, près de cinq millions de repas furent servis dans des villes françaises aux enfants en âge de scolarité.

En 1944 la Suisse créa l'œuvre du "*Don suisse aux victimes de la guerre*". L'Etat fournit 100 millions de CHF, une collecte réunit 44 millions. Une grande partie de cette aide fut destinée à la Hollande et le reste s'est réparti dans les pays voisins. Le délégué du CICR, Raymond Courvoisier décrit en détail dans son livre « *Ceux qui ne devaient pas mourir* » l'aide apportée à la Pologne ravagée, grâce au *Don suisse*, en particulier la construction d'un village.

Réf. : Edgar Bonjour *Histoire de la neutralité suisse*

Ces quelques explications montrent que la Suisse et les Suisses ne restèrent pas les bras croisés en face des terribles souffrances qu'engendrait la guerre et le travail accompli permit non seulement d'atténuer la douleur mais aussi dans plusieurs cas, de sauver de nombreuses vies.

Au final la Suisse a consacré au cours de la guerre 1,93 milliard de CHF de l'époque à l'aide humanitaire. Compte tenu des sévères restrictions imposées à la population, ce montant est loin d'être anodin. Voici encore ce qu'a dit Allen Dulles à ce propos :

Dans toute discussion sur la neutralité de la Suisse au cours de la seconde guerre mondiale, il serait d'une négligence grave de ne pas mentionner le rôle humanitaire de ce pays. Il a été un refuge, un havre de charité et de bienfaisance, de secours permanent aux persécutés, aux sans foyer, aux personnes déplacées. En tant que lieu où se trouvent installés des organisations de paix ainsi que des instituts internationaux dévoués à la coopération entre les peuples, la Suisse était le seul endroit en Europe où les Alliés et les Allemands pouvaient espérer trouver des hommes compétents et d'esprit constructif qui les aideraient dans leur recherche de la paix.

Pourtant Pilet-Golaz, qui s'est beaucoup investi dans ce domaine, n'a pas su, comme ses successeurs, faire valoir l'immense travail effectué par la Suisse, dans des conditions pour le moins difficiles.

16. CARL LUTZ A BUDAPEST

Lorsqu'en décembre 1941 les EU déclarèrent la guerre à la Hongrie, les Américains s'en remirent à la Suisse pour défendre leurs intérêts, ce qui pour la Suisse ne fit qu'ajouter une activité en tant que puissance protectrice. C'est ainsi que la magnifique résidence de l'ambassade américaine à Budapest fut reprise par les diplomates suisses. L'édifice gardait son caractère extraterritorial. En plus de nombreuses activités, Carl Lutz se chargea de celle-ci. Elle s'ajoutait entre autres à la collaboration avec le bureau de Budapest de l'Agence juive de la Palestine, en fournissant des papiers d'émigration aux enfants et adolescents réfugiés en Hongrie. Il transmettait aussi des notes au gouvernement Hongrois de la part des EU, de la Grande-Bretagne, de la Roumanie, de l'Egypte, de la Belgique et du Chili ainsi que d'autres pays d'Amérique latine.

Bien qu'au courant des exactions envers leurs coreligionnaires dans les pays soumis à l'Allemagne, les Juifs hongrois ne crurent pas que pareilles choses arriveraient également dans leur pays. Pourtant l'ostracisme contre les Juifs de la part des chrétiens hongrois était déjà manifeste. A ce moment là, Hitler décida d'occuper la Hongrie pour prévenir toute rupture d'alliance comme en Italie. Il soumit le régisseur Horthy à toutes sortes d'obligations, telles que des contingents en hommes, fournitures matérielles et alimentaires ainsi que l'exhortation de résoudre la question juive. Hitler nomma un proconsul, Veessenmeyer, chargé de surveiller l'application de ses ordres.

Jaeger était l'ambassadeur suisse, donc le chef de Carl Lutz, et il manifestait la même inquiétude que Lutz sur le sort des Juifs hongrois, ainsi il soutenait toutes les actions de Lutz.

C'est dans la superbe voiture, une Packard, laissée par les Américains, que Carl Lutz observait l'attitude des gendarmes et des jeunes

Nyilas qui commençaient à traquer les Juifs. Le contraste entre, d'un côté l'imposante Packard noire, le visage déterminé et honnête de Carl Lutz, ainsi que le chauffeur et de l'autre côté les bandes de *Nyilas* composées d'individus grossiers et rustres, ne fut pas sans importance dans l'action de sauvetage et cela démontre qu'il n'y pas que la force brutale pour imposer le respect. L'ambassade se remplissait de Juifs en danger de mort, Gertrud l'épouse de Carl Lutz, faisait tout son possible pour les accueillir.

En mars 1944 de nouvelles directives encore plus dures furent promulguées contre tous les Juifs qui ne se doutaient de rien, il s'agissait ni plus ni moins que de les éliminer.

C'est ainsi que Carl Lutz commença à prendre les Juifs sous la protection juridique suisse en leur fournissant des sauf-conduits. C'est ainsi également qu'il logea 73'000 Juifs dans 76 maisons dont il avait obtenu l'immunité diplomatique. Lutz négocia avec ses pires ennemis, dont Eichmann établi en Hongrie pour organiser les déportations, dont Veessenmayer, lequel déclencha un putsch en octobre 1944 qui mit au pouvoir les nazis hongrois, les Croix Fléchées. Ceux-ci commencèrent aussitôt à exterminer les Juifs. D'autres personnes se joignirent à Lutz, le Suédois Raoul Wallenberg qui disparaîtra en URSS à la fin de la guerre, le nonce apostolique Angello Rotta, le délégué du CICR, Friedrich Born, Peter Zürcher et Ernst Vonrufs, deux Suisses établis en Hongrie. Les risques qu'ils prirent furent énormes, Zürcher échappa de justesse à la mort. Des Hongrois honteux du sort subi par leurs compatriotes juifs se joignirent au groupe. Lutz et ses collaborateurs sauvèrent les Juifs du Grand Ghetto de Pest, ils sauvèrent plusieurs milliers de Juifs qui avaient été déportés à pied à Vienne. Ce groupe, dont Carl Lutz était la figure de proue, sauva non moins de 100'000 Juifs, selon Simon Wiesenthal qui a préfacé le livre de Theo Tschuy. Ils ne purent toutefois sauver les 350'000 déportés à Auschwitz.

Deux jeunes Juifs, détenus à Auschwitz, parvinrent à s'échapper. Afin d'alerter le monde ils rédigèrent "*Le protocole d'Auschwitz*" pour montrer au monde la réalité des camps d'extermination. C'est par l'action conjuguée des pays neutres auprès de l'opinion internationale que l'amiral Horthy suspendit les déportations.

Carl Lutz naquit à Walzenhausen en Appenzell. Protestant, il était doté du même esprit piétiste qu'un Henri Dunant¹³. Il avait un caractère de défi propre aux Appenzellois. Enfant il voulait vivre guidé par Jésus, il voulait réaliser une action inspirée par sa foi. Il détestait l'école ce qui ne l'a pas empêché, après bien des péripéties, d'étudier le droit aux Etats-Unis.

A la fin de la guerre, de retour en Suisse, d'obscurs fonctionnaires lui créèrent quelques ennuis pour avoir outrepassé ses droits. On finit cependant par le laisser tranquille. Mais ce fait s'ajouta aux autres, en particulier au cas du capitaine Grüniger qui avait également outrepassé ses droits pour sauver des Juifs en provenance d'Autriche. Que cela toutefois n'occulte pas tout ce que la Suisse et des fonctionnaires suisses réalisèrent comme prouesses humanitaires au cours de la guerre.

¹³ Fondateur de la Croix-Rouge

17. L'INFORMATION

Guisan se rendit très vite compte de la nécessité d'informer au mieux à la fois les civils et les militaires. Pro Helvétia était chargé de maintenir le moral de la population grâce à la défense spirituelle et Armée et Foyer (AF) avait pour mission à la fois le maintien du moral et l'information. Dans l'armée on avait pris conscience de l'importance de communiquer et d'expliquer non seulement aux militaires mais aussi aux civils, la mission et le fonctionnement de l'armée. Il fut primordial, par exemple, d'expliquer pourquoi on en était venu à l'idée du Réduit. Mais il était aussi important que le soldat en permission ne soit pas systématiquement livré au découragement des civils, eux-mêmes livrés aux propagandes totalitaires. On retrouve dans AF le capitaine Hausamann qui organisa avec d'autres des centaines de conférences, de films et des discussions. AF fit le lien entre l'armée et les syndicats d'ouvriers. Pour financer AF il fallut convaincre les politiciens, ce ne fut pas facile et si le résultat finit par être à la hauteur de ce qu'on attendait, ce fut bien dû à l'opiniâtreté de Guisan qui revint plusieurs fois à la charge. Le Conseil fédéral ne se rendait même pas compte de la nécessité d'une telle action et cette attitude démontre une fois de plus que pendant toute la durée de la guerre, l'armée et le peuple firent cause commune alors que les politiciens travaillaient en cachette. L'organisation de l'information était essentielle car elle permettait d'éviter des mouvements de panique à la suite de faux bruits. On se rend bien compte que dans la situation de la Suisse, ni la radio ni la presse ne pouvaient être totalement libres. Un organe de contrôle des médias fut mis en place, d'abord sous l'autorité de l'armée puis du Conseil fédéral. Il est clair que la neutralité nous empêchait de critiquer librement tel ou tel pays quand bien même les médias, comme la majorité du peuple, avaient clairement désigné l'Allemagne et l'Italie

comme les ennemis potentiels. Un journaliste fit cette remarque: *"au fond les journalistes sont aussi libres que le soldat suisse..."*. Bien vu de sa part. Mais certains journalistes émettaient clairement des doutes que l'Allemagne nous attaquerait uniquement sous le prétexte de propos diffamatoires. Et pourtant c'est bel et bien la raison donnée par Hitler après l'attaque de la Belgique et de la Hollande, toutes deux neutres. Roger Masson, le chef des SR, manifesta maintes fois de violentes critiques à l'encontre des journalistes, il eut d'ailleurs cette remarque acerbe à leur sujet: *S'ils veulent vraiment en découdre, qu'ils le fassent donc au grand jour, aux côtés des Alliés: les armes au poing !*

18. LE MELANGE DES ROLES, MYTHE ET PATRIOTISME

Ce qui est fascinant dans cette histoire c'est la diversité des rôles qui a fait au final que la Suisse a échappé au pire. Croire qu'une seule attitude a suffi, est trop simpliste. Essayons de résumer une partie de ces rôles et attitudes.

D'abord le peuple suisse. La Suisse allemande clairement antinazie, la Suisse romande, toujours derrière la France, antiallemande et assez pétainiste.

Au moins, contrairement à 14-18, y avait-il concordance entre les deux principales parties de la Suisse. L'attitude la plus claire et déterminée revint à l'armée, Guisan y contribua largement mais également les jeunes officiers comme Waibel et Hausamann. On peut critiquer Guisan et l'armée concernant l'accueil restrictif des réfugiés, à chacun son opinion à ce sujet. Le monde politique condamné à jouer le rôle du méchant, seul conscient finalement de la nécessité de l'approvisionnement, seul à *jouer au chat et à la souris* avec la puissance dominante qui entourait la Suisse. Le peuple suisse était-il conscient du travail accompli par les négociateurs ? Certainement pas mais ni le peuple ni personne n'était en mesure de faire mieux, alors...

Le monde des affaires, des profiteurs de guerre... on s'est servi d'eux par la suite pour les identifier à l'attitude de la Suisse et ce ne sont pas ces quelques lignes qui feront changer les avis. Tout ce que l'on peut dire c'est que ces profiteurs étaient partout dans le monde en guerre, y compris dans les pays dominés par le Reich. Il n'est pas question de prendre leur défense, simplement distinguer leur action de celle de l'Etat. C'était tout de même différent de devoir négocier pour obtenir en retour des biens essentiels que de pratiquer le recel d'œuvres volées par les nazis. On constatera aussi qu'en temps de

guerre l'Etat et l'armée ont de telles responsabilités qu'il leur est pratiquement impossible de pratiquer la même justice qu'en temps de paix. A titre d'exemple on ne va pas passer des années à se pencher sur un cas litigieux entre deux voisins et c'est bien de ce laxisme de la justice dont profitèrent certains.

L'exemple des rencontres avec Schellenberg est très révélateur des différents rôles. C'est en effet à partir de relations commerciales dont profitèrent des privés, officiers ou non, que le contact s'établit entre Masson et Schellenberg et l'on se rend bien compte que des opérations de profits eurent lieu autour de ces rencontres, Edgar Bonjour les mentionne. Mais jamais je n'ai lu que les hauts responsables de l'armée et du Conseil fédéral aient participé à ce *business* privé. Pilet-Golaz le responsable du département politique, Masson le chef des renseignements, Guisan, Jaquillard, le chef du contre-espionnage, Barbey le chef de l'Etat major du Général, Huber le chef de l'Etat major de l'armée, les responsables des bureaux de renseignements, Waibel, Cuénoud, Ernst, Lindt, et bien d'autres, tous oeuvrèrent pour le bien du pays et non pour un quelconque profit personnel.

Le mythe du mythe

J'aimerais montrer le fossé qui existe entre l'appréciation qu'on peut avoir au sujet du rôle de l'armée et de Guisan entre les historiens révisionnistes suisses qui ont relégué le rôle de l'armée à un **mythe** et des personnalités étrangères qui ont soit vécu cette période soit écrit un livre à ce sujet. On a déjà cité plus haut l'appréciation de Allen Dulles au sujet de Guisan. Voici aussi celles d'écrivains étrangers, seulement ceux que j'ai lu, bien sûr:

L'Anglais Jon Kimche "Un général suisse contre Hitler" le titre est suffisamment éloquent

Dans la préface on y lit ceci: [...] *La Suisse et Guisan furent des éléments essentiels du panorama européen, éléments beaucoup trop longtemps ignorés des historiens...*

Les Français Accoce et Quet "La guerre a été gagnée en Suisse" le livre parle essentiellement de l'espionnage au profit de l'URSS. Ces journalistes n'ont aucune critique sérieuse contre Guisan et l'armée, à l'exception des refoulements

Le Français Jean-Pierre Richardot " Une autre Suisse" Ce livre remet en question la culpabilité de la Suisse chère aux historiens suisses de gauche. Richardot n'a aucune critique contre Guisan et l'armée, à l'exception des refoulements

L'Américain Stephen Halbrook " La Suisse encerclée" n'a aucune critique contre Guisan et l'armée (bien au contraire...). Il a traité la question des refoulements avec justesse en comparant l'attitude suisse avec celle des Alliés.

On ajoute tous les "acteurs" que furent Roosevelt, Churchill, Kelly et Curie qui eurent les remarques déjà citées et qui jamais n'auraient eu l'arrogance de parler de mythe en ce qui concerne Guisan et l'armée suisse.

Donc, chez aucune de ces personnes, il n'est venu à l'idée de dénigrer Guisan et l'armée ou de parler de mythe ! En clair, seules les personnes ayant une méconnaissance de l'histoire ou ayant l'intention de dénigrer, parlent de mythe. L'idée du mythe est la persuasion que c'est la collaboration commerciale élevée au rang de collaboration tout court qui a épargné la Suisse ainsi que les arrangements préalables avec des privés, au lieu de l'armée et de la volonté de résistance. Il y a aussi le fait que la Suisse ne s'étant pas battue, il est facile de critiquer la stratégie militaire en omettant de signaler qu'une telle stratégie, relevant principalement de la volonté de se battre, même ou surtout avec des fusils, dérangeait prodigieusement les stratèges allemands.

Qui a parlé de résistance héroïque ? En effet le mot "*héroïque*" est revenu plusieurs fois ces dernières années mais, selon moi, plutôt dans le sens péjoratif. Il ne me serait jamais venu à l'esprit de parler de défense ou de résistance héroïque pour parler de l'attitude de l'armée. Le mot "*héroïque*", tout le monde en conviendra, ne s'applique que dans un combat donc, pour ce qui concerne la Suisse, uniquement lors des combats aériens. La résistance de l'armée était ferme et déterminée et cela a payé. Des Suisses ont eu des attitudes héroïques tel Carl Lutz et ses collaborateurs ainsi que des délégués du CICR, dont certains ont été torturés et tués comme le Dr Vischer et sa femme au Japon.

L'amour du pays ou l'esprit patriotique a été un atout important dans la résistance au nazisme. Je reprends ici quelques lignes tirées du livre de Mary Anna Barbey "*39-45: les femmes et la Mob*". C'est le témoignage de Berthe, enseignante qui s'est engagée dans le service complémentaire féminin.

[...] Je n'ai jamais regretté de m'être engagée. Jamais. J'ai une grande reconnaissance pour l'armée parce qu'elle m'a beaucoup donné. C'est resté dans ma vie quelque chose d'inoubliable, une grande expérience spirituelle. Par le don de soi: vraiment, j'aurai donné ma vie pour mon pays ! Par les contacts aussi: j'ai eu des relations magnifiques avec des chefs, des chefs femmes dont certaines sont restées des amies. Cela nous a permis aussi d'apprendre à nous connaître. Dans les assemblées, on chante le Cantique suisse, chacune dans sa langue. Quand vous entendez ces trois langues qui expriment le même amour, le même dévouement, il y a de quoi avoir les larmes aux yeux. J'ai souvent dû me cramponner.

Ce témoignage rejoint parfaitement l'attitude des internés polonais en Suisse. Chaque soir, à l'appel principal, ils chantaient, tête découverte, leur hymne national...

Elle cite plus loin le général finlandais Mannerheim: "*Chaque pays doit avoir une armée, celui qui n'a pas la sienne a celle des autres*".

Aujourd'hui l'actualité nous montre cruellement comment des civils sans défenses se font massacrer partout où l'armée de leur pays fait défaut.

19. POURQUOI LA SUISSE N'A-T-ELLE PAS ETE ATTAQUEE

Pour répondre à cette question il faut analyser toutes les données, tant du côté Suisse que du côté Allemand.

Et d'abord avec l'incontestable lien économique qui unissait les deux pays déjà avant guerre, en soulignant toutefois que l'Allemagne n'achetait pas d'armes à la Suisse avant le conflit. Mais ces liens étaient essentiellement privés. L'Allemagne, en cherchant à envahir la Suisse, comptait bien sur la collaboration de *ses amis* comme les appelaient Hitler. On imagine bien que *ces amis* se seraient parfaitement accommodés d'une Suisse intégrée au Reich. Mais il y a aussi cette mystérieuse *Banque des règlements internationaux* la BRI à Bâle, fondée, comme on l'a vu, par les banquiers internationaux, ses amis ? Faute d'investigation on n'en dira pas plus à son sujet sauf qu'elle a alimenté financièrement l'Allemagne nazie avant guerre et pendant la guerre, l'historien Marc-André Charguéraud y a consacré un livre *Le banquier américain d'Hitler*. Pendant la guerre, la Suisse dépendait économiquement de l'Allemagne ce qui l'a amenée en contre partie à lui vendre des armes, à lui accorder des prêts et à lui acheter de l'or nécessaire au maintien de la valeur du CHF. Tout ceci devrait être comparé et évalué. En 1944 l'Allemagne était encore capable de produire 40'000 avions. Ainsi que l'a déclaré le général SS Schellenberg, Hitler tenait absolument à englober la Suisse dans le Reich. Par contre la plupart des déclarations des officiers allemands ont fait mention de la valeur de la résistance non seulement de l'armée mais aussi des civils. Les Allemands n'avaient aucun doute quant à leur supériorité de leur armée en ce qui concerne l'aviation et les blindés, mais ils étaient parfaitement conscients que l'on n'occupe pas un pays possédant des centaines de

milliers de tireurs capables et décidés à descendre un ennemi à 500m. Chacun a sa propre appréciation sur cette question mais pour se faire vraiment une idée rien de mieux que de voir deux films démontrant l'efficacité du tir: c'est "*Stalingrad*" et "*Uprising*", le soulèvement du ghetto de Varsovie, de Jon Avnet. C'est dans ce dernier que le mot "*héroïque*" prend toute sa valeur. Stephen Halbrook dans son livre *La Suisse encerclée* insiste sur l'effet dissuasif du tir de précision pratiqué à la fois par les militaires et les civils suisses. Reste d'autres raisons. L'axe du Gothard en était une, les Allemands savaient qu'en cas d'attaque le tunnel serait saboté, faute d'être miné par manque d'explosifs, par l'armée suisse. Des industries auraient subi le même sort. Quel pays, attaqué par l'Allemagne a programmé la destruction de ses propres entreprises ? L'aspect humanitaire n'était pas négligeable, la Suisse s'occupait, en tant que puissance protectrice, des intérêts de nombreux Allemands dans le monde, le CICR et des fonctionnaires visitaient des prisonniers allemands. Et ne négligeons pas le fait que la Résistance allemande a joué en faveur de la Suisse, en particulier au niveau des renseignements. On en arrive ainsi à la conclusion que tous les témoignages de responsables militaires ou politiciens alliés et allemands concordent en ce qui concerne la valeur et la volonté de la défense de la Suisse et aucune de ces personnes, pour la plupart parfaitement au courant de la situation de la Suisse, n'ont mis les échanges commerciaux en premier. De leur côté les Allemands ont minimisé le rôle économique attribué à la Suisse, sauf le ministre de l'économie Funk dans l'unique but de <http://www.jewishpost.com/archives/news/never-again-the-warsaw-ghetto-uprising.html> reporter sa propre culpabilité.

Seule une méconnaissance paradoxale des faits permet d'affirmer rétrospectivement que cette politique de collaboration a été couronnée de succès, comme si c'était elle qui, avant tout, avait été déterminante pour la survie de la Suisse

et non pas des facteurs inhérents à l'évolution générale de la guerre.

Klaus Urner - *Il faut encore avaler la Suisse*

Actuellement beaucoup de jeunes sont persuadés que l'armée n'a joué aucun rôle. Le cas du Danemark est très représentatif de cette attitude. En effet le Danemark était neutre, comme la Suisse, et avait signé avec l'Allemagne le 31 mai 1939 un pacte de non agression. Le 9 avril 1940 à 4h, 40'000 Allemands envahissaient le pays, 2h1/2 plus tard le gouvernement capitulait et acceptait *une occupation protectrice* en échange d'une collaboration efficace. Et elle le fut puisqu'à la fin de la guerre, le ministre Scavenius se félicita *Les différents ministères ainsi que les organisations patronales ont loyalement aidé à l'exécution de cette coopération économique*. A la fin 1940 le Premier ministre Stauning décrivait le Danemark comme *le pays le plus heureux de l'Europe*. Quant aux Allemands, ils déclarèrent *Ces livraisons peuvent être considérées comme pleinement satisfaisantes*. Hitler dit que le Danemark est un protectorat modèle. Il n'y eut donc ainsi, grâce à la philosophie *sans armée* peu ou pas d'exaction allemande dans ce pays bien que j'imagine qu'il devait tout de même exister une Résistance.

Qu'en fut-il pour les réfugiés ? Le Danemark livra 350 membres du parti communiste à l'Allemagne ainsi que 122 réfugiés politiques allemands. Cependant et contrairement aux autres pays occupés, il ne livra aucun Juif ou presque. Les Danois dans leur ensemble avaient décidé de protéger leur population juive qu'ils envoyèrent en Suède, action qui valut au Danemark une médaille.

Si la Suisse avait agi de même aurait-elle, elle aussi, été épargnée par les critiques, comme le Danemark ? Voilà un sujet à réflexion. Une chose est sûre cependant, si tel avait été le cas la Suisse n'aurait pas pu accueillir les 22'000 Juifs, il n'y aurait pas eu de Croix-Rouge internationale, la Suisse n'aurait pas pu fonctionner auprès de 43 pays en tant que puissance protectrice et il n'y aurait eu aucune

action humanitaire ni refuge aux résistants et partisans. A la fin de la guerre, l'Allemagne devait deux fois plus d'argent au Danemark qu'à la Suisse. Observons bien que cette totale collaboration économique n'a pas dissuadé les Allemands d'envahir le Danemark.

Source: Marc-André Chagueraud "Survivre"

Seuls des idéologues suisses, sans connaissances vécues, historiens ou non, ont accrédité la thèse inverse.

Voyons aussi ce qu'en pense l'historien américain Angelo Codevilla

...Certains historiens soutiennent qu'il n'y a jamais eu de véritable menace d'invasion, car, en fait, l'Allemagne n'a jamais décidé d'envahir la Suisse. Ainsi l'historien révisionniste H-U Jost écrit: "Ni le Haut commandement de la Wehrmacht, ni les dirigeants politiques n'ont jamais envisagé une conquête de la Suisse. Au contraire, dans les cercles économiques et militaires, on avait plutôt tendance à se prononcer contre une telle opération." Suivant cette logique, la planification militaire suisse équivalait à une sorte d'inutile autosatisfaction. **Cependant cet argument est basé sur un sophisme.** On ne peut pas affirmer qu'un événement ne pouvait pas arriver simplement parce qu'il n'est pas arrivé. Pourquoi les responsables militaires et économiques allemands se sont-ils prononcés contre une invasion de la Suisse ? Est-ce parce qu'ils ont comparé les coûts et les bénéfices éventuels d'une telle opération ? Lorsque les hommes ont envie de quelque chose, ils s'aperçoivent presque invariablement que l'obtention de cette chose implique un effort de leur part. En conséquence, on ne peut pas conclure que lorsque les humains ne cherchent pas à obtenir quelque chose, c'est parce qu'ils n'en ont pas envie, pas plus que l'on peut prendre au sérieux l'attitude du renard qui qualifie d'"aigre" une grappe de raisins difficile à attraper.

En outre, l'Allemagne ayant envahi un certain nombre de petits pays, il n'était pas déraisonnable de penser que les Suisses pouvaient être les suivants sur la liste.

Angelo M. Codevilla - *La Suisse, la guerre, les fonds en dés-hérence et la politique américaine* p. 53

Ancien officier de la US Navy, professeur en relations internationales à l'université de Boston, ancien conseiller en matière de politique étrangère au Sénat américain, membre du Sénat Select Committee on Intelligence

Par contre des élèves d'un gymnase (lycée) n'ont pas la même appréciation:

...C'est à ce prix, et en jouant au chat et à la souris, ou si vous le voulez, en ménageant chèvre et choux, que la Suisse se sortira de ce guêpier, **et non pas comme beaucoup le croyaient, grâce à son armée et au Général Guisan.**

Cette simple phrase démontre clairement que pour ces élèves il aurait suffi à tous les pays envahis par les Allemands de commercer (ce qu'ils ont fait avant guerre, autant si ce n'est plus que la Suisse) avec eux pour ne pas subir d'invasion! Pour ces élèves la Suisse n'avait pas besoin d'affirmer sa résistance armée, le commerce suffisait. Une Suisse sans armée aurait parfaitement fait l'affaire selon eux. Ces élèves et leur professeur ont parfaitement le droit à cette opinion comme j'ai le droit de préférer celle de Codevilla. Ce d'autant plus qu'il m'est facile de démontrer que c'est d'abord la volonté de résistance qui a agi en 1940 alors que le commerce avec l'Allemagne n'avait pas l'importance qu'il a pris ensuite et qui est venu seconder la résistance armée, comme l'a bien dit Guisan. C'est donc en premier à Guisan, à l'armée, au ralliement des socialistes, donc à l'unité, que la Suisse doit sa reconnaissance. Lorsque des enseignants prétendent inculquer à leurs élèves que ce n'est pas l'armée

mais uniquement le commerce qui a sauvé la Suisse on aimerait connaître le sens profond de ce message. Est-ce celui d'une Suisse sans armée ? Est-ce celui qu'il est toujours possible de *s'arranger* même avec le pire ennemi ? Plus concrètement je crois simplement que les enseignants sont mal informés et ne disposent pas des outils (livres) nécessaires pour enseigner une histoire aussi complexe.

Dans son livre "*Le service de renseignements suisse face à la menace allemande*" l'historien Christian Rossé explique comment les SR percevaient et évaluaient la menace allemande. Il s'avère qu'il existait à ce sujet deux courants en Allemagne, l'un purement nazi provenant des SS tels que Himmler ou von Bibra en Suisse, qui était en faveur d'une action contre la Suisse et l'autre qui freinait pour deux raisons, la première était clairement le degré de résistance de l'armée et la deuxième était la menace de la destruction du tunnel du Gothard. On y ajoutera également les considérations économiques mais elles n'étaient pas prioritaires et à double sens. En effet si les achats d'or arrangeaient les stratèges allemands, en même temps l'accumulation d'or en Suisse aiguïssait la convoitise de certains gestapistes et autres pilliers de guerre... L'aide humanitaire, le CICR, la puissance protectrice exercée par la Suisse auprès de ressortissants allemands ont certainement aussi joué un rôle.

Pilet-Golaz à sa démission en 1945 a remis un rapport à son successeur Max Petitpierre. L'énoncé complet se trouve à la fin du livre de Georges-André Chevallaz *Le Défi de la neutralité*. En comparant la vision de Pilet-Golaz avec celle des SR, on est surpris de constater une vision bien différente quant à l'appréciation des risques qu'a encourus la Suisse tout au long de la guerre. Pour Pilet-Golaz seule l'alerte de 1940 a vraiment été un danger pour la Suisse alors que pour les SR, Masson en particulier, le risque était bien présent tout au long de la guerre. En fait si Pilet-Golaz sous-évaluait le risque c'était bien qu'il comprenait l'importance de la dissuasion économique et de ce fait il négligeait le caractère imprévisible non

seulement d'Hitler mais aussi des éléments profondément nazis et gestapistes qui auraient volontiers fait main basse sur l'or suisse.

Un élément supplémentaire doit être pris en considération, même s'il est encore sujet à controverses. Une bonne partie des officiers Allemands étaient parfaitement conscients du fait qu'Hitler menait l'Allemagne au désastre, cette considération les amena à agir dans l'ombre contre les intérêts nazis, et ceci au plus haut niveau. En plus, certains de ces officiers, c'est difficile de le dire en Histoire, aimaient la Suisse, n'oublions pas qu'il n'y eut pas, comme avec la France, une accumulation de rancœur pour ne pas dire de haine. Il est donc certain par exemple que l'amiral Canaris, chef des renseignements, a agi en faveur de la Suisse, cela a été dit par des historiens allemands il y a quelques années.

Intervention dans le Forum *livres de guerre*

<http://www.livresdeguerre.net/forum/contribution.php?index=42227&surl=Canaris%20avait%20pour%20d'oeuvrer>

Canaris avait pour lui d'œuvrer dans un secteur par définition opaque. Il a su également jouer de la très grande difficulté de gens comme Keitel ou Hitler à admettre qu'un amiral allemand pouvait trahir son pays. Cela, ça les dépassait. Par ailleurs, il n'était pas idiot et donnait au moins l'apparence de travailler à la victoire de l'Allemagne en fournissant des renseignements dont certains étaient vrais. Mais évidemment, rien de décisif comme devait le reconnaître Keitel, je crois, ou Jodl à Nuremberg. Enfin, il n'est pas impossible que Canaris ait disposé de dossiers embarrassants pour Himmler ou tel ou tel chef du SD comme le suggère Schellenberg dans ses mémoires. Heydrich qui était sur le point, semble-t-il, de démasquer Canaris est mort de façon fort opportune à Prague.

Finalement le fait que la Suisse fut épargnée par une occupation allemande dépendit d'une multitude de faits et d'attitudes contradic-

toires, d'évaluations du pour et du contre, en chercher une raison relève de la fantaisie. Cependant, comme l'a montré l'exemple malheureux de la Tchécoslovaquie, un pays désunit est incapable de résister militairement. Or on a beaucoup parlé de cette incroyable union sacrée de la Suisse mais en oubliant un peu un facteur important qui est le ralliement des socialistes à la défense spirituelle et armée. Quel en a été en fait le motif, connaissant les innombrables problèmes opposant la gauche et la droite conservatrice dans les années 30 ?

[...] Staline se servit du Komintern pour ordonner aux partis communistes européens de considérer les partis sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes comme leurs plus grands ennemis

Robert Service – *Staline* p. 420

On sait à quel point les partis communistes occidentaux obéissaient à Moscou. Avec cet ordre impératif, il a été facile aux socialistes de rallier le camp bourgeois et de rejeter les extrêmes de gauche et de droite. Ce fait montre la complexité de l'histoire avec un Staline participant à l'unité de la Suisse sans le vouloir.

La thèse ou l'explication commerciale de la non invasion de la Suisse repose en fait sur l'idée erronée d'un Hitler fiable à qui l'on pouvait faire confiance, même sans aucun argument militaire. C'est tout simplement faux et les historiens qui ont étudié non seulement le caractère de Hitler mais les rapports de forces auraient bien du mal à défendre l'idée économique comme arme de défense sans armée.

20. LA SUISSE COUPABLE ?

Aussitôt la guerre terminée, sonna l'heure des règlements de comptes. Je ne m'y attarderai pas faute d'informations suffisantes. Les reproches fusèrent à l'encontre des trois responsables que furent Guisan, Masson et Pilet-Golaz. Hausamann contre Pilet-Golaz. Comme on l'a vu Hausamann s'était investi corps et âme pour sauvegarder la Suisse, ceci déjà avant le début de la guerre. A Masson et Guisan leur furent reprochés les contacts avec le général SS Schellenberg sans qu'aucune preuve de collusion n'étaye ces reproches. Ils sont d'ailleurs de la même nature que tout ce que l'on a entendu ces douze dernières années. Une *Suisse pure* était une Suisse vivant en autarcie donc ne comptant que sur ses propres ressources: pas de charbon, pas de matières premières. Ce que l'on nous a fait croire c'est qu'il aurait été possible d'obtenir, de la part des Allemands, les denrées indispensables sans contre partie. Or les Allemands étaient maîtres de la surenchère, des promesses non tenues et à ce jeu la Suisse était en position de faiblesse car prise dans la double menace d'invasion et d'asphyxie.

Nous pouvons aussi nous poser la question suivante: pourquoi les Anglo-américains n'ont-ils jamais tenu compte du fait que la Suisse ne survivrait pas à leur blocus ? En bloquant l'approvisionnement de la Suisse en matières premières ils poussèrent eux-mêmes la Suisse du côté de l'Allemagne. Et puis ce sont aussi eux qui amenèrent la Suisse à revenir sur son embargo des exportations d'armes en 1939. Il est donc clair que les Alliés ont leur part de responsabilité en n'ayant jamais tenu compte de l'encerclement de la Suisse.

La culpabilité de la Suisse telle qu'elle a été décrite et expliquée a pu être possible en laissant de côté tout ce que la Suisse a fait au profit des Alliés et de l'humanitaire. Il aurait fallu pour cela réécrire

cette histoire. Tous les livres écrits par les plus importants témoins de l'époque ne se trouvent plus dans les rayons des librairies, car non réédités. Ils sont même difficilement accessibles dans les bibliothèques. Mais c'est toute l'histoire suisse qui est malmenée.

A ceux qui prétendent que l'attitude de la Suisse a prolongé la guerre, les journalistes français Accoce et Quet leur disent ceci à la fin de leur livre *La guerre a été gagnée en Suisse*

La Suisse responsable de la défaite hitlérienne ?

S'il est vrai que les services de renseignements gagnent les guerres plus sûrement que les généraux sur les champs de bataille, alors, sans aucun doute, la Suisse a participé à la victoire et a bien mérité des Alliés. Sans elle, sans l'hospitalité qu'elle a offerte, durant les phases aiguës du conflit, au plus fantastique réseau de résistance antihitlérien, la guerre aurait vraisemblablement connu un dénouement différent.

Sans aucun doute aussi, dans cette affaire, le mythe de la neutralité suisse s'est-il définitivement effondré. En contrepartie, une nouvelle image de la Confédération surgit, s'affirme. Celle d'un pays participant, comme tous les autres, aux gloires et aux horreurs des grandes convulsions du monde. Une image qui témoigne que, contrairement à ce que certains prétendent, l'Histoire n'a pas abandonné la Suisse.

Bien entendu cette prise de position a été contestée en Suisse même et pourtant elle concorde avec les déclarations de Allen Dulles à qui l'on ne saurait reprocher de fabuler.

Et il est incontestable que l'armée suisse n'a pas été neutre durant la guerre, qu'elle a été du côté des Alliés. Personne ne peut démontrer le contraire, Guisan a écarté les officiers pro Allemands. La Suisse politique et économique n'avait pas cette même opportunité, ayant la responsabilité d'abord de l'approvisionnement et ensuite de lutter contre le chômage. Ce qui revient à dire que la neutralité est

chose impossible lorsqu'une des parties en guerre représente à l'évidence l'ennemi de la démocratie garante de la liberté.

Pour accuser la Suisse, on cite des déclarations de fonctionnaires américains ou anglais, offusqués à la fin de la guerre du commerce de la Suisse avec l'Allemagne. Imaginez ce ou ces fonctionnaires, absolument pas au courant de la situation et du rôle de la Suisse, comprendre quoi que ce soit des enjeux réels ? Seuls les principaux acteurs que j'ai cités, Churchill, Dulles, Kelly, et Curie avaient eux parfaitement compris les immenses services rendus par une Suisse restée indépendante et pro Alliés, pourquoi ces historiens ne les citent-ils pas ? D'ailleurs le nom de ces fonctionnaires accusateurs n'est jamais cité, ce qui réduit encore la valeur de ces témoignages. Le grand journaliste que fut Pierre Béguin déclara que la délégation alliée venue en Suisse en 1945 avait un a priori défavorable envers notre pays mais qu'elle ne mit pas longtemps à comprendre notre situation.

On retrouve partout chez ces historiens, ainsi que dans le rapport Bergier, cette même offuscation concernant le commerce avec l'Allemagne nazie. Aucune analyse, ni du contexte ni de la situation, n'atténue leurs propos. Pensent-ils sincèrement que Pilet-Golaz ou les responsables de la Banque nationale agissaient dans l'unique but de plaire à l'Allemagne et de s'enrichir ? Si tel avait été le cas, Pilet-Golaz n'aurait certainement pas parlé de *L'accord économique effroyable conclu avec l'Allemagne*. Le commerce avec l'Allemagne était incontournable et comme les Alliés avaient besoin, eux aussi, d'un CHF fort, on voit mal comment la Suisse aurait pu faire autrement. Faire autrement, c'est bien une chose que les détracteurs se gardent de décrire. Dans la dualité du bien et du mal, on ne va pas dire que c'était bien de commercer avec l'Allemagne, donc on peut dire que c'était mal, les Suisses le savaient parfaitement, sauf la race internationale des profiteurs de guerre. Mais dans une situation de menace de guerre ou d'étouffement économique il fallait choisir et

vite. Ils ont choisi, auriez-vous fait mieux ? Aurais-je fait mieux ? Je réponds : non je n'aurais pas fait mieux donc j'approuve tout ce qu'ils ont fait au niveau commercial. Le résultat a été reconnu par les plus grands et l'avis de quelques obscurs fonctionnaires de l'époque n'a aucune importance. Il eut été combien facile de défendre l'attitude de la Suisse, il suffisait pour cela d'abord de la comparer avec la Suède ensuite avec celle des EU, grands pourvoyeurs de l'Allemagne.

En temps ou situation de guerre il ne s'agit souvent pas de choisir entre une bonne et une mauvaise action mais bien de choisir entre deux mauvaises, celle qui fera le moins mal. Ce n'était pas « bien » de commercer avec l'Allemagne nazie mais ne pas commercer aurait conduit aux pires conséquences.

Mais la culpabilisation de la Suisse correspond ni plus ni moins à un idéal politique, ainsi il n'est pas, il n'a jamais été question ni d'établir un bilan ni d'établir des comparaisons, le conflit a beau avoir été mondial. Cependant cette volonté d'isoler la Suisse en la présentant comme la seule responsable du financement de l'Allemagne ne transparait curieusement pas dans les nombreux ouvrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale. Dans le livre de l'historien et spécialiste bien connu André Kaspi *LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE, Chronologie commentée* 520 pages, le mot Suisse apparaît que deux fois et cela ne concerne pas le commerce. Il est aussi « amusant » de constater que les révisionnistes suisses ont été tellement loin dans leur volonté de démonstration de culpabilisation que l'on en est venu à devoir mentionner que la Suisse n'a pas été la responsable de l'Holocauste.

Cette instrumentalisation de la culpabilité est clairement un outil idéologique et pédagogique destiné au pouvoir et rien qu'au pouvoir. On doit pleurer et déplorer les morts innocents mais on doit condamner toute récupération personnelle. C'est bien ce qu'ont dit

de nombreuses personnes juives suite à l'affaire des fonds juifs en déshérence.

Maintenant on peut aborder la question de la culpabilité sous un autre angle qui est de dire: oui nous sommes coupables puisque nous avons commercé avec les nazis et n'avons pas accueilli tous les Juifs à nos frontières. Mais ce que nous n'avons pas le droit de faire, et qui a été fait, c'est d'en rester là sans établir un bilan et sans tenir compte du contexte. J'ai le droit, nous avons le droit de dire que l'histoire d'un pays, d'une guerre, n'est pas une affaire isolée et qu'elle fait partie intégrante d'un tout, d'un contexte ainsi que l'a fort bien compris David Kranzler, spécialiste américain de l'Holocauste.

On peut accueillir avec une certaine réserve l'augure d'un retour de l'affaire, mais une chose paraît acquise, l'ampleur des dégâts causés à l'image de la Suisse. Il suffit pour s'en convaincre de parler avec David Kranzler, un historien américain de l'Holocauste qui n'a pas hésité, dans un ouvrage paru en 2000, à citer en exemple l'attitude du peuple suisse pendant la guerre, sinon celle de ses autorités. Malgré l'indifférence qui a accueilli son livre aux Etats-Unis, le professeur honoraire de la City University de New York a toujours l'espoir de se faire entendre. «J'essaie d'obtenir que les Suisses reçoivent les honneurs dus à leurs efforts pendant la guerre», n'hésite pas à déclarer ce spécialiste des «tentatives de sauvetage» durant l'Holocauste. Kranzler ambitionne rien moins que de faire décerner «une médaille d'or» aux Suisses pour leur attitude pendant la guerre ! Les historiens auxquels il a parlé de son projet n'ont même pas voulu entendre ses arguments. Il en faudrait plus pour décourager David Kranzler dont la bienveillance à l'égard du peuple suisse (mais elle ne va pas jusqu'à s'étendre au Conseil fédéral de l'époque ni aux banques) paraît inlassable puisqu'il est en phase de recherche pour un nouvel ouvrage consacré à l'attitude de l'opinion publique suisse en 1939-1945. Vu d'ici, la posi-

tion de cet historien peut surprendre encore qu'elle aille dans le même sens d'un autre spécialiste américain, David Wyman.

Réf. : site de David Kranzler (maintenant le site n'existe plus)

Il faut aussi souligner que si l'histoire de la dernière guerre en Suisse s'est construite au cours de ces quinze dernières années uniquement en stigmatisant les concessions à l'Allemagne et sur les refoulements, il en est tout autrement dans les autres pays impliqués. Qui peut expliquer pourquoi la Suède n'a subi aucune critique face à son commerce avec l'Allemagne et au passage des troupes ? Pourquoi les Anglo-américains, qui n'ont accueilli que les Juifs fortunés et qui ont procédé à des refoulements, n'ont subi aucune critique ?

Il est évident que si des enseignants décrivent cette histoire uniquement à partir du Rapport Bergier ou d'une version condensée, alors un immense sentiment de culpabilité et une honte s'empareront des élèves suisses. Car ce qu'ils découvriront c'est que la Suisse a profité de cette situation sans rien donner, sans rien faire pour soulager les souffrances. Or on l'a vu, rien n'est plus faux ! La Suisse a été généreuse, des Suisses mandatés par le gouvernement ont parcouru le monde et d'autres comme Carl Lutz, ont sauvé des milliers de Juifs.

En ce qui concerne précisément l'Holocauste, suite à la lecture des livres de Marc-André Chaguéraud, j'ai adopté l'un des titres Tous coupables ? Mais je renonce à désigner tel ou tel pays, même pas l'Allemagne, en mémoire à ses résistants; les nazis oui, mais pas seulement eux. Coupables ceux qui ont aidé et financé Hitler avant la guerre, ceux qui ont fermé les yeux sur tous les massacres, pas seulement des Juifs, ceux, dans les pays occupés qui ont dénoncé leur voisin juif, ceux qui ont refoulé les Juifs, en Suisse, mais aussi dans d'autres pays y compris les EU, ceux qui n'acceptaient que les Juifs riches et ceux, comme au Canada, qui n'acceptaient aucun Juif. Telle fut la culpabilité universelle. Qui donc après cela est en me-

sure de donner des leçons ? Ceux qui n'ont encore jamais fait le « Devoir de mémoire » des millions de morts des régimes communistes ?

21. L'APRES GUERRE

Comme on l'a vu de dures négociations eurent lieu en 1946 entre les Américains et les Suisses aux EU où les biens suisses étaient toujours bloqués. Le fait que la Suisse finisse par payer aux Alliés 250 millions de francs pourrait laisser croire à une forme de culpabilité. En même temps, ainsi que l'a relevé Andrei Gromyko, la polémique des ventes d'armes aux Allemands par l'industrie américaine avait animé les débats dans la presse américaine. Difficile dans cette situation d'accuser la Suisse d'avoir commercé avec l'Allemagne dans l'unique but de son approvisionnement. Je pense, comme l'a relevé un journaliste ayant vécu activement cette période, que la grande erreur des politiciens suisses est d'avoir complètement négligé d'informer, à la fois la population et les autres pays, de la situation et du rôle de la Suisse au cours de la guerre. Ce ne sont pourtant pas les arguments en notre faveur qui manquaient, il suffit de se référer aux déclarations des grands, à commencer par Churchill. Et que l'on ne vienne pas dire encore une fois que les Alliés n'étaient pas au courant des achats d'or à l'Allemagne, ils connaissaient parfaitement le rôle et l'utilité du CHF au cours de la guerre.

Mais en Suisse, il est vrai que ce fait est resté en retrait; en 1985 donc plus de dix ans avant le rapport Bergier, l'historien Werner Rings a écrit *L'or des nazis; La Suisse un relais discret*. C'est fort bien décrit mais empreint de jugements négatifs, prélude aux accusations futures. Bien que l'affaire dite *des fonds juifs en déshérences* soit à l'origine de la révision, elle est sans réel lien avec le rôle de la Suisse pendant la guerre. Voici seulement à ce sujet une remarque en provenance d'Israël :

En effet, les commentaires les plus intelligents sur la chasse aux avoirs non réclamés sont de la plume de Juifs

israéliens dont la plupart montrent peu d'intérêt à ce sujet. Pour beaucoup, la confrontation avec la Suisse laisse un arrière-goût amer. Le commentaire suivant du journaliste israélien Tom Segev, cité le 27 juillet dans le «New York Times», en est un bon exemple: «S'irriter à propos des avoirs en banque de particuliers est une banalisation de l'holocauste. Les Israéliens se sentent mal à l'aise face au langage emphatique que les gens du Congrès juif mondial utilisent. Un sentiment qui peut être exprimé ainsi: «Ne m'utilise pas, n'utilise pas l'holocauste pour ta publicité personnelle.»

Or ce sont justement les Juifs israéliens qui rappellent au monde que le thème moral des réparations avait déjà été épuisé il y a 45 ans. A cette époque, les sommes étaient beaucoup plus grandes et les sentiments plus violents. C'était dans les années cinquante, lorsque les débats portaient sur la question de savoir s'il fallait accepter des réparations de l'Allemagne de l'Ouest. Israël a accepté des sommes qui atteignaient des milliards de dollars, mais il s'agissait de réparations à la nation juive et non à particuliers titulaires de comptes en banque.

Réf.: <http://www.horizons-et-debats.ch/12/adieu%20or.htm>

En fait ce que le texte "*Adieu l'or*" démontre c'est que toute l'affaire des fonds juifs avait pour unique but d'exercer une forte pression sur le système fiscal suisse afin qu'il abandonne la parité or et que la Banque Nationale vende son or. Le Conseil fédéral a cédé sur tous les points.

Abraham Foxman, président de l'Anti-Defamation League, rappelle la situation en quelques mots. Pour lui, " il est de fait que seul un minuscule, minuscule, minuscule, minuscule [sic] pourcentage de Juifs avait un compte en Suisse". Il ajoute: "Six millions de Juifs sont morts parce qu'ils étaient juifs et non parce qu'ils avaient de l'argent ou des comptes en banque. Six millions de Juifs, 99,9%

n'avaient pas de compte en Suisse, d'or, de bijoux ou d'œuvres d'art. "

Cependant la polémique s'est étendue rapidement sur l'attitude de la Suisse pendant la guerre et particulièrement sur les achats d'or et ventes d'armes. Suite au rapport américain du nom de son auteur, le secrétaire d'Etat Stuart Eisenstat, et sous la pression américaine les autorités suisses ont nommé une commission censée établir la vérité. A sa tête un éminent spécialiste de l'histoire médiévale, le professeur Jean-François Bergier, auteur de *Guillaume-Tell*, une remarquable analyse du début de la Confédération suisse. On n'a fait appel à aucun historien spécialiste de la dernière guerre, en particulier en Suisse. Il fallait contenter les Américains et surtout ne pas trouver, ne serait-ce qu'une seule raison aux faits reprochés à la Suisse, ceci pour le bien de la place financière suisse aux EU. Et tant pis pour l'honneur de la Suisse. Le manque de connaissances historiques de cette période des membres de cette commission et de son Président est flagrant. L'un d'entre eux a donné en exemple la Suède. Bel exemple en effet pour un pays qui a accueilli 8'000 Juifs pour 22'000 en Suisse. Plus de 2 millions de militaires allemands ainsi que 100'000 wagons d'armement ont traversé la Suède. En résumé le peuple suisse a déboursé 24 millions de CHF uniquement pour montrer que l'on ne passe pas à travers un tel événement sans compromis. Mais toute cette affaire est largement commentée dans plusieurs livres, citons:

"*La Suisse dans la tempête du XXè siècle*" de Jean-Jacques Langendorf

"*Le mobbing d'un petit pays*" de Jean-Christian Lambelet

"*La Suisse face au chantage*" et "*La Suisse au pilori*" du Groupe de Travail Histoire Vécue

"*Lettre ouverte au juge Korman*" " *La Suisse présumée coupable*" *La Suisse lynchée par l'Amérique* " de Marc-André Charguéraud

La qualité du rapport est inégale. Il y a de bonnes parties et d'autres, comme celle consacrée à l'or, qui sont catastrophiques", affirme Philippe Marguerat, professeur à l'Université de Neuchâtel et membre de la commission nationale de publication des "Documents diplomatiques suisses". Pour lui, ce travail ne peut pas devenir un ouvrage de référence : "La démarche n'y est pas constamment scientifique. **Il s'agit d'un travail politique et idéologique.**"

(Anne Kauffmann, La Tribune de Genève, 23 mars 2002.)

Son président lui-même, professeur à l'Ecole polytechnique de Zurich, Jean-François Bergier, éminent médiéviste et spécialiste de l'histoire économique, a reconnu : « Les chercheurs en histoire contemporaine - en particulier les jeunes chercheurs - sont soucieux de briser les tabous et de corriger les idées reçues. **C'est ainsi qu'ils espèrent se profiler** ». [http://www.](http://www.memo.fr/article.asp?ID=PAY_SUI_CON_020#Som0)

[memo.fr/article.asp?ID=PAY_SUI_CON_020#Som0](http://www.memo.fr/article.asp?ID=PAY_SUI_CON_020#Som0)

Professeur Jean-Jacques Bouquet

Un principe élémentaire a été négligé, c'est celui édicté par Renouvin : étudier simultanément les comportements de politique extérieure dans l'ensemble des pays concernés.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Renouvin

En apparence l'enjeu de cette polémique a gravité uniquement autour de la puissance bancaire suisse, en effet aucun autre pays neutre ayant collaboré commercialement avec l'Allemagne n'a subi pareille attaque, Suède, Espagne, Portugal, Turquie. Pire, même l'Allemagne, en particulier sa presse, a participé au lynchage de la Suisse.

L'erreur a été de croire que le Congrès juif mondial américain représentait la communauté juive, or rien n'est plus faux, de nombreuses personnes juives ont pris la défense de la Suisse:

31.7.97 Dans un entretien avec l'agence DPA, Simon Wiesenthal demande d'observer une attitude fair-play à l'égard de la Suisse et met en garde contre une attitude contraire

13.8.97 M. Abraham Burg, président de l'Agence juive, critique le film de la BBC qui donne l'impression que la Shoa est l'œuvre des Suisses

26.8.97 Ouverture officielle des manifestations du centenaire du premier congrès sioniste à Bâle. M. Abraham Burg critique le film de la BBC, "Or nazi et avoir juif" qu'il juge détestable, unilatéral et injuste pour les Suisses.

20.1.98 Plusieurs lettres sont adressées à des journaux suisses par des anciens réfugiés juifs accueillis dans les camps d'internement suisses pendant la deuxième guerre mondiale. Ces personnes s'inscrivent en faux, parfois avec vigueur, contre les accusations portées par le Centre Simon Wiesenthal. Un témoignage analogue est publié par le New York Times

18.11.98 La conseillère fédérale Ruth Dreifuss inaugure à Berne une exposition dédiée aux diplomates et à d'autres responsables, dont plusieurs Suisses, qui ont empêché la déportation de milliers de personnes pendant la Deuxième Guerre mondiale.

12.12.98 Genève : la conseillère fédérale Ruth Dreifuss assiste à l'inauguration d'une sculpture offerte au peuple suisse par d'anciens réfugiés civils internés dans des camps de travail pendant la Seconde Guerre mondiale.

14.12.0 Dans une interview donnée à la "Jüdische Rundschau", l'ambassadeur d'Israël à Berne Yitzchak Mayer dit que la Suisse a parfois été attaquée à tort pour son attitude au temps du nazisme.

(extraits de la liste chronologique établie par la Confédération)

N'eut-il pas été opportun de montrer au peuple suisse que le Congrès juif mondial section américaine ne représentait pas les

Juifs et qu'au contraire la grande majorité de ceux-ci ont pris la défense de la Suisse ? Voilà qui aurait au moins eu l'heur de taire des relents d'antisémitisme.

On a expliqué cet ostracisme, cet acharnement à la culpabilité au fait que la Suisse est restée neutre et qu'elle n'a pas souffert de la guerre comme tant d'autres peuples et pays. Cette explication n'a pas grande valeur car si tel était le cas pourquoi n'en serait-il pas de même en Irlande, en Turquie, au Portugal ou en Suède ? On a encore expliqué qu'il était temps de faire "*notre devoir de mémoire*", comme si la Suisse devait à elle seule porter le poids de la Deuxième guerre. Adolf Muschg, écrivain et professeur constate que l'Allemagne a été plus rapide que la Suisse à faire son *devoir de mémoire*. Cet éminent professeur pense sans doute que les Allemands avaient le choix et qu'ils auraient pu au contraire se vanter des actions humanitaires produites par les nazis... On a aussi reproché à la Suisse de ne pas s'être alliée aux Anglo-américains, reproche également épargné aux autres neutres. Ce reproche d'ailleurs ne tient absolument pas compte des services rendus par la Suisse.

Eh bien parlons-en du *devoir de mémoire*. Il ne peut être que le résultat d'un bilan, sans cela il ne peut être qu'au service d'une idéologie. Et le *devoir de mémoire* tel qu'il a été fait au sujet de notre histoire avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, n'a été qu'une pénible litanie d'interprétations, d'accusations, voire de mensonges, ceci pour d'une part calmer la fureur des Américains et d'autre part pour satisfaire l'ego de certains professeurs en Suisse. Dans une guerre, le témoignage des responsables, directement confrontés aux réalités, est essentiel. Le témoignage d'une personne comme Allen Dulles, alors en poste à Berne pendant la guerre, éclaire une partie de cette histoire de façon éclatante et pourtant son livre, *Les secrets d'une reddition*" qui se lit comme un roman, ne se trouve plus en librairie. Beaucoup d'autres non plus. Certes ils se trouvent pour la plupart dans les grandes bibliothèques mais encore faut-il connaître

leur existence. Seul le hasard ou la chance m'ont aidé à en trouver quelques-uns. Il n'existe pas d'organe de l'Etat pour maintenir ces témoignages à la portée de tous, par exemple en tenant à disposition des petites bibliothèques une liste d'ouvrages. Le résultat est qu'il n'est possible de connaître cette histoire qu'en lisant de nombreux livres et témoignages, ce que peu de personnes ont le temps ou l'envie de faire. Je peux dire que le livre le plus complet et facile à lire est celui de Werner Rings " *La Suisse et la guerre 1933-1945*" mais il date de 1975 et n'est plus édité. Je signale cependant que Werner Rings a donné ses droits à l'Ecole Polytechnique de Zurich qui pourrait très bien publier ces écrits sur Internet. Le *devoir de mémoire* c'est donc aussi de maintenir vivant le témoignage de ceux qui ont vécu de près, en exerçant parfois de hautes fonctions, cette période de notre histoire absolument unique.

Au fond pourquoi cette histoire m'a-t-elle autant passionné ? Avant tout parce qu'il s'est passé une chose, une attitude politique, qui a fonctionné au détriment des attitudes extrémistes qui régnaient partout en Europe. La droite et la gauche suisses se sont rapprochées du centre et ont ensemble abandonné leurs extrémités respectives. La gauche, celle des ouvriers, des syndicalistes et de la majorité socialiste et la majorité de la droite, conservatrice certes, mais patriote dans le bon sens. On peut toujours critiquer une partie de la droite, trop pétainiste, trop mussolinienne, ce serait omettre de comprendre le rejet que suscitait le bolchévisme. Guisan a incarné cette communion entre ouvriers et paysans qui se sont unis sous l'égide de la *Défense spirituelle*. Et cela a merveilleusement fonctionné dans le sens qu'une volonté nette de résistance s'est établie au sein de la population et de l'armée, volonté continuellement entretenue par Guisan et par de nombreux mouvements de résistance. Non je n'oublie pas l'aspect économique, Guisan l'avait bien compris :

Guisan commença son rapport en ces termes: "*J'ai compris que le rôle de l'armée était d'offrir à chacun des belligérants un obs-*

tacle suffisamment important pour que le fait d'ajouter le poids de l'argument militaire à celui des arguments politiques et économiques décourage les projets d'agression."

Angelo Codevilla " *La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine*" p.53

Cette phrase démontre à quel point il est faux de prétendre que l'aspect économique avait été occulté.

Il est clair que c'est le Conseiller fédéral Pilet Golaz qui représente le côté économique de la défense. Il a pris sur lui une grande partie de cette responsabilité, connaissant parfaitement le côté peu gratifiant de cette tâche. Peu gratifiant mais nécessaire et incontournable. C'est aussi lui, en contre partie, qui a fait énormément dans l'engagement humanitaire de la Suisse tout au long de la guerre, ce que l'historien américain David Kranzler aimerait tant montrer. Pilet Golaz n'était pas proche du peuple, des ouvriers et des paysans, ce n'était pas un bon vivant tel qu'on l'entend dans le canton de Vaud, par contre son caractère, son style l'ont rapproché des Alliés, en particulier des Britanniques et ceci avait une valeur inestimable dans de telles circonstances. L'historien Jean-Jacques Langendorf a consacré un long chapitre à Pilet Golaz dans son livre "*La Suisse dans les tempêtes du XXè siècle*" et également Georges André Chevallaz dans son livre " *Le défi de la neutralité*". Si les Alliés ont estimé que parmi les Neutres c'est la Suisse qui a eu le plus de mérite pendant la guerre, on le doit en partie à Pilet Golaz pour le côté humanitaire et à Guisan avec son jeune et brillant entourage, pour l'appui de l'armée aux Alliés et aux mouvements de résistances.

Cette *neutralisation* des extrémismes de droite et de gauche a été incontestablement la clef de voûte de la sauvegarde de la Suisse et non, comme certains le prétendent encore, un quelconque *accord préliminaire* dont ils n'ont d'ailleurs jamais pu prouver l'existence. Mais sitôt la guerre terminée cette union sacrée s'est désagrégée, la droite a abandonné toute notion de *défense spirituelle* pour se con-

sacrer uniquement à la *défense économique* ; quant à la gauche modérée elle s'est beaucoup trop consacrée au dénigrement du pays. Jamais au cours de l'histoire, la Suisse n'a été aussi unie que pendant la guerre, jamais elle ne s'est autant engagée pour aider et soulager la misère.

Berlin le 5 juillet 1950

" Vous savez, m'a dit aujourd'hui notre pédiatre allemand, la Suisse était pour nous pendant toute la guerre comme un phare au milieu du désert. Cela faisait du bien de savoir que, là-bas dans le sud, un petit pays courageux faisait preuve de résistance et portait bien haut nos valeurs. Le simple fait d'y penser nous réconfortait et nous donnait de l'espoir, même si de ma vie, je n'ai jamais mis les pieds en Suisse."

Propos recueillis par Heinz Langenbacher, Dr en droit, ambassadeur

En ce début de 21^e siècle l'absence d'un danger immédiat, tel qu'il s'est produit dans les années 30, nous empêche de voir à quel point la gauche et la droite se laissent dicter leur comportement par leurs ailes dures. A gauche le dénigrement continu et à droite la soumission à la loi de l'argent, pardon, du trop d'argent. La vraie Révolution est celle du fonctionnement de la démocratie avec une droite à droite et une gauche à gauche, mais tout cela près du Centre.

Je ne connais aucune arme capable de décider du sort d'une guerre, sinon la volonté d'un peuple de défendre son indépendance. Général Marshall

Références

La Seconde Guerre mondiale et la Suisse

- | | |
|--------------------------------------|--|
| Accoce & Quet | La guerre a été gagnée en Suisse |
| Arsenijevic Drago | Genève appelle Moscou |
| Barbey Bernard | - Aller et retour
- PC du Général 1940 – 1945 |
| Barbey Mary-Anna | 39-45 Les femmes et la Mob |
| Belot Robert | Guerre et frontières – la frontière franco-suisse pendant la Seconde Guerre mondiale |
| Besson André | Clandestins de la liberté – Ligne de démarcation et frontière suisse 1940 - 1945 |
| Bonjour Edgar | Histoire de la neutralité suisse, Vol. IV; V; VI |
| Boschetti Pietro | La Suisse et les nazis (résumé rapport Bergier) |
| Bridel Frank | Pour en finir avec le rapport Bergier |
| Charguéraud Marc-André Marc- | http://www.chargueraud.org/andre/
- L'étoile jaune et la Croix -Rouge
- La Suisse présumée coupable
- Silences meurtriers; les Alliés, les Neutres et l'Holocauste
- Le banquier américain d'Hitler
- La Suisse lynchée par l'Amérique
- Lettre ouverte au juge Korman |
| Chevallaz Georges André | Le défi de la neutralité |
| Codevilla Angello | La Suisse; La guerre; Les fonds en déshérence et la politique américaine |
| Courvoisier Raymond | Ceux qui ne devaient pas mourir |
| Delay Yves | La grande chance de la Suisse |
| Dulles Allen | Les secrets d'une reddition |
| Falletti Edouard | L'encerclement de la Suisse |
| Favez Jean-Claude | Mission impossible (CICR) |
| Fondation Archivum Helveto-Polonicum | Helvétie terre d'accueil |
| Gafner Raymond | Général Guisan; Entretiens (radio Lausanne) |
| Gautschi WilliLe | Général Guisan |
| Grin Micha | Julius Schwarz; L'âme et le cœur de la Brigade de montagne 10 |
| GTHV Groupe Travail Histoire Vécue | - La Suisse face au chantage
- La Suisse au pilori ? |

Grivat Olivier	Internés en Suisse 1939-1945
Guisan Henri	- Entretiens
	- Rapport du Général sur le service actif 1939- 1945
Halbrook Stephen P.	- La Suisse encerclée
	- La Suisse face aux nazis
Haymann Emmanuel	Le camp du bout du monde
Jaquillard Robert	La chasse aux espions en Suisse
Jost Hans-Ulrich	Le salaire des Neutres
Junod Marcel	Le Troisième combattant
Kimche Jon	Un général suisse contre Hitler
Lasserre André	La Suisse des années sombres
Langendorf Jean-Jacques	La Suisse dans les tempêtes du XX ^e siècle
Langendorf et Pierre Streit	- Face à la guerre
	- Le Général Guisan et l'esprit de résistance
Lambelet Jean-Christian	- Le mobbing d'un petit pays
	- De la Suisse pendant la guerre
Marguerat Philippe	L'économie suisse entre l'Axe et les Alliés 1939-1945
Martelli Georges	L'homme qui a sauvé Londres
Pünter Otto	Guerre secrète en pays neutre
Read Anthony & Fischer David	Opération Lucy
Regard Fabienne	La Suisse paradis de l'enfer ? Mémoire de réfugiés juifs
Reginbodin Herbert R	Guerre et neutralité
Richardot Jean-Pierre	Une autre Suisse; Un bastion contre l'Allemagne nazie
Rings Werner	- La Suisse et la guerre 1933-1945
	- L'or des nazis; La Suisse un relais discret
Rossé Christian	Le Service de renseignement suisse face à la menace allemande 1939-1945
Rota Virginie	Le journal d'une espionne
Spira Henry	La frontière jurassienne au quotidien 1939 - 1945
Tschuy Theo	Diplomatie dangereuse, Carl Lutz l'homme qui a sauvé les juifs de Budapest
Urner Klaus	Il faut encore avaler la Suisse
Vallotton Benjamin	Cœur à cœur
Wüst René_Henri	Alerte en pays neutre, la Suisse en 1940
Ed. Slatkine & Presse romande	1939 La Suisse témoin d'une année mémorable
Divers auteurs, 1960 éd. Marguéat	Général Guisan

Thèses et rapports

- Forster Gilles Le transit de personnes à travers la Suisse pendant la Seconde guerre mondiale - Annexe au rapport de la CIE
<http://www.uek.ch/fr/publikationen1997-2000/transit.pdf>
Mots clés : gilles forster transit
- Sebastiani Daniel Jean Marie Musy (1876-1952), un ancien Conseiller fédéral entre rénovation nationale et régimes autoritaires (thèse)
<http://ethesis.unifr.ch/theses/downloads.php?file=SebastianiD.pdf>
Mots clés : musy sebastiani
- Terzi Cédric Qu'avez-vous fait de l'argent des juifs ?
Problématisation et publicisation de la question « des fonds juifs et de l'or nazi » par la presse suisse 1995 – 1998
<http://ethesis.unifr.ch/theses/downloads.php?file=TerziC.pdf>
Mots clés : problematisation cedric terzi
- Von Felten David Le poste récepteur de renseignements genevois du service de renseignements suisse
<http://www.memoresist.org/Le-Poste-de-renseignement-genevois.html>
Mots clés : felten memoresist

XX^e siècle et Seconde Guerre mondiale

- | | |
|--------------------|--|
| Allary Jean | Un petit fils de Marlborough: Churchill |
| Assouline Pierre | Jean Jardin 1904-1976 Une éminence grise |
| Ball Adrian | Le dernier jour du vieux monde |
| Beausse Jean | Diplomate en Lettonie |
| Béraud Henri | Ce que j'ai vu à Moscou |
| Bernadac Christian | L'Holocauste oublié |

Bernard Nicolas	La guerre germano-soviétique
Besnoit-Méchin	Le loup et le léopard, Mustapha Kémal
Broad Lewis	Winston Churchill (2 vol)
Carrère d'Encausse Hélène	- Nicolas II
	- Lénine
Charguéraud Marc-André	- Survivre; Français, Belges, Hollandais et Danois face à la Shoa
	- Tous coupables ?
	- Le martyre des survivants de la Shoa
	- Cinquante idées reçues sur la Shoa Vol I et II
Chauvy Gérard	La Croix-Rouge dans la guerre 1935 - 1947
Conte Arthur	La drôle de guerre
Cosseron Serge	Les mensonges du III ^e Reich
De Bénouville Pierre	Le Sacrifice du Matin
De Rougemont Denis	Mission ou démission de la Suisse
De Salis Jean-R	La Suisse diverse et paradoxale
Eberle & Uhl	Le dossier Hitler commandé par Staline
Fédorovski Vladimir	Le Fantôme de Staline
Grigorenko Piotr	Mémoires
Gromyko Andrei	Mémoires
Grossman Vassili	Les carnets de guerre
Guillemin Henri	Le Général clair-obscur
Hahn Beer Edith	La femme de l'officier nazi; Moi Edith Beer, juive.....
Hibbert Christopher	Mussolini une force de la nature
Histoire de notre temps	Divers auteurs – toute la vérité
Hoessli Eric	A la conquête du Caucase
Junge Trudl	Dans la tanière du loup; les confessions de la secrétaire d'Hitler
Kaspi André	La deuxième guerre mondiale/chronologie commentée
Krüger Horst	Un bon Allemand
Laske Karl	Le banquier noir, François Genoud
Le Floc'hmoan Annick	Ces extravagantes sœurs Mitford – Une famille dans la tourmente de l'Histoire
Lovell Mary S.	Betty Pack l'espionne qui changea le cours de l'histoire
Miles Jonathan	Otto Katz, Vies et mort d'un espion
Monnet Jean	Mémoires
Murphy David. E	Ce que savait Staline
Noguères Henri	Munich ou la drôle de paix

Pallavisini et Salmaggi	La seconde guerre mondiale au jour le jour
Pawle Gerald	Le vieux lion au microscope (Churchill)
Péan Pierre	L'Extrémiste François Genoud d'Hitler à Carlos
Prieur Jean	Hitler médium de Satan
Rauschning Hermann	Hitler m'a dit
Ritter Gerhard	Echec au dictateur; Histoire de la Résistance allemande
Sajer Guy	Le soldat oublié
Schmitt Eric-Emmanuel	La Part de l'autre (Hitler)
Schoenbrun David	Ainsi va l'Amérique de Roosevelt à Reagan
Service Robert	- Trotski
	- Staline
Suvorov Viktor	Le Brise glace
Vercors	Moi Aristide Briand

Forum Internet

Pour plus d'informations sur la Seconde Guerre mondiale, j'encourage le lecteur à aller sur le forum *Livres de guerre* où j'ai pu présenter plusieurs livres et défendre mon opinion. Plusieurs des livres en références y sont présentés et commentés.

Livres de guerre

<http://www.livresdeguerre.net/forum/tousujets.php>

Participations Christian Favre

<http://www.livresdeguerre.net/identification/presentation.php?util=1023>

Livres présentés

<http://www.livresdeguerre.net/forum/tousujets.php?util=1023>

Contact par ce forum

1ère édition novembre 2011 ISBN 978-2-35508-841-4
(Édition Baudelaire) épuisé

Dernière édition octobre 2014 ISBN 978-2-8399-1509-0

JOUVE PRINT SERVICES - 1, rue du Docteur Sauvé, 53100
MAYENNE

Imprimé en France

Notes